

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Lundi 13 avril 2015

N°7455 - Vingt-cinquième année - Prix : Algérie : 20 DA. France : 1 €. USA : 2,15 \$.
ISSN : 1111-0333 - http://www.elwatan.com ÉDITION DU CENTRE

LE MARCHÉ DE LA DEVISE SOUS PRESSION



PHOTO : H. LYÈS

Faux euros et blanchiment

- Plusieurs descentes de police ont été effectuées à Hussein Dey au square Port-Saïd dans le cadre d'une enquête sur un réseau de trafiquants de faux euros
- Jusque-là, les policiers auraient récupéré 30 000 euros en faux billets. L'affaire a provoqué la panique chez les revendeurs informels de la devise...

Les éléments de la Sûreté nationale sont sur le qui-vive à Alger. Plusieurs descentes ont été effectuées dans les marchés informels de la devise. Les raisons n'ont aucun lien avec l'activité, jusque-là tolérée par les autorités. Les policiers ont ouvert une enquête sur le trafic de monnaie,

après la découverte de liasses d'euros en faux billets, apprend-on de sources bien informées.

(Suite page 3) *Salima Tlemçani*
Lire également le reportage de Rabah Beldjenna et l'article de Ali Titouche en page 3

CONTRIBUTION



Le printemps algérien

1^{re} partie

Par Ali Yahia Abdennour
Avocat, homme politique et militant des droits de l'homme

LIRE EN PAGE 7

SUPPLÉMENT ÉCONOMIE

Après 16 ans de règne

Bouteflika n'a accompli aucune réforme

Abdelaziz Rahabi
«L'histoire retiendra la corruption et l'impunité...»

INDICATEURS FINANCIERS

2015 : une nouvelle ère d'austérité

RETROUVEZ VOTRE SUPPLÉMENT EN PAGES 11, 12, 13, 14, 15 ET 16

UNIVERSITÉ

ENSEIGNANTS EN GRÈVE À PARTIR DE DEMAIN

Le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) a décidé d'observer une grève de trois jours à partir de demain pour des revendications socioprofessionnelles.

LIRE L'ARTICLE DE FATIMA ARAB EN PAGE 2

NON-LIEU DANS L'AFFAIRE ALI MECILI

LA COUR D'APPEL DE PARIS RENDRA SON VERDICT EN JUIN

Lors de la cérémonie de recueillement annuelle, Annie Mecili, veuve de Ali Mecili assassiné à Paris en avril 1987, a déclaré que la cour d'appel rendra son verdict à la suite du non-lieu en juin prochain.



PHOTO : D. R.

LIRE L'ARTICLE DE SAMIR GHEZLAOUI EN PAGE 2

ÉCHEC DE LA CANDIDATURE ALGÉRIENNE À LA CAN-2017

SELLAL DEMANDE DES EXPLICATIONS À TAHMI ET RAOURAOUA

LIRE L'ARTICLE DE YAZID OUAHIB EN PAGE 23

LE CNES MENACE DE PARALYSER LES UNIVERSITÉS

Les enseignants en grève à partir de demain

● Le syndicat tiendra une réunion de son conseil national, samedi prochain, pour adopter ou rejeter la possibilité d'une grève illimitée.

Le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) a décidé d'observer une grève de trois jours à partir de demain pour des revendications socioprofessionnelles. Le syndicat tiendra une réunion de son conseil national, samedi prochain, pour adopter ou rejeter la possibilité d'une grève illimitée. C'est lors de la dernière réunion du conseil national consacrée à l'examen de nombre de questions liées aux conditions de travail au sein de l'université que la décision relative à la grève a été prise. Pourtant, le CNES avait pris part aux pourparlers, qui ont duré plus de six mois, avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique concernant la révision du statut particulier. Le syndicat dénonce la «légèreté» avec laquelle le dossier a été suivi. «La copie de la tutelle a été en deçà des attentes des enseignants du supérieur», soutient M. Rahmani, président du CNES. Selon le représentant de ce syndicat, la mouture du projet d'amendement du statut n'a aucun lien avec ce qui a été négocié. Une grande déception pour cette formation syndicale qui déplore la situation socioprofessionnelle dans laquelle se trouvent les enseignants du supérieur. «Le CNES rejette for-



Une grève pour la révision du statut particulier de l'enseignant

mellement le projet de décret exécutif modifiant et complétant celui portant statut particulier de l'enseignant-chercheur, qui implique un recul par rapport au texte initial», affirme M. Rahmani, qui révèle la manœuvre du ministère qui a préféré négocier avec les représentants de l'UGTA sans associer les autres représentants d'enseignants. Outre la révision du statut «pour permettre une progression décente dans la carrière», le CNES réclame

la révision du régime indemnitaire. «La dernière augmentation de salaire date de 2008. Près de 25 000 enseignants ont été recrutés après cette date et n'ont ainsi jamais connu d'augmentation», souligne M. Rahmani. Les préoccupations du CNES sont liées à la dégradation du pouvoir d'achat des enseignants. «Avec des salaires obsolètes et en l'absence d'une solution concrète au problème de logement, le professeur d'université n'est pas à l'abri

de conditions précaires qui doivent interpeller les pouvoirs publics», estime M. Rahmani. Le syndicat se dit mobilisé et prêt à aller jusqu'au bout de ses revendications.

La grève des enseignants intervient dans un contexte marqué par le mécontentement généralisé des étudiants, conséquence de l'application du LMD. Plusieurs instituts ont connu des perturbations, et la fin de l'année risque donc d'être tumultueuse. **F. Arab**

BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME L'Algérie classée pays à risque

Considérée comme un pays à risque en raison des dysfonctionnements contenus dans ses lois relatives au blanchiment d'argent et à la lutte contre le terrorisme, l'Algérie est toujours sur la liste grise du GAFI. Les défaillances relevées par cette organisation persistent en raison de l'absence d'un plan d'action que l'Algérie peine à promulguer. L'Algérie est toujours portée sur la liste grise du Groupe d'action financière internationale (GAFI), aux côtés du Myanmar et de l'Equateur. La nouvelle loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qu'elle a présentée, fin mars dernier, lors de la réunion du GAFI, ne lui a pas permis un meilleur classement en raison de la «persistance des défaillances» déjà mentionnées lors de la réunion plénière, en octobre 2014. En effet, dans son communiqué du 27 mars dernier, le GAFI a pris acte des «mesures d'amélioration» du dispositif légal de lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte antiterroriste, qu'il dit «accueillir favorablement», mais précise que «des défaillances persistent» et, de ce fait, «encourage l'Algérie à remédier à ses défaillances persistantes et à poursuivre le processus de mise en œuvre de son plan d'action».

En attendant, le GAFI a appelé les Etats membres «à étudier les risques» émanant de l'Algérie, de l'Equateur et du Myanmar, toujours portés sur liste grise, et à appliquer les contre-mesures contre l'Iran et la Corée du Nord, deux pays qui sont, quant à eux, sur liste noire. Dans ce cadre, l'Algérie restera, pour la finance mondiale, un pays à risque dont la législation n'est pas étanche en matière de blanchiment.

En fait, il ne suffit pas de promulguer un texte de loi contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le terrorisme ou, en plus de la loi, un plan d'action clairement défini qui mette en application toutes les dispositions et mécanismes prévus par celle-ci.

Or, à ce jour, ce plan d'action peine à sortir des bureaux du groupe d'experts (finance-justice) chargé d'élaborer le décret d'application de la loi, promulguée au forceps en février dernier après un débat houleux à l'Assemblée nationale. «Il y a eu des réunions entre les représentants du ministère de la Justice et leurs collègues des Finances, mais rien avec une mouture. Encore une fois, le texte d'application risque de prendre du temps. Ce qui se traduira encore une fois par une longue attente durant laquelle le nom de l'Algérie figurera toujours sur la liste grise du GAFI. En clair, l'Algérie restera un pays à risque pour la finance internationale», explique une source proche du ministère des Finances, qui exprime ses «regrets» quant à une situation qu'il juge «malheureuse». **Salima Tlemçani**

LOGEMENTS

Nouvelles promesses de Tebboune

Malgré la crise financière, le gouvernement veut encore casser la tirelire. Il examine la possibilité de porter à la hausse l'aide qu'accorde l'Etat à l'autoconstruction dans les zones rurales. C'est ce qu'a déclaré, hier matin à la Radio nationale, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdelmajid Tebboune. Le montant de cette aide s'élève, actuellement, à un million de dinars pour les habitants de l'extrême Sud (Adrar, Tamanrasset, Illizi et Tindouf), 800 000 DA pour ceux des wilayas de Laghouat, Biskra, Béchar, Ouargla, El Oued et Ghardaïa et 700 000 DA pour les habitants des autres wilayas. Mais, ajoute le ministre, une telle décision ne peut être prise qu'avec l'accord du gouverne-

ment. Cette sortie de M. Tebboune intervient dans le cadre d'un «fil rouge» organisé par la Chaîne II de la Radio nationale. C'était l'occasion pour les citoyens de dénoncer, essentiellement, le fait que les sommes qu'accorde l'Etat aux citoyens qui construisent eux-mêmes leur logement sont insuffisantes au vu des prix actuels pratiqués sur le marché. En plus de l'habitat rural et de l'autoconstruction, le ministre de l'Habitat a réaffirmé que son département a «atteint» sinon «dépassé» les objectifs tracés. Il a cité l'exemple de l'année 2014 où 328 000 logements ont été attribués sur les 300 000 promis. Mais le ministre n'a pas pris la peine de s'expliquer sur les milliers de logements

publics, relevant notamment du SLP, qui ne sont toujours pas achevés. Certains chantiers s'éternisent depuis une dizaine d'années. Autre sujet qui fait polémique : l'AADL. Alors que le ministère de l'Habitat a promis de livrer les premiers logements en 2015, M. Tebboune change de tonalité ; à présent, il s'engage uniquement sur les souscripteurs de 2001 et 2002. Le ministre a souligné que «les souscripteurs de 2001 et 2002 auront leur décision de préaffectation avant fin 2015 et les clés à partir du premier semestre 2016». Pour rassurer les citoyens, le ministre de l'Habitat a brandi un avis d'appel d'offres pour la réalisation de logements. Pour quand ? **A. Boukhlef**

NON-LIEU DANS L'AFFAIRE MECILI

La cour d'appel de Paris rendra son verdict en juin

Paris
De notre correspondant

La cour d'appel de Paris devrait rendre son verdict concernant la confirmation ou l'annulation du non-lieu dans l'affaire Mecili au mois de juin prochain. «Nous ne pourrions pas admettre que la cour d'appel de Paris confirme le non-lieu qu'a prononcé le juge d'instruction en novembre dernier. Et contre lequel nous avons fait appel», a déclaré Annie Mecili, veuve de Ali Mecili, assassiné le 7 avril 1987 à Paris. Lors

de son allocution d'ouverture de la cérémonie de recueillement annuel à la mémoire de son défunt époux, au cimetière du Père Lachaise, M^{me} Mecili a réaffirmé sa détermination, celle de ses enfants et des camarades de son mari, à «poursuivre l'objectif final qui n'est autre que le rétablissement de la justice» et la fin de l'impunité qui dure depuis 28 ans. Elle a exprimé son souhait de voir la justice française se ressaisir en annulant, comme elle l'a fait dans le passé, le non-lieu. «Cette année, nous sommes encore plus déterminés

à poursuivre notre combat. D'ici juin, nous comptons organiser plusieurs actions pour dénoncer l'impunité», a-t-elle indiqué. Ensuite, elle a laissé la parole à son fils Yalhane, qui a lu un dialogue entre son père et Hocine Aït Ahmed, constitué à partir de lettres qu'ils ont échangées entre 1967 et 1987. «Hocine est parmi nous par la pensée et par le cœur. Et d'ailleurs je suis entourée par ses camarades de la direction nationale du FFS, j'en suis très heureuse, de son fils Jugurtha et de son petit-fils. Ali et Hocine avaient le souci d'éta-

blir la démocratie à la fois en Algérie et au sein du mouvement de l'opposition», a souligné Annie Mecili qui conclut la cérémonie avec un dernier commentaire sur le dialogue entre Aït Ahmed et Mecili : «C'est une vraie leçon de pédagogie politique et nous comprenons pourquoi ces deux compagnons se sont trouvés et ont fait route ensemble, partageant la même humanité, la même intelligence politique et la même ouverture au monde. Et aussi, nous comprenons pourquoi ils faisaient peur au pouvoir algérien.» **Samir Ghezlaoui**

LE MARCHÉ INFORMEL DE DEVICES SUSPENDU HIER

Coup de filet de la police au square Port-Saïd

● Hier, il n'y avait pas l'effervescence qui prévalait les autres jours sur les ruelles et avenues où s'échangeaient des devises, essentiellement l'euro et le dollar.

Le marché parallèle des devises du square Port-Saïd (Alger) a été «fermé» durant toute la journée d'hier. La raison ? Une opération coup-de-poing a été discrètement menée, hier matin, sur ce lieu de vente informelle par de nombreux policiers en civil, qui ont arrêté plusieurs revendeurs. Ces derniers ont été surpris par ces policiers qui, après les avoir cernés, ont saisi les liasses de billets retrouvées sur eux et les ont embarqués à bord de leurs véhicules. Cependant, d'autres cambistes, ayant vite compris l'action menée contre eux, ont pris la poudre d'escampette. Hier, il n'y avait pas l'effervescence qui prévalait les autres jours sur les ruelles et avenues où s'échangeaient des devises, essentiellement l'euro et le dollar. L'image des revendeurs agitant des liasses de billets dans les rues Bachir Azzouz, Che Guevara, Abane Ramdane et au square Port Saïd a disparu. A la place de ces cambistes dont l'activité était pourtant tolérée par les autorités, de nombreux policiers en civil, reconnaissables à leur talkie-walkie, scrutent le moindre geste suspect.

Dans le quartier, de nombreux véhicules étaient immobilisés par des sabots ; ils appartiendraient, selon des témoins, aux revendeurs ayant pris la fuite suite à cette opération. Cela étant, une fois sur place, difficile pour nous de connaître la raison ayant conduit à cette opération, apparemment minutieusement préparée par les services de sécurité. Ceux que nous avons abordés pour



glander des informations étaient tous motus et bouche cousue. Il faut dire qu'un climat de peur hante les lieux. Les personnes inter-

rogées hésitaient à nous fournir la moindre information. Seul un marchand du square Port Saïd ose une déclaration : «Les policiers les

ont tous arrêtés et embarqués dans des véhicules.» Mais où ont été emmenés les personnes interpellées ? Personne ne le sait. Même ce policier interrogé non loin du lieu de la rafle.

Cependant, selon le gérant d'une boutique d'habillement sur la rue Abane Ramdane, «les policiers ont bien fait, au moins ils vont nous enlever leurs déchets». Pourquoi cette opération intervient-elle spécialement maintenant, après tant d'années d'impunité ? Selon une source bien informée, à l'origine de l'opération, une enquête sur un réseau de trafic de fausse monnaie. Des sommes faramineuses en faux billets auraient été récupérées. Une autre source évoque comme raison de l'opération une enquête qui aurait été déclenchée sur les transferts illégaux de capitaux vers l'étranger. Par ailleurs, des ministres ont évoqué récemment une instruction du Premier ministre adressée aux ministres de l'Intérieur et des Finances, leur demandant de prendre des mesures pour éradiquer les marchés informels de devises.

Cette instruction fixe comme délai le mois de juillet prochain pour parachever cette opération. En 2012, au temps où il était ministre de l'Intérieur, Ould Kablia avait surpris tout le monde en affichant son indulgence à l'égard des cambistes : «On essaye de combattre ce genre de marché informel de la devise, mais les citoyens y trouvent leur compte. Je ne trouve pas d'inconvénient à ce qu'on les supprime ou qu'on les laisse...» R. Beldjenna

Faux euros et blanchiment

Suite de la page 1

Les marchés informels de la devise à Alger sont depuis quelques jours sous la loupe des services de police.

Plusieurs descentes ont été effectuées dernièrement à Hussein Dey et hier au square Port-Saïd dans le cadre d'une enquête sur un réseau de trafiquants de monnaie, qui a réussi à introduire de nombreuses fausses coupures d'euros. Nos sources précisent qu'à ce jour, la somme récupérée aurait atteint les 30 000 euros en petites coupures, notamment à Hussein Dey et au square Port-Saïd, les plus importantes places de la devise. L'opération a créé une véritable panique chez les revendeurs.

Confrontés aux plus folles rumeurs sur l'interdiction de cette activité illégale mais tolérée, de nombreux «cambistes» auraient préféré se mettre en mode veille en attendant de voir plus clair.

Nos sources affirment que les investigations de la sûreté de la wilaya d'Alger n'ont toujours pas abouti, elles ne savent pas comment ces billets ont alimenté ces marchés parallèles, qui, depuis toujours, ont été à l'abri des trafiquants.

«Jusqu'à présent, les policiers ont pu récupérer une importante quantité de faux billets. Cependant, leur origine, les circonstances de leur introduction dans le marché informel et l'identité des trafiquants ne sont toujours pas élucidées jusqu'à présent. A ce stade de l'enquête, rien n'est encore établi. Il se pourrait qu'il y ait d'autres billets encore en circulation et qui n'ont pas été récupérés, comme il se peut qu'il ne s'agisse uniquement que de la somme saisie. Tout comme il est très tôt pour savoir si cette fausse monnaie a été importée ou fabriquée localement. L'enquête a démarré, il y a quelques jours seulement. Elle a déjà porté ses fruits. Il faut du temps pour avoir tous les résultats. D'importants moyens humains et matériels sont déployés dans le cadre de cette enquête, suivie non seulement par le premier responsable de la Sûreté nationale, mais aussi par les plus hautes autorités du pays.» S.T.

À QUAND UNE SOLUTION DURABLE ?

Partant du constat que le marché informel des devises sert de tremplin aux affaires sales, au transfert de fortunes vers l'étranger et au blanchiment d'argent, l'opération coup-de-poing effectuée par la police, hier, au square Port-Saïd met à nu, au moins, certains dangers qui gravitent autour de ce marché illégal des monnaies. L'Etat, qui tolère une telle activité frauduleuse, s'était même appliqué à chercher des alibis à son existence, soulignant au crayon-feutre sa «fonction sociale». Cependant, le recours à cet habile subterfuge cache entre ses lignes une gêne, d'abord, vis-à-vis des organismes internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent, mais aussi par rapport à certains cercles d'influence, voire à de gros bonnets très influents qui nourrissent et se nourrissent du

marché informel des devises. C'est un secret de polichinelle. Ce coup de colère des services de police, provoqué par une enquête en cours et/ou une excitation fiévreuse face au phénomène de transferts illégaux de fonds vers l'étranger, ne pourra faire de miracle si on ne s'attaque pas plutôt à l'origine du mal. Qu'on le veuille ou pas, le marché informel des devises existe car les besoins ne peuvent être satisfaits par la voie légale. C'est-à-dire que la demande dépasse de loin l'offre légale en devises proposée par le circuit bancaire. D'où le recours intensif aux avoirs du circuit illégal. Le paramètre de l'offre et de la demande fixe également les cours des devises sur le marché informel, échappant ainsi au sacro-saint taux de change officiel fixé par la Banque d'Algérie.

Selon Badreddine Nouioua, ancien gouverneur de la Banque centrale, il y a au moins trois sources apparentes qui alimentent le marché illégal de monnaies étrangères : primo, les retraités qui perçoivent leurs pensions à travers le circuit bancaire et les cèdent au marché parallèle, motivés par un taux de change plus intéressant ; secundo, «ceux qui arrivent à obtenir des surfacturations et ceux qui s'adonnent à de fausses importations».

FORTUNES INESTIMABLES !

D'autres sources de financement sont également possibles à travers «des opérations juteuses qui ne sont jamais contrôlées». «Une grande partie de ces opérations profite à des gens malhonnêtes», s'indigne M. Nouioua. Depuis quelques années déjà, le gou-

vernement peine à transformer ces coups-de-poing cycliques en une solution durable à un casse-tête pourtant hautement nuisible à l'économie et à la réputation du pays. Entre-temps, le phénomène s'aggrave davantage chaque année. D'après Badreddine Nouioua, il y aurait entre 3000 et 4000 milliards de dinars de fonds liquides en circulation, entre les mains de quelques personnes. Une partie de ces fonds alimente le marché parallèle de devises qui, lui, est source de transfert illégal de fortunes vers l'étranger. Une grande partie de ces fonds ne sont non plus traçables. Encore une fois, c'est l'Etat qui encourage l'usage du cash. En 2011, sur fond de panique à l'apparition des premiers foyers de tension dans le sillage du Printemps arabe, le gou-

vernement avait décrété la fin de l'usage du chèque pour les transactions commerciales supérieures à 50 000 DA.

Et c'est le même gouvernement qui a étouffé dans l'œuf le débat à l'Assemblée, repris en 2012, sur la libéralisation de l'exercice du change et l'ouverture des bureaux privés. Résultat des courses : le marché informel de la devise s'est renforcé au fil des années et s'érige aujourd'hui en seul baromètre d'appréciation de la valeur de la monnaie nationale face aux principales devises, l'euro et le dollar. Pis encore, le marché informel des devises sert de plateforme où s'abreuvent d'autres maux : blanchiment d'argent, criminalité financière, crime organisé, commerce de la drogue, financement du terrorisme... Ali Titouche



Partenaire agréé

8 000 DA

=

SMARTPHONE I-S3

1 000 DA DE CRÉDIT
300 MIN VERS ORODDO

STOCK LIMITÉ

11 000 DA

=

TABLETTE 7" DM-7G

200 Mo de CONNEXION

STOCK LIMITÉ

Hotline :

0560 077 077

0560 945 873

PROMOS !

Acheté sur Internet, livré chez vous !

www.eshop.dz

Lubomír Zaorálek. *Ministre tchèque des Affaires étrangères*

«Le contexte politique international a changé, mais l'amitié est restée»

Propos recueillis par
Zine Cherfaoui

Peut-on connaître l'objet de votre visite en Algérie ? De quoi sera-t-il question lors de vos entretiens avec votre homologue algérien ?

Il s'agit d'une visite qui vient après celle effectuée par l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères, M. Medelci, en République tchèque en novembre 2011. La réciprocité dans nos relations fonctionne de manière satisfaisante et notre souhait est de la respecter. Moins formel, mais tout aussi important, est le fait que pour la République tchèque, l'Algérie représente historiquement un pays ami avec lequel il est possible de déployer tous les efforts pour la mise à profit maximale du potentiel de coopération qui s'offre. La République tchèque cherche aussi à ne pas négliger le monde en dehors de l'Union européenne.

Avec l'Algérie, nous tenons à maintenir le dialogue politique et à coopérer dans les domaines économique, commercial, militaire et ainsi que dans la sphère de la culture et de l'éducation. Parmi les principales questions qui seront à l'ordre du jour de mes entretiens avec le ministre Lamamra, il y aura la révision de l'agenda bilatéral et les perspectives d'avenir, le rôle de médiateur et de stabilisateur de l'Algérie dans les régions du Maghreb et du Sahel, internationalement apprécié, la lutte contre le terrorisme et, sans oublier, la coopération de l'Algérie avec l'Union européenne. D'ailleurs, j'arrive à Alger directement de Barcelone, où a eu lieu la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et des pays de la Méditerranée.



PHOTO: D. R.

Le ministre tchèque des Affaires étrangères, Lubomír Zaorálek, est attendu ce soir à Alger, où il doit s'entretenir avec son homologue algérien, Ramtane Lamamra.

Au menu des discussions entre les deux responsables figure en bonne place le renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et la Tchéquie. Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, M. Zaorálek suggère qu'il n'existe aucune ligne rouge en matière de coopération entre les deux pays.

A l'époque de la Tchécoslovaquie, les relations entre les Algériens et les Tchèques étaient plus qu'amicales. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Comme je l'ai déjà dit, nous percevons l'Algérie comme un pays ami. C'était le cas par le passé et ça l'est toujours. Je ne parle pas seulement du soutien de la Tchécoslovaquie à l'Algérie dans la lutte pour l'indépendance et de la coopération multiple ultérieure. Notre ambassade se trouve à Alger de façon permanente et n'a jamais été fermée. L'ambassadeur est toujours resté présent, même durant la période difficile de la décennie noire. Il est vrai qu'en comparaison avec les périodes de la Tchécoslovaquie, le contexte politique international a changé, mais l'amitié est restée. Actuellement, nous essayons de créer les conditions pour mettre à profit, de la manière la plus efficace qui soit, notre coopération bilatérale.

Dans le tableau des échanges commerciaux et économiques entre l'Algérie et l'Europe, la Tchéquie est en bas du classement. Quelles en sont raisons ? Est-ce à dire que le marché algérien n'intéresse pas beaucoup les entreprises tchèques ?

Actuellement, la République tchèque diversifie plus activement la politique étrangère dans le domaine économique. L'Algérie est un partenaire intéressant. Pour parler chiffres, l'Algérie est notre deuxième plus important partenaire en Afrique du Nord. Au cœur de nos relations économiques, il y a le commerce et la réparation des équipements fournis. Le volume des échanges est d'environ 350 millions de dollars avec une position dominante de nos exportations. Le produit phare de nos exportations est la voiture de tourisme Skoda. Ce volume aurait été sans doute beaucoup plus élevé, si nous importions chaque année le pétrole ou le gaz algé-

riens. Même si nous pouvions en général nous y prendre mieux... mais il en est toujours ainsi. Pour moi, il est important que la tendance des échanges mutuels à long terme reste positive.

Si les entreprises tchèques devaient venir en Algérie, dans quels secteurs pourraient-elles intervenir ?

Les sociétés tchèques sont déjà sur le marché algérien. En plus des automobiles, sont exportés également des produits sidérurgiques, des équipements électriques, des machines-outils, du verre de construction, des rouleaux compresseurs, des unités de stockage, des produits en plastique, du matériel de cuisine et des produits alimentaires. Cela s'est diversifié. Et, certainement, nous aurions aussi quelque chose à offrir dans le domaine de l'épuration des eaux usées, de l'agriculture, de l'équipement médical et du matériel sanitaire.

Comment évaluez-vous la coopération militaire et sécuritaire entre votre pays et l'Algérie ? Les questions de défense et de sécurité seront-elles justement à l'ordre du jour de vos entretiens avec votre homologue algérien ?

La coopération dans les domaines militaire et sécuritaire est traditionnellement l'un des piliers de notre coopération. L'Algérie a le plus grand budget militaire en Afrique, ce qui en fait un partenaire attractif. Cela a été confirmé aussi lors de la visite d'une délégation du ministère algérien de la Défense en République tchèque l'an dernier. Sans doute, ces questions ne seront pas omises dans les discussions entre mon homologue et moi.

Pour ma part, je serai heureux si, dans un proche avenir, on réussissait à réaliser la visite du ministre tchèque de la Défense ici, afin qu'il puisse discuter de ces questions d'une manière plus large et plus détaillée.

Z. C.

VISITE DE JEAN-PIERRE RAFFARIN À ALGER

Des relations exceptionnelles entre les deux pays

L'ancien Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, était l'invité des autorités algériennes du 11 au 13 avril. Il a été reçu en audience par Abdelkader Bensalah, Larbi Ould Khelifa et Abdelmalek Sellal, respectivement président du Sénat, président de l'Assemblée populaire nationale (APN) et Premier ministre. Lors de la rencontre de M. Raffarin, hier, avec le président du Conseil de la nation, M. Bensalah, les deux hommes ont passé en revue les relations «bilatérales privilégiées»

et les multiples domaines de coopération que les responsables des deux pays œuvrent à renforcer, «notamment au plan économique au bénéfice des deux pays», indique-t-on. Il a également été question de la coopération parlementaire et de l'importance de poursuivre les rencontres, à travers l'échange de visites, en accordant «un intérêt particulier» à la coopération entre les deux instances. Les deux responsables ont également abordé la situation qui prévaut au Sahel. En outre, M. Raffarin - à qui le président

Sarkozy avait confié, en 2010, une mission d'envoyé spécial pour les relations économiques bilatérales et que l'ancien Premier ministre a continué à assumer avec l'arrivée au pouvoir de François Hollande jusque très récemment - a rencontré le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel. Les entretiens ont porté sur les relations algéro-françaises, mais également sur le rôle de «leadership mené par l'Algérie pour le renforcement de la paix et de la sécurité dans

la région et dans le monde», selon l'APS. Cette nouvelle visite d'un responsable français en Algérie illustre, comme le souligne le communiqué de l'ambassade de France à Alger, «l'intensité de la coopération interparlementaire franco-algérienne», mais également la qualité exceptionnelle de la relation bilatérale et le dialogue permanent entre la France et l'Algérie sur l'ensemble des questions régionales et internationales. Cet échange permanent entre les responsables des deux pays est illustré notamment

par la visite à Paris, la semaine dernière, du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra - au cours de laquelle le ministre des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius, a réitéré le soutien de la France à la médiation algérienne en vue de la paix et de la réconciliation au Mali -, mais également par celle qui doit entreprendre prochainement Patrick Mennucci, président du groupe d'amitié France-Algérie de l'Assemblée nationale.

S. M.

VISA
POUR

L'E-PAIEMENT LES ACHATS À L'ÉTRANGER LES RETRAITS À L'INTERNATIONAL

DÉCOUVREZ LES AVANTAGES DE LA CARTE VISA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALGÉRIE

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'ÉQUIPE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALGÉRIE

CONTACTEZ visa@societgenerale.dz

CONNECTEZ-VOUS www.societgenerale.dz

APPELEZ AU 021 45 11 55

PUBLICITÉ

LUTTE CONTRE L'«AGROTERRORISME»

L'expérience américaine débattue à Alger

● L'arsenal juridique préventif et répressif permet, selon les experts américains, de limiter les risques de survenue de crimes ciblant la chaîne alimentaire.

La défense alimentaire est un axe de coopération que les Etats-Unis entendent développer avec l'Algérie en vue de transmettre leur expérience dans la lutte contre ce qu'ils nomment l'«agroterrorisme». Le sujet a été débattu hier en présence de l'ambassadrice américaine en Algérie, Mme Joan A. Polaschik, lors d'un séminaire organisé à Alger autour des méthodes de lutte multisectorielles à mettre en place pour contrer d'éventuels actes malveillants qui pourraient mettre en danger la sécurité sanitaire nationale et internationale. Les experts dépêchés à Alger ont détaillé plus leurs aspects de l'expérience américaine, ainsi que les mécanismes de prévention, les lois et règlements destinés aux industries, mais aussi à tous les acteurs de la chaîne de production agricole et d'importations de produits agroalimentaires ou d'intrants, en vue d'éviter les contaminations. L'arsenal juridique préventif et répressif permet, selon les experts, de limiter les risques de survenue

de crimes ciblant la chaîne alimentaire. Côté algérien, l'expérience dans ce domaine reste limitée à la mise en place de normes sanitaires préventives telles que la HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point), selon le Dr Boughanem, directeur des services vétérinaires au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Le responsable, qui s'exprimait en marge de la rencontre, souligne notamment que «la dimension de défense alimentaire n'est pas prise en compte dans notre pays, d'où la nécessité de s'inspirer de l'expérience des Etats-Unis dans ce domaine». Une expérience qui nécessite une démarche multisectorielle impliquant l'agriculture, la santé, les services des Douanes et les services de sécurité, selon ce qu'estiment les experts. A ce propos, l'ambassadrice des Etats-Unis a souligné, hier dans son discours d'ouverture, qu'à travers le séminaire «nous travaillerons pour trouver des moyens de protéger la chaîne alimentaire des contaminations accidentelles. Dans ce monde



L'ambassadeur américain en Algérie, Mme Joan A. Polaschik, lors de l'ouverture à Alger d'un atelier sur la sécurité alimentaire, en présence d'experts algériens et américains.

de plus en plus connecté, la communauté internationale doit élaborer des stratégies d'atténuation pour réduire les vulnérabilités identifiées dans notre système alimentaire mondial. Un incident de contamination accidentelle pourrait avoir un impact énorme sur l'économie locale, la santé publique, la sécurité et la confiance du

consommateur et éroder sensiblement la confiance dans les relations commerciales». Par ailleurs, l'ambassadrice a affirmé que «les Etats-Unis sont prêts à assister l'Algérie dans ses efforts pour accroître la production agricole, notamment la transformation du lait, la fabrication de matériel agricole et les techniques de production

animale. Le bureau d'affaires agricoles de l'ambassade peut aider à établir des relations avec les organisations et entreprises américaines spécialisées dans ces domaines et engagées dans le transfert de technologie, ainsi que le renforcement des capacités qui sont la clé de l'approche gagnant-gagnant de l'Algérie». Zhor Hadjam

PHOTO: AFS

BOUIRA Un dealer arrêté et des psychotropes saisis à M'chedallah

Les éléments de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la sûreté de wilaya de Bouira ont appréhendé un dealer L.M. dit «Rougi», âgé de 42 ans, originaire de la commune de M'chedallah, 45 km à l'est de Bouira, selon le communiqué de la sûreté de wilaya. Il était à la tête d'un réseau spécialisé dans la commercialisation des psychotropes dans sa région depuis plusieurs années. Après avoir perquisitionné le domicile du dealer, les éléments de la BRI ont pu mettre la main sur une quantité de plus de 1000 comprimés et 127 boîtes de psychotropes, notamment Novazin, Tegretol, Isoprindole... En outre, des ordonnances portant les noms des médecins et les cachets des pharmaciens activant dans la région de M'chedallah ont été saisies par la police au domicile du dealer. Ce dernier a été présenté devant le procureur de la République qui l'a placé sous mandat de dépôt. Ali C.

LE MINISTRE DE LA PÊCHE L'A INAUGURÉ HIER

Un Salon du poisson du désert à Ouargla

● Ouargla découvre, à l'occasion de l'organisation d'un Salon halieutique, les espèces de poissons élevés dans le Sud.

De grosses pièces de poisson-chat made in Ouargla surplombent l'entrée du Salon régional de l'aquaculture, qui se déroule jusqu'à demain avec de nouvelles dégustations et découvertes. Le grand public découvre des produits de la pêche du désert grande nature. Le poisson de la dune, aguicheur et savamment préparé par des équipes de cuisiniers, titille les papilles et attire un public non habitué à voir de si près un produit aussi frais, brillant et authentiquement saharien. «Pescado de la Duna» est le nom commercial de la ferme aquacole Moulay de Ouargla, qui peut élever toutes les espèces de poissons produites désormais dans des bassins nettement plus modestes que ceux des grandes exploitations, chez des agriculteurs résolument convaincus d'intégrer l'aquaculture dans leurs palmeries pour améliorer leurs revenus et s'assurer une portion de protéines supplémentaire.



Salon régional de l'aquaculture et de la pêche continentale, présidé par le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, à la salle omnisports Ouargla

Un Salon du poisson à Ouargla, qui l'eut cru ? Et pas seulement Ouargla, qui abrite les plus importantes fermes aquacoles dédiées à l'élevage du poisson continental, mais une dizaine de wilayas d'Algérie qui ont décidé

de casser un tabou. Une trentaine d'exposants venus de Ouargla, In Salah, Tamanrasset, Ghardaïa, Guelma, Sétif, Aïn Defla, Relizane, Sidi Bel Abbès et Béchar prennent part à ce rendez-vous de l'aquaculture, qui a at-

tiré un large public dès son lancement, vu la nouveauté et l'attraction causées par l'exposition de nombreuses espèces de poissons d'élevage issus tant des fermes aquacoles du Sud-Est et de l'Ouest que des barrages. Le coup d'envoi de cette première édition du Salon régional d'aquaculture et de pêche continentale a été donné, hier, par le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques à la coupole de La Silice, à Ouargla. Un ministre qui s'est prêté à la découverte et à la dégustation, prodiguant des encouragements à chacun, rassurant sur la ferme volonté du gouvernement à aller de l'avant avec ce projet qui relevait de l'utopie, de la chimère il y a douze ans. Dans un point de presse organisé en marge du salon, Sid Ahmed Ferroukhi a mis en exergue «les opportunités d'investissement dans l'aquaculture et son rôle économique complémentaire, ainsi que les postes d'emploi à créer et les formes de valo-

risation des eaux salines du Sahara». Le ministre a souligné «l'émergence de formations spécifiques à ce secteur et les efforts du ministère dans la mise à la portée des investisseurs d'un accompagnement efficace. Il faut maintenant pousser cette activité à la valorisation et à l'échange interprofessionnel». Questionné sur l'existence d'un éventuel programme de valorisation des autres ressources halieutiques disponibles dans le Sud, notamment l'artémia, un crustacé à haute valeur ajoutée vivant dans les chotts d'Algérie, le ministre a assuré à El Watan qu'«il y a actuellement une action d'encouragement de la production de l'artémia et de la spiruline et même des algues et microalgues. La maîtrise des techniques d'élevage a été atteinte, des partenariats sont en cours, notamment à El Ménéa, et l'accompagnement de nouveaux projets d'investissement se fera». Houria Alioua

PHOTO: AFS

TIZIRI MOTOR ALGÉRIE
Importateur et distributeur officiel de
HYUNDAI **▲ HYUNDAI**
www.tizirimotor.com

Du 01 ou 30 AVRIL
Profitez de nos remises
exceptionnelles de 30%
sur nos pièces de rechange*
véhicules Légers

pour plus d'information
Appelez le 0770 35 29 96
0770 49 04 99
contact@tizirimotor.com
* Vente par lot uniquement

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
 RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale.
 Office National d'Appareillages et Accessoires pour Personnes Handicapées
 O.N.A.A.P.H/EPIC



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
 RESTREINT N°01/ D-G/D.C.A.A/2015**

«Portant marché à commandes pour l'acquisition de poches et supports pour personnes stomisées»,

Numéro d'Identification Fiscale (N.I.F) : 099916000972348/ R.C n° : 16/00-0009723 99B
 Adresse : 09, Boulevard Khelifa BOUKHALFA (ex-Victor Hugo) Alger.
 • Tél./Fax : 00 (213) 21 71 80 01 - E-mail : dcaa@onaaph.dz - site web: www.onaaph.dz

L'ONAAAPH lance un avis d'appel d'offres national et international restreint pour le choix d'un soumissionnaire ayant les qualifications requises dans le domaine de la fabrication et distribution des poches, supports et les accessoires qui lui sont liés pour personnes stomisées, dont les caractéristiques suivantes indiquées:

* A)

Produit	Diamètre	Produit	Diamètre	Produit	Diamètre
Poches Colostomie	Du 40 --- 45	Supports	Du 40 --- 45	Poches monobloc: Colostomie	
//	Du 50 --- 57	//	Du 50 --- 57	Poches Monobloc: Hémostomie	
//	Du 60 --- 70	//	Du 60 --- 70	Poches Monobloc: Urostomie	
Poches Hémostomie	Du 40 --- 45			Pâte de Protection	tube
//	Du 50 --- 57				
//	Du 60 --- 70				
Poches Urostomie	Du 40 --- 45				
//	Du 50 --- 57				
//	Du 60 --- 70				

Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux sociétés de droit algérien et étrangères, fabricants spécialisés dans le domaine de l'activité des aides techniques sanitaires.

Les candidats souhaitant participer à cet appel d'offres sont invités dès la première parution du présent avis d'appel d'offres à retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

- ONAAAPH - Direction Centrale des Achats et des Approvisionnements - D.C.A.A.
 sise au 09, Boulevard Khelifa BOUKHALFA (ex-Victor HUGO) Alger.

contre le paiement par virement ou versement de la somme non remboursable de dix mille (10.000) dinars algériens, au compte ouvert en dinars auprès de l'Agence CPA n°101, 05 rue Ali BOUMENDJEL - Alger n°004 00101 401 70901 05 76, pour les sociétés de droit algérien, et son équivalent en devises au compte devises n°004 00101 520901 0190 97, ouvert auprès de l'Agence CPA précitée pour les sociétés étrangères.

A) OFFRE TECHNIQUE : déclaration à sousscrire - déclaration de probité - le cahier des charges, l'offre technique proprement dite et une caution de soumission égale ou supérieure à 2% du montant de l'offre de la soumission.

B) OFFRE FINANCIÈRE

Lettre de soumission, bordereau des prix unitaires devis estimatif et quantitatif.
 Les soumissionnaires doivent présenter leurs offres sous double pli séparé, sous la forme d'une enveloppe intérieure «A» cachetée, contenant l'offre technique et portant la mention : «OFFRE TECHNIQUE» et les références de la consultation, ainsi pour le pli «B» cacheté contenant l'offre financière portant la mention «OFFRE FINANCIÈRE» avec les références de la consultation.

Ces deux enveloppes doivent être insérées dans une troisième enveloppe extérieure «C» qui doit être anonyme et ne doit comporter que la mention suivante :

« SOUMISSION A NE PAS OUVRIR »

« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL RESTREINT N°01/DG/DCAA/2015 »

« Portant marché à commandes pour l'acquisition de poches et supports pour personnes stomisées »

Les offres de soumission doivent être déposées au niveau du secrétariat de la Commission d'ouverture des plis, à l'adresse de l'ONAAAPH ci-dessus indiquée.

Le délai accordé pour la préparation des offres est de vingt et un (21) jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans la presse nationale et/ou dans le BOMOP.

La date limite de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à midi (12h-00). Si le dernier jour du dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de congé légal, le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis technique et financier se déroulera en séance publique, en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister ou de leurs représentants dûment mandatés, le dernier jour de la date limite du dépôt des offres à 14h00 heures, à l'adresse suivante :

O.N.A.A.P.H - Direction régionale centre.

- Cité Ben bBoulaïd (ex-Eucalyptus) Bourouba, El Harrach, Alger.

- Les offres parvenues hors délai impartit seront écartées.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date de l'ouverture des plis.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
 DEMOCRATIC AND POPULAR ALGERIAN REPUBLIC
 Labour Ministry of Employment and Social Security
 National Office of Equipment and Accessories for the disabled
 O.N.A.A.P.H/EPIC



**NATIONAL AND INTERNATIONAL CALL FOR TENDER
 RESTRICTED N°01 / D-G/D.C.A.A/2015**

«Relating to market orders for purchase of pockets and holders and accessories for ostomate people»

Tax number T. N 099916000972348/RC n° 16/00-0009723 99 B
 Address : 09, bd Khelifa BOUKHALFA (ex-Victor Hugo) Alger.

• Tel./Fax: 00 (213) 21 71 80 01 - E-mail: dcaa@onaaph.dzweb - site : www.onaaph.dz

ONAAAPH, launches a national and international restricted call for tender for the choice a bidder manufacturer, having recognized and required qualifications in the manufacture of bags, brackets and accessories for specified ostomate people, whose description is configured in the following table :

Product	Diameter	Product	Diameter	Product	Diameter
Colostomy bags	for 40 --- 45	holders	for 40 --- 45	bags monoblock	Colostomy
//	for 50 --- 57	//	for 50 --- 57	Bags Monoblock	Hémostomy
//	for 60 --- 70	//	for 60 --- 70	Bags Monoblock	Urostomy
Stomostomy bags	for 40 --- 45			Protection paste	tube
//	for 50 --- 57				
//	for 60 --- 70				
Urostomy bags	for 40 --- 45				
//	for 50 --- 57				

The present tender is open only to legal Algerian and foreign companies, specialized manufacturers in the field of activity of sanitary technical aids

Qualified and interested candidates are invited from the first publication of this call for tender, to the notebook loaded documents at the following address :

ONAAAPH - Direction Centrale des Achats et des Approvisionnements - D.C.A.A.
 sise au 09, Boulevard Khelifa BOUKHALFA (ex-Victor HUGO) Alger.

Against presentation of the payment receipt not refundable of ten thousand Algerian dinars 10 000 DA by transfer or payment to the account opened in dinars at the branch CPA N° 101, 05 ALI BOUMENDJEL -Alger n°004 00101 401 70901 05 76 for national manufacture and the same foreign currency n°00400101 520901019097 opened at the aforementioned CPA branch

A) SUMMARY RECORD OF SUBMISSION CONTENTS : (detailed in article 23 of notebook loaded)

A) TECHNICALS DETAILS : the declaration smile and probity declaration filled, signed and dated the specifications initialed, of technical offer and a bid bond equal or superior of 02% the amount of the bid submission.

B) FINANCIAL OFFER :

Submission letter, Schedule of unit prices duly signed and estimates and quantitative quotes
 Bidders must submit their double separate cover, as an inner envelope «A» sealed containing the technical offer and marked «TECHNICAL OFFER» and references of the consulting and for the sealed envelope containing B financial offer marked «FINANCIAL OFFER» with the reference of the consultation

Both envelopes must be inserted in a third envelope outside «C» must be anonymous and should only cover the following

«TENDER DO NOT OPEN»

«APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL RESTREINT
 N°01/DG/DCAA/2015»

«Relating to market orders for the purchase of pockets and holders and accessories for ostomate people»

Offers with regulatory documents required for the tender file must be deposited at the Secretariat of the bid opening committee the ONAAAPH address shown above

The time for the preparation of tenders is twenty one (21) days from the date of the first publication of this notice offender in the national press and/or in the BOMOP.

The deadline for submission of bids limit is the last day of the period of preparation of offers in 12 am. If the last day coincides with a public holiday or legal holiday, the submission of tenders will be the next business day.

The opening of technical and financial bids will take place in public, in the presence of bidders who wish to attend or their representatives duly mandated the first business day following the deadline for submission of tenders 14 pm at the following address :

O.N.A.A.P.H - Direction Régionale Centre.

Cité BEN BOULAID (ex-Eucalyptus) BOROUBA - EL HARRACH, ALGER.

- Tenders lodged outside the time limit shall be excluded

- Bidders will remain committed by their offers for a period of one hundred twenty 120 days from the date of bid opening.

Zenata Anglaises
 وكالة زناتة للتسويق
ANGLETERRE
 Séjour Linguistique
 En Milieu Familial Britannique
 Jeunes de 10 à 18 ans
 Places Limitées
 Départ le 02 Aout 2015
 Contrôle de réservation :
 043 437 220 / 043 437 221
 TLEMCEN: 043 41 43 14/16/17
 ORAN: 041 39 12 57
 Mail: zenataanglaises@hotmail.com
 Web: www.zenataanglaises.com

Pacher Tours
 Pour les passionnés de l'histoire
 et de la culture andalouses,
 venez découvrir la péninsule
 ibérique
Andalousie - Espagne
 Du 07 au 14 mai 2015
L'île aux trésors cachés
Malte
 du 07 au 14 mai 2015
 Pour de plus amples informations,
 veuillez nous contacter par
 Tél. : 025.21.64.58/025.21.64.60/025.21.64.65
 Fax: 025.21.64.61 - Mob: 0553.46.77.52
 pachertours@yahoo.fr
 contact@pachertours.com
 Site web : www.pachertours.com
 N°06 Ave Mekerkeb Benyoucef, 09000 Blida
 Algérie

ETE 2015 RAMADHAN
ISTANBUL OMRA
DUBAI
MARRAKECH
TUNISIE
GET TOURS www.get-tours.net
 120 BVD KRIM BELKACEM TELEMELY ALGER
 021-714-714***0561-222-300

NOUVEL ARRIVAGE
 - Table basse en MDF 1.20m x 0,60m très bonne qualité. 5 800,00 DA
 - Casquette publicitaire noire 140,00 DA
 - Casquette blanche publicitaire 130,00 DA
 Tee-shirt publicitaire blanc très bonne qualité 280,00 DA
 Adresse : Lotissement des jeunes avengles, Draria, Alger
 Tél. : 0556 83 09 60 - 0550 40 29 07
 Email : ibacservices@hotmail.fr

ESCALIER EN SPIRALE
 - Métallique 2, 05 m et 1, 50 m de diamètre
 - 3 m de hauteur et plus
 - Kit monté
 - Mise en service dans la journée.
Tél. : 0663.05.37.18

LE PRINTEMPS ALGÉRIEN

(1^{re} partie)

Par Ali Yahia Abdenour



Les deux tiers de la population mondiale n'ont pas obtenu la libération politique au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, mais seulement l'indépendance nationale, la libération du territoire, mais non la liberté. C'est là tout le problème. La confusion est entretenue entre les droits de l'Etat et les droits humains qui sont une politique fondamentale qui conditionne toutes les autres. L'indépendance du pays ne peut avoir de sens que si elle instaure la souveraineté populaire, la citoyenneté, la liberté, la justice, le pluralisme politique, syndical et culturel, l'égalité de la femme avec l'homme, la justice sociale. Le système politique instauré en Algérie en 1962 emprunte beaucoup au système colonial. L'Algérie n'est plus une colonie, le pouvoir ne doit pas l'oublier. Le terme Révolution est détourné de son sens et de sa substance.

UN VENT DE LIBERTÉ SOUFFLE SUR L'ALGÉRIE

Les Algériens subissent un niveau très élevé d'aliénation politique. Elle est la vérité qu'il faut proclamer. Le climat politique très tendu risque de s'aggraver. Cela est gravissime. La situation que vit le pays est trop grave pour ne pas l'exprimer à haute et intelligible voix. Certaines vérités doivent être dites, car il faut voir la réalité en face sans tabou ni œillères. «*La vérité seule et sans force*», a dit Pierre Bourdieu, il faut lui donner un peu de force sociale. Les choses doivent être dites en termes élégants, mais vu l'urgence, les mots s'expriment sans détour, dans une langue simple qui va droit au but. Nous sommes dans l'impasse, il faut une sortie. Un proverbe chinois dit : «*Le seigneur est le bateau, les gens ordinaires l'eau. L'eau porte le bateau ou le fait chavirer*». Le peuple algérien ne peut sortir de l'impasse où il se trouve que s'il guide le Président vers la sortie.

La crise, par son ampleur et son étendue, est politique et morale, économique et sociale, culturelle et identitaire. Elle fait suite à un échec global du pouvoir, affecte toute la société qui n'a pas mesuré sa durée, ses enjeux, pour réagir par une pensée réfléchie. Les Algériens dans leur grande majorité manifestent leur opposition à la dictature avec son arrogance, sa suffisance, son mépris du peuple, et aspirent à la liberté et à la justice. Ce n'est plus la conjugaison des pouvoirs qui est recherchée au sommet de l'Etat mais leur équilibre, malgré les divergences et les contradictions. Les institutions politiques issues d'élections truquées sont illégitimes. La politique n'est pas un métier mais une vocation.

La presse se caractérise par le souci d'informer régulièrement par la rapidité et l'exactitude de l'information, ce qui se passe dans le pays et dans le monde. Au sommet de l'Etat, les manœuvres et les rivalités sont inséparables des fins de règne. La lutte pour la succession est ouverte. L'éternel débat est : faut-il moderniser l'islam comme le préconisent de nombreux spécialistes et philosophes (relayés par Noureddine

Boukrouh à travers ses nombreux articles publiés par *Le Soir d'Algérie*) ou islamiser la modernité ?

LE PRÉSIDENT BOUTEFLIKA DÉTIENT DES POUVOIRS QU'IL NE PEUT EXERCER ET QU'IL DÉLÈGUE

Les trois qualités du Président sont : prendre le pouvoir par un coup d'Etat par les armes ou par les urnes, l'exercer et étendre ses attributions par le viol de la Constitution pour régner et gouverner à la fois sans partage et sans contrepouvoir, le garder par le refus de l'alternance. Le besoin d'un tyran, d'un dictateur, est à rapprocher d'une sentence de Gengis Khan : «*Il ne faut pas craindre d'être dictateur quand c'est pour le besoin de tous.*» Un pouvoir politique dictatorial qui déploie volonté et énergie, favorise mieux le développement économique que la démocratie. Pour les partisans de la dictature, la démocratie n'est pas un vertu, mais le vice même. L'homme providentiel, vénéral, se sublime, se donne du talent, du génie même s'il arrive au pouvoir avec un projet de société et n'a besoin que d'exécution. L'illusion du progrès entretenu par le pouvoir illusionniste, sans illusions, qui s'illusionne lui-même en se berçant d'illusions n'est que désillusion.

Bouteflika n'est pas le président de tous les Algériens, mais seulement du clan qui le soutient, les puissants et les riches toujours plus riches, généreux donateurs de ses campagnes présidentielles. Mais le temps de l'explication est venu par l'irruption dans le réel. Abdelaziz Bouteflika, âgé de 78 ans, 16 ans de règne à la magistrature suprême, atteint d'une maladie grave et durable qui relève de l'article 88 de la Constitution qui, appliqué, doit le déclarer hors-jeu, s'est déchargé de ses pouvoirs qu'il ne peut plus assurer.

UN PRÉSIDENT SANS LÉGITIMITÉ ISSU DE LA FRAUDE ÉLECTORALE DIRIGE LE PAYS

La maimmise sur les institutions politiques de l'Etat s'est faite à partir du coup d'Etat constitutionnel de 2008 qui a abrogé les mandats présidentiels, limités à deux, ce qui est la logique de par le monde. Les députés et sénateurs, issus pour la plupart d'élections truquées, ne sont pas les représentants du peuple qui confère seul la légitimité par des élections propres et transparentes, mais du pouvoir. Ils sont rémunérés près de 400 000 DA par mois avec les privilèges et avantages, mais réclament avec insistance une augmentation. On se demande à quoi sert le Parlement dont le Président a pris les commandes. L'APN, composée de 462 députés, devrait être réduite à 300.

LES ÉLECTIONS ONT TOUJOURS ÉTÉ MASSIVEMENT TRUQUÉES

Il faut rafraîchir la mémoire des Algériens sur la fraude électorale, vieille tradition coloniale, amplifiée depuis l'indépendance du pays, qui est au rendez-vous de toutes les élections. La fraude déforme et pervertit le suffrage universel, fausse la voie des urnes et la vérité électorale. Les élections, qui ne maintiennent que la forme extérieure de la démocratie, mais ne garantissent pas la liberté et la sincérité du scrutin, conviennent à l'Occident dont l'intérêt politique, stratégique et économique, est de maintenir les dictateurs au pouvoir. Les fraudes électorales ont explosé durant le règne du président Bouteflika, pour le 4^e mandat, un mandat de trop, dont le rejet par le peuple était profond et massif, il voulait non seulement des élections sans surprise dont les résultats sont connus d'avance, mais un plébiscite en sa faveur. Il fixe lui-même le score qu'il désire obtenir. La mise en œuvre relève du DRS et du ministre de l'Intérieur avec le concours de l'administration, walis en tête. La fraude électorale a atteint un niveau record à la présidentielle du 17 avril 2014, qui a maintenu le Président sur le devant de la scène politique pour garder son pouvoir et prolonger son règne. Le vainqueur du scrutin du 17 avril 2014 est l'électorat qui a déserté les urnes, expression et sanction du désaveu populaire.

LE TEMPS DE CE POUVOIR EST RÉVOLU, IL DOIT QUITTER LA SCÈNE POLITIQUE

L'accélération de l'histoire fait du départ du Président un préalable, un impératif même. Le message du 19 mars 2015, qui appelle à la haine et à la violence, n'émane pas du Président mais des clans qui veulent prendre les rênes du pouvoir. La violence des mots annonce la répression de toute critique de l'opposition nationale et de la presse, qui n'ont pas le droit de contester et de manifester. Il dit «*être dans l'obligation d'user de fermeté et de rigueur*». C'est une voie sans issue. Il ne faut pas écouter ce que disent les dirigeants du pays mais ce qu'ils font, ils surestiment leurs propres forces.

Les événements s'accroissent, la solution est politique, il faut éliminer la violence, avoir le courage et la volonté de résister à l'envie de se battre. Qui possède vraiment le pouvoir et prend les décisions importantes au plus haut niveau de l'Etat ? L'armée, le DRS, un clan présidentiel ? Le président Bouteflika, depuis 16 ans au pouvoir, n'a pas fait émerger une nouvelle génération politique. La vieille génération s'accroche au pouvoir, gère le statu quo et l'immobilisme. L'Algérie a un pouvoir de vieux, du corps et de la tête. Le mode dynastique de transmission du pouvoir est une dérive dictatoriale.

La femme algérienne contrôle et maîtrise son corps, planifie les naissances, s'indigne mais ne se résigne pas pour construire sa vie au lieu de la subir. Pilier du foyer, sa cause avance, exprime une forte demande de liberté pour son émancipation qui passe par l'égalité des droits avec l'homme, pour l'application de ces droits et la révision du code de la famille qui fait d'elle une manœuvre à vie. La célèbre formule de Jean-Jacques Rousseau dans *Emile* est toujours d'actualité : «*En tout ce qui n'est pas le sexe, la femme est homme.*»

LA POLITIQUE NÉOLIBÉRALE EST PORTEUSE D'INJUSTICES SOCIALES ET D'INEFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

L'économie est paralysée, l'esprit de rente l'emporte sur l'esprit d'entreprise. Le bilan de l'état du pays soumis au clientélisme, à l'affairisme et à la corruption à tous les niveaux et dans tous les domaines est accablant. Le pays est rongé par la corruption, mais il est impossible de faire la lumière sur une série de scandales portant sur des malversations et le favoritisme dans les contrats publics. Corrompus et corrupteurs se trouvent dans les clans du pouvoir. Les profiteurs ont remplacé les serviteurs de la République. Les dirigeants du pays sont nombreux à avoir un intérêt financier personnel ou familial, direct ou indirect, dans une entreprise ou dans l'économie informelle. La finance est intimement liée au pouvoir politique. C'est le pillage des biens de la nation par ses gestionnaires qui agissent en toute impunité, même s'ils sont impliqués dans la corruption active ou passive, le trafic d'influence, le faux et usage de faux. Le pouvoir se pare de toutes les vertus alors qu'il ne fait que cultiver la culture de l'échec.

Une économie qui exporte ses ressources naturelles et mange ce capital par l'importation de 65% de ses produits de consommation alimentaire est livrée au néolibéralisme aux conséquences désastreuses. Avec plus de 700 milliards de dollars dépensés, le pouvoir n'a pas fait de l'Algérie un pays émergent, encore moins un pays développé. Les Algériens, qui luttent pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail, opposent une résistance à l'arbitraire qu'ils subissent dans leur vie quotidienne de la part d'un pouvoir néolibéral qui applique une politique économique et sociale catastrophique. Le chômage de masse est le barème de la pauvreté. Le coût de la vie est en hausse continue. Les couches moyennes de la société ne vont plus au restaurant car elles n'ont plus les moyens de payer l'addition.

Les grands indicateurs économiques sont au rouge : explosion des inégalités, dinar faible,

pouvoir d'achat en chute libre. Il faut avoir l'énergie des syndicalistes autonomes un jour de grève pour faire face à la brutalité policière. La santé des puissants et des riches, dont les patrimoines explosent, serait-elle en danger s'ils se soumettaient aux structures médicales du pays ?

L'école, qui est le miroir de la société, ne cesse de se dégrader. Il faut favoriser le primaire dont la trilogie est : savoir lire, écrire et compter, car c'est là que se joue l'avenir de l'enfant. Comment préparer des élèves motivés, ayant un bon niveau d'instruction et de formation, à être les cerveaux de demain ? L'éducation nationale est investie de plusieurs missions : instruire, transmettre le savoir, réveiller les esprits, former les consciences, apporter des réponses aux problèmes de la société. L'Algérie a besoin d'une réforme moderne de son système éducatif, qui éliminerait l'idéologie du pouvoir

L'AMBITION, LA STRATÉGIE ET LA RESPONSABILITÉ DE LA CLTD SONT D'ÉTABLIR UNE TRANSITION DÉMOCRATIQUE QUI EST UN COMBAT POLITIQUE FONDAMENTAL

La transition démocratique est la locomotive du changement du système politique et non un changement dans le système, qui se réalisera par l'alternance, qui est le droit souverain du peuple algérien à choisir ses représentants au niveau de toutes les institutions élues de l'Etat, par des élections libres et transparentes, ce qui ne s'est pas réalisé depuis l'indépendance du pays.

La réunion de Zéralda du 10 juin 2014, organisée par la CLTD, a eu un grand succès. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une opposition nationale réunissant différents courants politiques et représentants de la société civile, a pris forme. Auparavant, le pouvoir avait déstabilisé les partis politiques de l'opposition, les syndicats autonomes, les associations de la société civile pour préserver sa stabilité.

Le 4^e mandat du Président, ressenti par le peuple algérien comme une atteinte à sa dignité, a ouvert la perspective à des responsables algériens de tous bords de fédérer l'opposition. L'enjeu est l'existence de l'Algérie, laissée en jachère, qu'il faut cultiver pour la sortir de la dictature et en faire un espace de démocratie, de liberté et de justice. La CLTD veut rendre au peuple le pouvoir qui lui a été confisqué par la fraude électorale, afin qu'il se relève, se redresse, prenne son destin en main. La réflexion est son exigence principale, suivie de l'action pour faire partager ses idées, ses analyses, afin de renforcer la cohésion sociale et consolider la solidarité nationale. La CLTD est consciente de la situation critique du pays, et a la capacité de mobiliser les Algériens pour mener de manière pacifique le changement à sa fin.

Il est temps de sortir de la pensée unique, de sa férule prédatrice, de rendre au peuple algérien sa souveraineté et à l'Algérien sa citoyenneté. Le courage en politique consiste à avoir de fortes convictions qui protègent de l'opportunisme, de combattre avec détermination et constance, sans esprit hégémonique, un pouvoir illégitime. La CNLTD est diverse et unie ; elle structure et unifie l'opposition nationale, représente l'Algérie dans sa réalité et sa diversité. Le pouvoir refuse de dialoguer avec l'opposition nationale, tire sur elle à boulets rouges par l'intermédiaire de ses alliés et ralliés, tente de bloquer toutes ses initiatives. Il faut saluer le sens politique et l'esprit d'initiative qui ont animé l'ISCO, qui ont éclairé la route suivie par des Algériennes et des Algériens qui partagent les mêmes valeurs, soucieux de défendre l'Etat de droit, la séparation et l'équilibre des pouvoirs, la limitation à deux des mandats présidentiels. Plusieurs leaders de l'ISCI ont des ambitions présidentielles. C'est normal, le suffrage universel tranchera par des élections libres et transparentes.

(A suivre)

ALORS QUE LA PÉNURIE DE CARBURANT S'ÉTERNISE

Les wilayas du Centre sous pression

● Des chaînes interminables devant les stations-service sont constatées depuis mercredi dernier dans les wilayas du centre du pays, causant des désagréments aux usagers en raison du congestionnement exceptionnel de la circulation routière.



La panique s'est emparée des automobilistes après les ruptures de stock observées dans certaines stations Naftal

Le PDG de Naftal ose démentir la pénurie

La capitale a vécu, une fois de plus cette dernière semaine, la psychose de la pénurie de carburant. En effet, des files d'attente se formaient au niveau de toutes les stations-service que compte Alger. Selon le PDG de Naftal, M. Akretche, les automobilistes se précipitent vers les stations dès qu'il y a une rumeur évoquant un manque de carburant. Cette situation n'est qu'un effet de contagion, puisque des wilayas limitrophes d'Alger, à l'instar de celle de Blida, ont vécu jeudi une rupture temporaire de l'approvisionnement qui a duré presque une demi-journée.



PHOTO: DR

Toutefois, M. Akretche explique que la distribution des produits pétroliers est soumise à des aléas causant des retards d'approvisionnement vite rétablis.

Paradoxalement, comment expliquer la série de mesures prise par la tutelle, à l'instar de l'accostage effectué «à titre exceptionnel et prioritaire» au port d'Alger de tankers transportant le carburant, et ce, malgré les conditions météorologiques difficiles ? (communiqué de l'Entreprise portuaire d'Alger, EPAL). En dépit de toutes les explications avancées par les responsables, il n'en demeure pas moins que les automobilistes se ruent toujours sur les stations. Il est à préciser que 7 millions de litres de carburants ont été livrés samedi dernier aux stations de la capitale, alors que la moyenne journalière enregistrée auparavant par Naftal s'élevait à 3,5 millions de litres. La rupture de stocks de carburant est plus notable dans les petites stations-service situées dans les agglomérations où la quantité livrée est insuffisante, contrairement à celles implantées au niveau des autoroutes.

Aziz Kharoum

Beaucoup de stations-service sont prises d'assaut depuis quelques jours dans certaines wilayas du centre du pays. La wilaya d'Alger et celle de Tipasa ont décroché la palme des embouteillages créés par les chaînes interminables dans la périphérie des stations d'essence.

Les échos qui parviennent de certains quartiers d'Alger et de Tipasa prouvent qu'un simple vent de panique ne peut expliquer la situation d'anarchie qui règne. Selon certains gérants de stations-service, les approvisionnements en carburant sont extrêmement insuffisants et les quantités livrées ne répondent plus à la demande d'une clientèle qui ne cesse de grossir face au vent de panique qui s'est emparé de tous les usagers de la circulation automobile.

D'autres sources expliquent ces perturbations par les vents violents qui ont marqué ces derniers temps tout le littoral algérien, empêchant particulièrement certains tan-

kers d'accoster. Car, en plus des quelques raffineries qui existent dans le pays, une bonne partie de la consommation nationale de carburant est importée.

À QUAND LA FIN DE LA PÉNURIE ?

Alors que des centaines de citoyens font des chaînes interminables pour faire le plein d'essence ou de gasoil, le P-DG de Naftal ne veut rien voir. Il sort de son mutisme et affirme que les interminables chaînes qu'on observe dans Alger et ses environs sont liées à «la panique». «Rien ne justifie la crainte des automobilistes à se précipiter vers les stations. Le carburant est disponible en quantités suffisantes et le système de distribution fonctionne correctement», a affirmé Saïd Akretche, P-DG de Naftal.

Selon le même responsable, 7 millions de litres de carburant ont été distribués samedi dernier au niveau des stations de la capitale, alors que la moyenne habituelle est de 3,5 millions de litres par jour. «Les automobilistes viennent et font le plein. C'est la preuve qu'il n'y a aucun

manque de carburant», soutient-il. «Les approvisionnements se font normalement, la production au niveau des raffineries fonctionne correctement, le mouvement de transport par camions, bateaux, pipelines et trains est normal. Le personnel est mobilisé. Il n'y a donc pas lieu de craindre de ne pas trouver de carburant», rassure-t-il. Selon le premier responsable de Naftal, le phénomène d'afflux vers les stations-service est dû plutôt à des rumeurs circulant sur une éventuelle pénurie suite à une rupture temporaire constatée, jeudi dernier, au niveau des stations de Blida et de l'Ouest d'Alger.

Dans un précédent article d'El Watan, un responsable de Naftal avait expliqué que face à la forte demande en carburant constatée ces derniers temps à cause de l'explosion du parc automobile national, les capacités de stockage étaient largement dépassées ; de ce fait, la régulation de l'approvisionnement est ressentie.

A. Boukhlef

SUR LE VIF

CONTRADICTION



PHOTO: DR

Des sacs d'ordures encerclent une plante ornementale, c'est toute la contradiction qui caractérise le comportement de l'Algérien.

24 HEURES

BOUROUBA : UN TERRAIN VAGUE INSALUBRE

A Bourouba, un vaste terrain qui longe la nouvelle route dite «route du maire» est envahi par les déchets. Des sacs de détritus et ordures ménagères jonchent le moindre espace de cette parcelle de terrain qui est devenue, au fil du temps, une décharge à ciel ouvert. «Les automobilistes et les habitants des cités, se trouvant à proximité du terrain, jettent leurs déchets sans se soucier des conséquences», confie un habitant de la commune. «Les autorités locales ont mené, il y a quelques mois, une opération de nettoyage de ce terrain vague. Cependant, l'incivisme de certains habitants fait que l'insalubrité persiste», poursuit-il. Outre le problème que pose ce terrain vague, les

quartiers de la commune de Bourouba ne sont pas épargnés par l'insalubrité. Cette situation est due au fait que certains résidents ne respectent pas les horaires de sortie des poubelles. A peine le camion de l'APC a-t-il fini sa tournée que les poubelles et les sacs d'ordures reprennent leur place habituelle. Ce qui fait que les quartiers et les lotissements de la commune ne sont jamais propres.

HORAIRES DES PRIÈRES

Alger et ses environs

LUNDI 13 AVRIL 2015	
Fadjr.....	04:39
Chorouk.....	06:18
Dohr.....	12:49
Asr.....	16:28
Maghreb.....	19:20
Îcha.....	20:47

LES COMMERÇANTS DU SOUTERRAIN PROTESTENT...

Les commerçants du passage souterrain, sis au centre ville, ont fermé dans l'après midi d'hier la route menant à la place du 1^{er} novembre (ex- La Brèche) pour réclamer la réouverture des lieux. Ce bref mouvement de contestation intervient au lendemain de l'incendie qui s'est déclenché tôt dans la matinée de vendredi dernier.

«*Nous avons tout perdu, il est impossible d'attendre la réhabilitation de ce souterrain ou les procédures administratives des responsables qui traînent des mois. Nous n'avons demandé ni indemnités, ni autre chose. Depuis le sinistre et après les promesses du maire, aucun responsable n'a communiqué avec nous et personne ne nous a rassuré sur notre sort,* a déclaré l'un des protestataires.

Y. S.

... ET UN SIT-IN DEVANT LE CABINET DU WALI

Des représentants des vingt-cinq familles exclues, après les recours introduits par des citoyens, de la liste des bénéficiaires des 1210 logements socio-locatifs distribués en 2013 dans la daïra d'El Khroub ont tenu hier un sit-in devant le cabinet du wali. Les contestataires, une dizaine environ, brandissaient des pancartes où on pouvait lire notamment «*nous sommes en grève de la faim jusqu'à ce que les autorités procèdent à notre rélogement*». Rappelons que l'affichage de cette liste avait à l'époque suscité le mécontentement des demandeurs de ce type de logements à El Khroub. Un mouvement de colère qui a dégénéré d'ailleurs en émeutes. Les autorités locales avaient pourtant tenté d'anticiper sur ces mouvements de colère en annonçant le lancement de deux programmes de construction de 3200 et 1500 logements sociaux au profit de la population d'El Khroub avec à la clé l'envoi de 300 pré-affectations aux «*futurs bénéficiaires*» de ces programmes mais cela n'avait pas suffi à calmer les esprits de la population khroubienne qui compte, rappelons-le, près de 17.000 demandeurs en attente de ce type de logement.

F. Raoui

À J-4 DE L'ÉVÈNEMENT CULTUREL

Le kitsch envahit Constantine

● Deux éléments ont particulièrement attiré la curiosité et le dégoût.



Nos responsables cultivent le mauvais goût

L'absurde ne connaît pas de limite et le mauvais goût aussi. A Constantine, ces deux ennemis de l'espoir rivalisent d'ingéniosité pour faire triompher le kitsch à l'occasion de la manifestation qui fait de la ville deux fois millénaire, une capitale de la culture arabe. A quelques jours de l'ouverture officielle, les «*grands architectes*» à qui on a confié le maquillage de Constantine, s'efforcent à placer les dernières touches, notamment au centre-ville. Deux éléments, ont particulièrement attiré la curiosité des constantinois, et souvent provoqué le choc. Il s'agit d'abord de la statue flamboyante dédiée au Cheikh Abdelhamid Benbadis. La surprise qu'on a promis aux constantinois s'est révélée en vérité n'être qu'une boule disproportionnée et peu valorisante pour le personnage qu'elle est

censée représenter. Pour beaucoup, y compris la famille Benbadis, c'est même une insulte et du mépris pour l'homme qui symbolise l'âge d'or de la ville. La statue en pierre (comme si le précurseur d'El Islah ne méritait pas du bronze ou un matériau noble) a été placée sur la place du 1^{er} novembre en face du palais de la culture Med El Aid El Khalifa. L'œuvre trop petite, représente le cheikh dans cette position célèbre empruntée à une photo d'époque du cheikh assis sur un siège, la main gauche portée au front dans un moment de méditation, et la main droite tenant un livre, un doigt glissé au milieu comme un marque-page. La version statue n'est pas réussie, ni sur le plan des proportions ni sur celui de l'expression. La pierre lapidaire et l'aspect comprimé du corps avec des chaussures énormes achèvent de réduire l'œuvre en

un vulgaire tas de pierre. Le Benbadis qu'on dit avoir été réalisé au Portugal, a des yeux exorbitants, comme s'il était effaré par une autre horreur placée à quelques mètres au milieu du nouveau jet-d'eau et au-delà, de la nouvelle façade syncrétique du palais de la culture. Les «*génies*» de la ville ont en effet fait cadeau aux constantinois d'une babiole géante dépourvue de toute valeur esthétique et vide de sens, si ce n'est pour les initiateurs du projet. Sans surprise, l'APC, derrière ce dernier coup de griffe sur le visage du centre-ville, a fait étalage de son inculture crasse et alimenté davantage le puit sans fond de tout le bien qu'on pense de l'assemblée et son président. Si le premier ministre accepte d'inaugurer ces deux verrues jeudi prochain, nous sommes bons pour le suicide collectif !

Nouri Nesrouche

LES PROLÉTAIRES DE LA MALHAMA SE RÉVOLTENT

● Les acteurs ont observé, dans la soirée de samedi, un arrêt de travail

Après plusieurs couacs enregistrés pendant les préparatifs de l'évènement Constantine capitale de la culture arabe, un autre problème est apparu au niveau de «*La Malhama*». Nous avons appris de sources fiables et proches de la troupe des acteurs que ces derniers ont observé, dans la soirée du samedi dernier, une grève à cause des salaires. Cette grève, qui n'a duré que quelques heures, a eu lieu au moment de la signature des contrats. Les acteurs, dont le nombre dépasse les 300, ont estimé que le salaire n'est pas conséquent compte tenu des efforts fournis pour la réussite de cette fresque historique. Notre source a affirmé qu'ils travaillent jour et nuit afin d'être à la hauteur, en

dépît des contraintes qu'ils ont subi. Ils ont souffert des coupures d'eau pendant des jours, et ont été surexposés à la climatisation. Cela a nécessité l'intervention du wali pour solutionner ce problème. A ce propos le commissaire de l'évènement Constantine capitale de la culture arabe a démenti toutes ces informations en assurant que tout fonctionne dans les normes. «*Je peux vous assurer qu'à 100% il n'y a aucun problème. Je suis sur les lieux chaque soirée et nous n'avons enregistré aucun souci. Je suis même satisfait de l'avancement des préparatifs et le jour de l'ouverture vous serez éblouis. Ce ne sont que des rumeurs rien de plus*», a-t-il affirmé

Yousra Salem

EL TARF L'école de formation de plongeurs professionnels a démarré

Hier dimanche, lors d'une cérémonie à l'école de pêche d'El Kala, le coup d'envoi a été donné pour la première session de formation de plongeurs scaphandriers. C'est une formation professionnelle type CFPA encadrée par un texte relevant à la fois du ministère de la formation professionnelle et de celui de la pêche et des ressources halieutiques. C'est la première et la seule car celles du genre qui existent déjà ne délivrent que des brevets à caractère sportif. Le diplôme qui est obtenu au bout d'une formation de 3 mois et demi donne droit aux métiers des travaux sous-marins. Elle est ouverte à toute personne qui souhaite la suivre mais dans les conditions d'accessibilité qui sont pour l'heure limitées par les capacités d'accueil et les conditions de la formation de cette nouvelle filière de l'école de pêche d'El Kala. Hier, 45 stagiaires d'une tournée spéciale ont commencé les cours théoriques. Il s'agit des plongeurs pour la récolte du corail qui étaient en activité au moment de la fermeture de cette activité en octobre 2000. Ce qui fait qu'ils ne sont pas tout à fait jeunes et c'est tant mieux, comme tous les travaux sous-marins, la récolte du corail est dangereuse et exige un grand sens de responsabilité. Leur séjour à l'école ne durera que 21 jours car ils ne sont là que pour parfaire leur expérience et faire une mise à niveau pour obtenir ce qui est appelé VAEP, une validation des acquis de l'expérience professionnelle. Selon leur niveau ils recevront un diplôme délivré par le directeur de l'école reconnu par l'Etat au même titre que leurs équivalents du secteur de la formation professionnelle.

En fait, l'école de plongeurs d'El Kala a été créée dans la perspective de la reprise de la pêche du corail. Comme le texte encadrant cette activité a finalement imposé, ce qui n'a pas été du goût des armateurs qui craignent une hécatombe de plongeurs comme cela s'est produit dans le passé, le recours à des plongeurs de nationalité algérienne uniquement, il a fallu les former. Dans quelles conditions ? M. Bourourou Mehdi, stagiaire, qui a acquis ses galons de plongeur de corail et qui y a exercé en tant que tel, trouve que les conditions de l'école d'El Kala sont très satisfaisantes et qu'elles n'ont rien à envier à celles qu'on trouve en France ou en Italie. La formation est assurée par trois instructeurs de l'école qui assurent que l'équipement, les tenues et les bouteilles de plongée essentiellement auprès des domaines publics et par la contribution des associations de plongeurs, suffisent largement à assurer le cursus. Le directeur de l'école de pêche a pour sa part déclaré qu'une enveloppe de 108 millions de DA est prévue pour développer la filière.

Slim Sadki

PILLAGE DE SABLE À JIJEL

Des moyens aériens pour lutter contre ce fléau

Face à la prolifération du phénomène du pillage du sable qui ne cesse de mettre en péril tout le littoral de la wilaya de Jijel, les services de la gendarmerie nationale envisagent désormais de recourir aux moyens aériens pour surveiller les plages. Ce dispositif est sur le point d'être mis en place, selon ce qu'a indiqué le lieutenant-colonel, Hocine Aouiz, chef du groupement territorial de la gendarmerie nationale, lors d'une conférence de presse, tenue, hier, au siège de ce corps de sécurité.

Mêmes s'ils se sont soldés par l'arrestation de nombreux pilliers de sable, les efforts consentis jusque là n'ont pas pu venir à bout de ce fléau, qui mobilise des bandes organisées à travers le littoral est de la wilaya de Jijel. «*Nous sommes passés à un autre stade de lutte contre ce fléau, nous nous contentons plus de l'arrestation des individus, notre but c'est d'aller au-delà de ces opérations pour démanteler les réseaux activant dans ce circuit*», a précisé ce responsable. Cette opération est confiée à la section de sécurité et d'information (SSI), qui a pour mission d'enquêter et de mener ses investigations à travers l'ensemble de la wilaya, contrairement aux brigades qui ne peuvent pas aller au-delà de leur compétence territoriale. Présent à cette conférence de presse, le colonel Kroud Abdelhamid, chef de service de communication au commandement central de la gendarmerie nationale, a évoqué les dégâts collatéraux de ce fléau, qui nuit à la vocation touristique de la wilaya en portant atteinte à ses plages. Au-delà de cette atteinte au littoral et au déséquilibre écologique causé par ce massacre, le fléau a aussi son côté nuisible à la société, puisqu'il initie des mineurs à la délinquance, selon l'intervenant.

Notons par ailleurs, que les services de la gendarmerie ont tenu à démentir la mort d'un de leurs éléments lors d'une opération d'arrestation de pilliers de sable, la semaine passée. Des rumeurs persistantes ont annoncé cette mort avant que ce démenti ne tombe. «*Le gendarme en question est un jeune élément de 30 ans. Il est décédé au retour d'une mission de lutte contre le pillage du sable, l'autopsie pratiquée a confirmé sa mort naturelle*», a tenu à préciser, le lieutenant-colonel Hocine Aouiz.

S. Adam

USTO

Les étudiants lancent une grève générale

• Plusieurs organisations étudiantes se sont concertées pour lancer, hier, une grève générale à l'université de l'USTO. Par ce mouvement de protestation, les étudiants grévistes revendiquent de meilleures conditions pour mener à bien leurs études.



PHOTO: ABDELKRIM B.

L'université Mohammed Boudiaf (USTO)

La grève des étudiants de la faculté de chimie à peine terminée, voilà l'enceinte de l'Université des Sciences et Technologie Mohammed Boudiaf (USTOMB) encore une fois interdite d'accès. Cette fois-ci, ce sont toutes les organisations étudiantes qui ont fait bloc pour entamer cette grève ouverte. C'est ainsi que disposant des tables à l'entrée de l'établissement, des étudiants étaient là pour empêcher l'accès tant aux étudiants qu'au personnel administratif et aux enseignants. Le problème du

manque de communication a de nouveau été mis en avant dans les revendications de ces protestataires. «L'administration se refuse à tout dialogue avec nous. Elle brandit toujours la menace de la sanction à notre égard», dira un représentant des étudiants. «Les listes des candidats à l'examen de rattrapage ne sont même pas affichées, ils nous laissent ainsi dans le flou le plus total», lancera un autre étudiant. En plus de ces problèmes d'ordre pédagogique, les organisations étudiantes contestent les prix

de boissons appliqués par les gérants des foyers étrangers à l'université. Des prix jugés trop exorbitants. Ces mêmes organisations contestent également, entre autres, l'absence d'activités culturelles et de voyages d'études. M. Boudia, chargé de communication de l'USTOMB, a indiqué pour sa part que la rectrice a prévu, pour l'après midi d'hier, une réunion de coordination avec tout le staff pédagogique afin de traiter tous ces cas de figure et tenter de trouver les solutions idoines.

Hadj Sahraoui

L'UNIVERSITÉ D'ORAN CÉLÈBRE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA LUMIÈRE

La faculté des sciences exactes et appliquées, avec le concours du département de physique de l'Université d'Oran, célèbre, les 14 et 15 avril, l'Année Internationale

de la Lumière (IYL 2015), proclamée par l'UNESCO. Cette manifestation se fera au profit des chercheurs, professeurs universitaires, des étudiants et du grand public durant deux

jours au niveau de l'IGMO. Au programme de cette rencontre scientifique qui est scindée en trois parties, il est prévu un cycle de communications scientifiques suivies de dé-

bats ainsi que la projection d'un film sur les thèmes : «La Lumière à travers l'histoire», «La lumière, un phénomène physique» et «La Lumière et ses applications». T.K.

SANTÉ SCOLAIRE

Onze cantines fermées pour manque d'hygiène

Effectuant une visite des cantines scolaires implantées à travers la wilaya, les services de la prévention et de l'hygiène relevant de la direction de la Santé Publique (DSP) ont relevé des anomalies au niveau de onze cantines scolaires.

Il s'agit notamment, selon le Dr Boukhari chargé de communication à la DSP, de

double fonctions exercée par le personnel de cuisine (femme de ménage et cuisinière, gardien et chargé de cuisine), du non respect des règles d'hygiène et de sécurité, de cuisines non conformes aux normes.

Par ailleurs, et précédant les différents examens tant du primaire que du secondaire, ce même service a entrepris des inspections

au niveau des restaurants scolaires afin de vérifier la conformité des cuisines devant servir les repas aux élèves et aux enseignants lors des examens. Ils auront ainsi à vérifier l'élaboration et la préparation des menus qui leur seront servis pour l'occasion et ce afin d'éviter toute éventuelle intoxication alimentaire, a indiqué notre interlocuteur. H.S.

ALGÉRIE TÉLÉCOM UNE CONVENTION AVEC L'ANSEJ AU PROFIT DES JEUNES

Algérie Télécom encourage désormais les jeunes diplômés à adhérer à son plan de charges et à réaliser des projets structurants dans le cadre de la sous-traitance. Les journées d'information et de sensibilisation organisées, depuis hier, à l'institut national des télécommunications, des technologies, de l'information et de la communication (INTTIC) d'Oran au profit des étudiants et des futurs diplômés, ont permis aux représentants du secteur d'expliquer les avantages de la convention signée entre Algérie Télécom AT et l'agence nationale de soutien à l'emploi ANSEJ. Les porteurs de projets pourront donc créer leurs micros entreprises dans le cadre de ce partenariat tout en bénéficiant de l'aide de l'Etat pour la création de ces entités. La formation des chefs d'entreprises ainsi que celle des employés est assurée par la direction d'AT. Celle-ci porte sur la maîtrise de la réalisation des études, l'installation et la maintenance des réseaux de télécommunications à travers les localités, a noté M. Senhadji, directeur régional des télécommunications. En effet et selon les statistiques avancées par M. Abdelsaddek, responsable opérationnel des télécommunications au niveau de la wilaya d'Oran, pas moins de 278 micros entreprises ont été créées et travaillent avec la direction d'AT au niveau national. Quelque 151 chefs d'entreprises et 353 employés ont été également formés sur la pose et le raccordement des câbles de réseaux et les câbles à fibre optique. La direction a également délivré quelque 315 ordres de service. En garantissant ainsi la formation aux porteurs de projets et aux promoteurs, les représentants du secteur ont tenu à rassurer les étudiants en télécommunications et dans d'autres filières à l'exemple de l'électronique, de l'informatique que l'administration reste à l'écoute pour la prise en charge de ces futurs investisseurs. Ces derniers pourront donc rembourser leurs prêts grâce à un plan de charges assuré à moyen et long termes, a indiqué le divisionnaire des ressources humaines à la direction générale d'AT.

Les représentants de l'ANSEJ ont pour leur part explicité toutes les mesures d'accompagnement et de facilitation apportées dans le cadre de cette convention qui, pour rappel, a été signée, au courant du mois de mars passé, en présence de trois ministres (Derdouri pour les TIC, Mohamed Mebarki pour l'Enseignement supérieur et Mohamed El Ghazi pour le Travail et la Sécurité sociale). F.A.

INVESTISSEMENT LOCAL

452 PROJETS ACCEPTÉS PAR LE CALPIREF

Depuis quelques années, la commission d'aide à la localisation, la promotion de l'investissement et la régulation du foncier (CALPIREF) au niveau de la wilaya joue un bon coup pour l'investissement local en dégageant plusieurs hectares servant d'assiettes de terrain pour la réalisation d'importants projets structurants. Dans ce cadre en 2014, la commission a accepté 452 dossiers sur quelque 466 demandes. Les projets proposés par les investisseurs touchent 14 secteurs d'activités avec 109 pour la promotion immobilière, 45 pour les services, 34 pour le tourisme, 32 pour la santé et 30 demandes d'investissement dans l'agroalimentaire, entre autres. Durant la même période 150 dossiers ont été validés. Ces nouveaux projets vont permettre la création de milliers de postes d'emploi à moyen et long termes. Plusieurs mesures d'encouragement et d'accompagnement ont été ainsi instaurées pour permettre aux opérateurs de réaliser les nombreux projets d'investissement. Le foncier disponible réservé à l'investissement a fait, en outre, l'objet de régulation sur les plans de l'emplacement et de la superficie en fonction de la consistance des projets. Des assiettes foncières, disséminées à travers plusieurs zones d'activités de la wilaya d'Oran, ont été récupérées par le CALPIREF dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier industriel. Les assiettes ont été récupérées après le constat qu'aucun investissement n'a été entamé après plus de dix ans de leur concession. Nayla Hammoud

L'OPPORTUNITÉ D'INITIER UN PROJET DE CLEUSTERISATION

Le besoin de travailler ensemble est inscrit en pôle position de la nouvelle équipe de la chambre de commerce et de l'industrie «ElHidab» (CCI) de Sétif qui a organisé, la semaine dernière, une instructive journée d'étude ayant pour sujet les «Clusters». Organisée conjointement avec l'université Sétif I, la rencontre qui a regroupé bon nombre d'opérateurs économiques, des enseignants et des chercheurs de l'université, s'est tenue au niveau de l'auditorium du campus précité. Celle-ci a été marquée par des conférences de haut niveau. Kamel Belkahlia, directeur du pôle de compétitivité à Bizerte (Tunisie) a exposé l'expérience capitalisée par la création et le développement du pôle de compétitivité de Bizerte (PCB) en Tunisie où les clusters ont fait du chemin. Cette intervention a, à l'instar des conférences animées par le Professeur Bencharif Abdelhamid (IAMM Montpellier) et Bouattou Mourad, directeur Cluster boissons, ont attiré l'attention d'un public intéressé. Chargé de la formation et de l'emploi au sein de la CCI, Kamel Addiche, retrace les objectifs de la rencontre, une première à la CCI : « Cette rencontre vise à prendre connaissance des différentes formes d'organisation territoriale mises en place dans le monde, plus particulièrement dans les pays du Maghreb, pour clarifier la notion de cluster, identifier les facteurs de succès et les avantages apportés. Elle tend aussi à présenter et discuter les bonnes pratiques pour la création, la mise en place et le développement d'un cluster dans un territoire ». Ne sachant pas sa satisfaction d'avoir organisé une rencontre scientifique de niveau, le Président de la CCI, Amar Seklouli, abonde dans le même sens : « Marqué par des interventions et un débat d'un haut niveau, ce rendez-vous a pour objectif d'instaurer un débat entre décideurs, opérateurs économiques et universitaires, en vue de mieux comprendre les défis et enjeux actuels auxquels doivent répondre les clusters dans les pays du Maghreb. C'est aussi une occasion pour examiner l'opportunité d'initier un projet de «clusterisation» dans la Région de Sétif. Notons à toutes fins utiles que les clusters ont été construits à l'initiative d'entrepreneurs ayant ressenti le besoin de travailler ensemble pour surmonter des problèmes communs et améliorer les performances de leurs entreprises. Ils se sont alors appuyés sur des idées fort simples et opérationnelles. K. B.

TRANSPORT URBAIN À SÉTIF Les usagers de la ligne 9 mécontents

● Certaines lignes sont assurées par plus de 30 véhicules alors que leur destination, l'une des plus anciennes est inexplicablement « ignorée ».



Les usagers attendent des heures avant de prendre le bus

Décidément le transport urbain au niveau du chef-lieu de wilaya continue à faire des vagues et des mécontents. D'autant plus que certaines lignes sont tout bonnement zappées par les transporteurs. Pour une question de rentabilité, ces derniers préfèrent mettre le cap sur des lignes bien déterminées aux dépens d'autres où les usagers se trouvent désormais dans l'expectative. C'est le cas des habités de la ligne n°9 (SNTV- stade Gassab-cité du 1er novembre 1954 «Dallas»- 200 et 300 logements- terminus) devant poireauter au moins 40 minutes pour voir la couleur d'un des quatre bus en activité. Perdurant depuis un certain temps, cette insoutenable situation pénalise lourdement les habitants de la ZHUN-nord de la capitale des hauts plateaux. Ne mâchant pas leurs mots, les usagers de la dite ligne s'expliquent mal la manière de faire des responsables concernés et montent au créneau : « Au lieu de renforcer la ligne 9 desservant l'une des zones les plus peuplées de la ville on la dégarini au grand désappointement des clients. Trouvez-vous normal qu'une aussi importante destination soit assurée par quatre bus? », s'interrogent des usagers en colère « Comme un malheur n'arrive jamais seul, les bus de la ligne 7 qui assuraient cet itinéraire sont inscrits aux abonnés absents. Puisqu'on vient de leur confier la ligne d'El Hidab, très convoités par les transporteurs qui ne s'intéressent qu'à la recette de fin de journée... ». Ne manquant d'arguments, nos interlocuteurs fustigent la

répartition. D'autant plus que certaines lignes sont assurées par plus de 30 véhicules alors que leur destination, l'une des plus anciennes est inexplicablement ignorée « Ce déficit en transport urbain pénalise lourdement les travailleurs et les lycéens obligés de prendre leur mal en patience. Les responsables du secteur sont interpellés pour mettre un terme à une injustice. Oui c'est une injustice car les lignes 6, 7 et 8 sont assurées par plus de 40 bus alors que la notre ne tourne qu'avec le strict minimum. », martèlent nos interlocuteurs. Le problème exige une réponse des responsables. Pour être objectif, on a dans un premier temps pris attache avec le directeur des transports qui n'a pas été convaincant : « Effectivement, le déséquilibre existe. Pour y remédier on a décidé de bloquer les agréments, afin d'assainir la situation. Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan de transport qui ne sera pas lancé dans l'immédiat. Concernant les bus ayant fait de la chaussée un garage, on doit étudier avec la commune tous les moyens pour régler ce problème ». Contacté par la suite, le P/APC donne sa version : « Il faut reconnaître que la circulation en ville devient de plus en plus difficile. La question est prise en charge dans le cadre de la mise en place des plans de transport et de la circulation. Pour ce qui est du stationnement anarchique des bus, on doit se concerter avec les différents intervenants pour mettre un terme à une aussi incommode situation ».

Kamel Beniaïche

AADL DE SKIKDA Le projet des 38 logements vire ... au cauchemar

Le projet de 38 logements AADL, initié il y a onze années déjà, continue encore son chemin de croix au grand dam des acquéreurs qui se disent « totalement détruits » par la dernière décision de la direction régionale de l'AADL d'Annaba.

« Nous ne comprenons plus rien. Au mois de mars dernier, les autorités locales ont pesé de tout leur poids et ont tout fait pour relancer enfin l'aménagement de notre cité afin que nous puissions enfin disposer de nos logements. Une entreprise a même été dépêchée, le 04 avril dernier pour entamer les travaux. En trois jours seulement, cette entreprise a réussi à faire ce qu'on n'avait pas réussi à réaliser des mois durant. On croyait que nos malheurs avaient cessés et que nous allions enfin pouvoir prendre possession de nos biens. Seulement et contre toute attente, le 07 avril, le chantier a été mis à l'arrêt. En nous rapprochant du chef de l'entreprise, il nous informa qu'il venait d'être destinataire d'une correspondance de la direction régionale de l'AADL lui intimant l'ordre d'arrêter ses travaux », témoignent quelques-uns des acquéreurs.

Pourquoi donc ce revirement et pourquoi avoir décidé de suspendre un chantier qui se trouvait en activité? Devant l'impossibilité de prendre attache directement avec la direction régionale d'Annaba, des cadres locaux avancent que l'attribution du marché d'aménagement au profit de cette entreprise s'était fait au gré à gré, chose qui, selon leurs dires, n'a pas lieu d'être.

Mais quels que soient les pours et les contres de cette malheureuse histoire, les seuls perdants restent les 38 acquéreurs qui retournent, malgré eux à la case départ. Ils devront ainsi prolonger une attente déjà longue de plus de 11 ans pour disposer de leurs logements ce qui, en vérité, mérite de figurer au Guinness de l'absurde.

Khider Ouhab

KHENCHELA Un homme menace de s'immoler par le feu

Un citoyen, âgé de 32 ans, originaire de la commune de Kaïs, dans la wilaya de Khenchela, a menacé, hier, de se suicider en s'immolant par le feu, après avoir découvert qu'il ne figurait pas dans la liste de recensement des 1903 bénéficiaires établie par les autorités de la daïra de Kaïs récemment. L'homme avait escaladé le poste policier siège de la wilaya, en emportant avec lui une bouteille remplie d'essence et un briquet. Suite à l'intervention des services de sécurité, et la promesse de certains responsables de régulariser sa situation, l'homme a abandonné l'idée de se suicider. A souligné que la commune de Kaïs, à 26 km à l'ouest de Khenchela, a connu durant ces derniers jours des affrontements, après l'affichage de la liste des pré-bénéficiaires de 1903 logements sociaux, où les bénéficiaires « déboutés » ont dénoncé les injustices qui ont caractérisé cette distribution.

Mohamed Taïbi

EN TENUE DE PRISONNIERS DE GUANTANAMO

Cinq étudiants en grève de la faim à Tébessa

● Dans une pétition adressée à la tutelle, les grévistes accusent le doyen d'abus de pouvoir.

Vêtus de combinaisons orange sur lesquelles est marqué le numéro de la décision d'exclusion, menottés et les pieds enchaînés comme les prisonniers de Guantanamo, c'était ainsi que des étudiants de l'université de Tébessa exprimèrent leur ras le bol. Cinq étudiants de la faculté des droits et des sciences politiques sont entrés en effet depuis hier dimanche dans une grève de la fin pour dénoncer la décision qu'ils qualifient d'abusives à leur égard. Ces étudiants ont été rappelés-le, exclus pour deux ans après avoir comparu devant le conseil de discipline de la faculté pour avoir intimidé des enseignants lors d'un examen officiel. Dans une pétition adressée au ministre de l'en-

seignement supérieur et aux autorités locales de la wilaya, les grévistes accusent pleinement le doyen de la faculté d'avoir abusé de son pouvoir, en exerçant une pression sur les membres du conseil de discipline. Ces derniers auraient qualifié cette affaire en faute de 2^{ème} degré, ce qui expose les étudiants à une sanction de deux ans d'exclusion, alors qu'il s'agissait d'un simple malentendu avec un enseignant, disent les grévistes. Dans ce même écrit, ils demandent une enquête ministérielle pour tirer les choses au clair pour le bien de plus de 900 étudiants qui endureraient un calvaire au quotidien par la direction de la faculté. Pour sa part, le doyen T. Dalloul, interrogé par El Watan,

a précisé : « Je ne suis contre personne. Ces étudiants ont comparu devant le conseil de discipline qui est souverain, parce qu'ils ont menacé et insulté des enseignantes lors d'un examen officiel. Ils ont été sanctionnés de deux ans comme le stipule le règlement intérieur de l'université algérienne et vu mon poste de doyen, je suis le seul à protéger mon personnel ». Auparavant, le recteur de l'université de Tébessa, Saïd Fikra, avait répondu à ces mêmes étudiants qu'il ne s'agissait pas d'une décision définitive à l'égard de ces étudiants. Il a ajouté qu'ils pouvaient faire un recours quant à la décision de la direction de la faculté.

Lakehal Samir



TAYEB BELAÏZ AUJOURD'HUI À TIZI OUZOU

Dénouement à Azazga ?

● La gestion de cette commune de 35 000 habitants est suspendue depuis 7 mois en raison d'un mouvement de protestation mené par une coordination des comités de village.

Les représentants de la coordination des comités de village de la commune d'Azazga, qui mènent un mouvement de protestation depuis septembre dernier contre l'APC, ont été contactés hier par les autorités locales les invitant à rencontrer le ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, à l'occasion de sa visite prévue aujourd'hui dans la wilaya de Tizi Ouzou. C'est, pourrait-on dire, une occasion qui ne se renouvelera pas pour trouver une issue à la grave crise dans laquelle est plongée l'assemblée communale d'Azazga. Des initiatives avaient été tentées, à distance, par l'administration de wilaya dans l'espoir de désamorcer ce mouvement de protestation sans précédent dans la région, puisque la revendication première des comités de village est la dissolution de l'assemblée communale issue des élections locales de novembre 2012. La coordination des villages rétorque que les «négociations» n'ont pas abouti puisque la démarche de l'administration de wilaya s'est limitée à l'envoi d'émissaires. Aujourd'hui, c'est le premier responsable des collectivités locales qui sera présent à Tizi Ouzou et il n'y a aucune raison objective, sauf changement de programme extraordinaire et «irrationnel», que le dossier d'Azazga



Une action de protestation a eu lieu hier devant le siège de l'APC

ne soit pas mis sur la table, au sens propre du terme. L'invitation des délégués de la coordination des comités de village à assister à cette visite ministérielle affiche une claire volonté, du côté du gouvernement, de dépasser cette crise devant laquelle la wilaya et l'APW se sont montrées inopérantes. Même s'il existe 21 communes bloquées au niveau national, comme révélé récemment par le même ministre de l'Intérieur devant le Conseil de la Nation, il faudra bien commencer par traiter les situations l'une après l'autre. Ce dossier ne peut pas être réduit à un pourcentage minime par rapport aux 1541 communes que compte le pays,

puisque chaque collectivité représente des dizaines de milliers d'habitants. Il est vital de redémarrer la machine du développement au profit des populations et éviter les reverses de budgets au Trésor public à chaque fin d'exercice.

Les situations sont complexes et leur origine remonte bien souvent à la période pré-lectorale. Le vide politique avait conduit dans nombre de cas à une abstention des électeurs le jour du vote, favorisant une «sortie de urnes» en décalage avec la société, et la mise en place d'exécutifs gardant une vague idée des engagements vis-à-vis des citoyens. Les salles de délibérations étaient déjà

fermées au public, elles sont sur le point d'être supprimées. Il arrive alors que la vie communale soit réduite à un face à face entre le maire et le chef de daïra, lequel est beaucoup plus «super P/APC» que représentant du wali. Exaspéré, le citoyen ne sera reçu ni par l' élu ni par le commis de l'Etat. Seule la rue l'accueillera. Si nombre d'élus se sont effacés de la scène au lendemain de leur élection, la «rue» révélera des simples citoyens dotés d'un pouvoir de mobilisation et d'ouverture sur la société impressionnants. Leur place n'est pas dans les prisons ou les commissariats, mais face aux autorités en charge du destin de la collectivité. D.T.

Coordination des comités de village : «Nous sommes pacifiques»

Dans une déclaration rendue publique hier, la coordination des comités de village de la commune d'Azazga, (Fliki, Aït Bouada, Cheurfa n'Bahloul et Hendou) a réagi aux récentes déclarations du premier magistrat de la wilaya devant l'APW de Tizi Ouzou. Le wali déclarait que toutes les voies ont été tentées pour dénouer la crise, «la loi, les concessions, le dialogue, et la commission d'enquête» qui n'a pas révélé d'anomalie dans la gestion de la commune, selon l'adminis-

tration. La coordination déclare que «les résultats de la commission d'enquête n'ont pas été dévoilés à ce jour et que seul le wali détient la teneur de cette inspection». Répliquant toujours aux propos du wali, le document ajoute plus loin : «La raison de ce mouvement n'est ni occulte ni instrumentalisée, c'est tout simplement un squat massif du foncier au niveau de la commune que nous dénonçons et nous combattons jusqu'à ce que justice soit rendue. Vos entreprises d'ouverture sont

limitées à l'envoi d'émissaires». Toujours à l'adresse du wali, le document poursuit : «La commission que vous avez dépêchée n'a pas sérieusement réalisé son enquête, car le squat du foncier est visible et personnalisé et ne peut être caché à la population qui agira continuellement d'une manière pacifique».

La coordination des villageois invite le premier responsable de la wilaya à «enquêter sur ce dossier pour redonner confiance à la population». S.Y.

Budget insuffisant pour la commune de Maâtkas

La commune de Maâtkas, au sud de la wilaya de Tizi Ouzou, comptant 37000 habitants répartis sur 45 villages et hameaux, accuse un retard sur tous les plans. Le réseau d'assainissement n'est pas encore généralisé. «Notre commune est pauvre et ne fonctionne que grâce aux subventions de l'Etat. Nous avons l'espoir de bénéficier d'un montant important

dans le cadre des PCD de 2015, comme promis par les autorités en charge de la répartition des subventions mais on est mis au même niveau que les communes ne totalisant que 10 000 habitants. 5 milliards de centimes sont affectés à notre commune dans le cadre des PCD alors que nos besoins sont beaucoup plus importants. La priorité va aux opérations

urgentes de l'assainissement et de l'aménagement des axes routiers», dira le vice-président à l'APC, M. Brik. Il est programmé la réalisation de 4 tronçons d'assainissement sur une distance globale de 5,5 kilomètres, au profit des villages d'Ighil Aouane, Ighil Izougaghene, Ath Ahmed, et Iakouchene. Il est aussi retenu l'aménagement de quelques axes routiers for-

tement endommagés. Il est programmé aussi un projet d'AEP à Bouarfa et un mur de soutènement à Hedada. Rappelons que d'autres fiches techniques ont été transmises au service de la wilaya pour leur inscription. «Nous avons besoin de plus de subventions pour prendre en charge au moins les opérations urgentes», dira encore notre interlocuteur. Aït Idir Hocine

BOUMERDÈS

Une wilaya sans gare routière

La wilaya de Boumerdès ne compte aucune gare routière digne de ce nom. Amar Goul, le ministre des transports le sait très bien, mais son département n'a rien fait pour remédier à ce problème. Lors de sa visite hier dans la wilaya, le ministre n'a lâché aucun mot sur le sort des projets de gares multimodales et de stations urbaines annoncées depuis des lustres au profit des localités de la wilaya. Son secteur ne s'est renforcé d'aucune structure du genre durant le quinquennal écoulé. Bien au contraire, la situation des arrêts de bus de la région se dégrade de plus en plus. Ces lieux d'où transitent des milliers de personnes par jour ne sont dotés d'aucune commodité. À commencer par la station de bus du chef-lieu de wilaya qui n'est qu'un vaste terrain dépourvu de tout. L'endroit donne une piètre image sur cette localité balnéaire. Les autorités locales l'ont aménagé à maintes reprises, mais la qualité de travaux laisse vraiment à désirer. L'anarchie s'empare des lieux du matin jusqu'à la tombée de la nuit. Les abribus érigés récemment sont pour la plupart saccagés. Les plaques indiquant les destinations y sont inexistantes. Idem pour les espaces de stationnement des bus. Annoncé en 2010, le projet portant construction d'une gare multimodale de type A à l'entrée ouest de la ville peine toujours à être entamé. Cette infrastructure comprendra un bâtiment de deux étages, un parking souterrain, des stations d'arrêt pour les bus, précise M.Mecheri, le directeur des transports. Notre interlocuteur indique que l'avis d'appel d'offre sera lancé



La station de bus du chef-lieu de Boumerdès

incessamment par la direction du logement, ajoutant que les études techniques y ont prévu même une halte pour les trains électriques et un couloir pour tramway. S'agissant des gares projetées depuis 2010 dans les chefs-lieux de daïra de Khemis El Khechna, Dellys et Boudouaou, M.Mecheri, souligne que le ministère de tutelle n'a pas encore dégagé les enveloppes nécessaires pour leur réalisation et ce malgré la fin des études techniques. Même problème pour les 4 pôles d'échanges multimodaux prévus près des gares ferroviaires des localités de Bordj-Menaïel, Issers, Tidjillabine et Thénia. Les stations de bus des deux premières communes sont transformées en marchés où les étals des adeptes de l'informel et les constructions illicites se disputent la place aux transporteurs. R. Koubabi

Retard dans le projet ferroviaire

Le ministre des transports n'a pas trouvé d'excuses, hier, pour justifier les retards pris dans la réalisation de la ligne ferroviaire qui devrait relier Thénia à Oued Aïssi sur une distance de 64 km. Les quatre entreprises engagées en 2008 n'ont réussi à livrer que le tronçon reliant Thénia à Bordj-Menaïel. Cette partie qui s'étend sur 16 km a été mise en service hier par le ministre. Mais c'est le train diesel qui assurera la navette deux fois par jour, et pas le train électrique à grande vitesse comme annoncé avant l'entame de ce projet. Avant d'atteindre Bordj-Menaïel, le ministre a fait une halte au niveau des gares de Si Mustapha et Issers.

Le reste de la ligne sera, selon lui, mis en service au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. «La partie reliant Bordj-Menaïel à Draâ Ben Khedda sera livrée d'ici la fin de l'année alors que celle qui mènera à Azazga le sera en juillet 2016», a-t-il annoncé. À défaut de pointer les défaillances du maître d'ouvrage (Anserif) et des 4 entreprises engagées, Amar Ghoul justifie les lenteurs dans l'avancement des chantiers par les oppositions et la révision des études techniques. Or, la réalité est tout autre. Le maître d'ouvrage a vu se succéder à sa tête au moins quatre directeurs depuis la relance du projet. Les habitants de la région doivent attendre encore au moins trois ans pour pouvoir espérer voyager à bord des trains électriques. La pose des rails et des poteaux électriques s'est arrêtée juste après Bordj-Menaïel. Les gares ferroviaires de Naciria et Draâ Ben Khedda n'ont pas dépassé 50% d'avancement. Mais le ministre fait semblant que tout marche à merveille dans son secteur. Au moment où on espérait l'entendre parler des solutions préconisées pour faciliter la mobilité des citoyens, il préfère évoquer des projets qui risquent de ne jamais voir le jour. R.K.

TIARET

Des foyers de fièvre aphteuse déclarés

● Bien qu'une large campagne de revaccination du cheptel bovin ait commencé depuis le début de ce mois, plusieurs foyers de fièvre aphteuse ont été déclarés aux autorités sanitaires.

«Plusieurs foyers de fièvre aphteuse ont été officiellement déclarés aux autorités sanitaires», fait savoir une source proche de la direction des Services Agricoles. «Une réunion se tiendra au courant de cette semaine pour décider des mesures à prendre bien qu'une large campagne de revaccination du cheptel bovin ait déjà commencé depuis début avril», explique pour sa part le chef de l'inspection vétérinaire. Ce responsable affirme qu'il ne faudrait pas pour autant affoler

la population puisque «plus de 90% du parc bovin a été vacciné» et «la guérison reste quasi certaine dès lors que les éleveurs daignent s'astreindre aux consignes». Pour l'heure, aucun marché hebdomadaire de la région n'a été fermé pour endiguer d'éventuelles contaminations. Cela intervient quelques semaines après que nous avions annoncé sur ces mêmes colonnes «la suspicion d'un foyer de fièvre aphteuse dans la commune de Sougueur». Les résultats des

analyses effectuées dans le laboratoire approprié ont été jugés en leur temps «négatifs». La brusque réapparition de foyers de fièvre aphteuse intervient dans un contexte marqué localement, disent certaines autres sources, par «la présence de dizaines de vaches errantes dans certaines zones très boisées, difficiles d'accès que les services vétérinaires concernés n'auraient pu atteindre dans la région de Freneda, plus précisément à Aïn Hedid». **A. Fawzi**

MASCARA

Le centre des impôts pris d'assaut pour la vignette automobile



Centre de proximité des impôts à Mascara pris d'assaut

Ce dimanche, une file interminable de personnes s'est formée devant le nouveau siège du Centre de proximité des impôts (CPI) du chef-lieu de la wilaya de Mascara.

Sous les regards des deux policiers qui assurent l'ordre, chacun de ces gens, venus des quatre coins de la

wilaya, attend son tour pour s'acquitter de la vignette automobile. À l'intérieur, les agents de sécurité et les receveurs des trois recettes qu'abrite le CPI, inauguré par le directeur général des Impôts le 12 février dernier, essaient de leur mieux de gérer une telle situation. «La vignette est introuvable dans

l'ensemble des bureaux de poste et autres recettes relevant du secteur des Impôts. Nous sommes dans l'obligation d'attendre, dans ces conditions lamentables, pour l'avoir», nous répondra un sexagénaire rencontré devant le CPI.

Un fonctionnaire du Centre de proximité des impôts

interrogé nous assure que «l'ensemble des recettes relevant du secteur des Impôts de la wilaya de Mascara ont été, ce dimanche, suffisamment approvisionnées en vignettes». Et d'ajouter que «les vignettes seront également disponibles au niveau des bureaux de poste».

Abdelouhab Souag

AÏN TÉMOUCHENT

Le débit Internet est trop faible !

Alors qu'elle vient de doter les communes d'Aïn Témouchent, El Amria et Hammam Bouhadjar, chacune d'une station wimax, Algérie Télécom multiplie les reculs. Il est vrai qu'avec les wimax qui sont des réseaux Internet haut débit par ondes radio avec une portée théorique de 25 km, l'objectif ne vise à satisfaire que les besoins des entreprises et des zones stratégiques en matière d'accès à Internet haut débit. On ne peut cependant juger d'une réelle

avancée, comme le proclame localement Algérie Télécom, seulement au regard de la multiplication des installations en haut débit.

Ainsi, si des améliorations momentanées dans la qualité des connexions ont été constatées en 2014 suite à celle de deux stations 4G fixe au profit du chef-lieu de wilaya et de Hammam Bouhadjar mais surtout de l'accès au réseau MSAN qui sera total fin 2015 pour toute la wilaya, les fluctuations du

débit sont trop récurrentes au goût des usagers. Pourtant, à Algérie Télécom, on continue de se gargariser en termes de réalisation plutôt qu'en termes d'impact sur la qualité du service rendu par ces réalisations.

D'aucuns s'étonnent qu'Algérie Télécom s'entête à faire la sourde oreille, arguant de prétextes peu convaincants plutôt que de se doter d'un véritable service après-vente qui lui assure crédibilité auprès de sa clientèle. **M. Kali**

BÉCHAR

Le décret du ministère de la culture expliqué aux artistes

Suite à la venue d'un cadre du ministère de la Culture, en l'occurrence Abdelkader Bendâamache, (qui est par ailleurs président du conseil national des arts et de la littérature), il a été fait part aux artistes de la région des explications relatives au contenu du décret 14-69 de 2014 portant statut de l'artiste élaboré par le ministère de la Culture. Le cadre du ministère s'est efforcé de convaincre les membres de cette corporation oubliée et désabusée pendant plusieurs décennies sur leurs nouveaux droits sociaux et autres avantages prévus par le texte réglementaire pris en leur faveur. «Ce texte, a-t-il dit, est venu combler le vide juridique qui a jusqu'ici prévalu depuis l'indépendance à ce jour». Parmi les droits sociaux, Abdelkader Bendâamache a relevé la protection en matière de couverture sociale de l'artiste qui sera désormais assurée par la CNAS à l'instar des autres travailleurs. Selon lui, le décret prévoit aussi une autre clause importante à effet rétroactif pour une prise en charge d'une durée de 15 ans de travail pour tout artiste âgé et qui n'exerce déjà plus et qui sera incluse dans ses droits à faire valoir à la retraite. Pour donner à l'assistance plus d'assurance, le cadre du ministère de la Culture a ajouté, à titre d'exemple, qu'un artiste peintre qui aura à effectuer des travaux de peinture sollicités ne livrera plus le parcours du combattant pour percevoir ses honoraires mais sera rémunéré comme tout travailleur d'une profession libérale (avocat, notaire, etc.). Un débat s'est ensuite instauré entre Abdelkader Bendâamache et les artistes sur la définition exacte de l'artiste. **M. Nadjah**

BOUGUIRAT (MOSTAGANEM) Un bâtiment construit en 2006 menace de s'effondrer

Les habitants du bâtiment, situé dans le quartier Terfas à Bouguirat (w. Mostaganem) sont menacés par l'effondrement qui risque de survenir à tout moment. Ce bâtiment construit en 2006 dans le cadre du logement social est incliné dangereusement. Selon ces locataires, cet immeuble est un projet qui dépend de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Mostaganem. L'Office a attribué la réalisation de ce projet qui avait subi plusieurs arrêts à répétition à plusieurs entrepreneurs. Le quartier Terfas compte plusieurs bâtiments, mais le problème se pose au niveau des 2 bâtiments A et B qui sont adjacents. Lors de la réception de leurs logements après la remise des clés en juin 2014, certains attributaires n'ont pas voulu les occuper en raison de l'état de l'immeuble. Les locataires se sont déplacés vers l'OPGI qui a dépêché des agents du CTC sur les lieux afin de constater de visu le problème. Selon ces derniers, le problème est apparu suite au tremblement de terre de mai 2014 qui a frappé la région. Les habitants lancent un appel au premier responsable de la wilaya en vue de prendre en charge ce problème. **A. Taoui**

CHLEF

Des vols supplémentaires vers la France



À l'approche de l'été, les vols vers la France, à partir de l'aéroport international Aboubakr Belkaid de Chlef, seront renforcés à partir de ce mois. C'est ainsi que la ligne Chlef-Paris sera desservie deux fois par semaine (mardi et jeudi) par la compagnie Air Méditerranée.

Il en est de même pour la desserte Chlef-Marseille qui passera de deux à trois vols hebdomadaires avec la reprise du service par la compagnie Aigle Azur. Le vol supplémentaire viendra s'ajouter aux deux navettes déjà assurées par Air Algérie en direction de la cité phocéenne. La compagnie Tassili Airlines va également reprendre, dès cet été, son vol entre Chlef et Grenoble, ce qui va augmenter la fréquence des vols entre la capitale du Cheliff et les villes françaises citées compte tenu du nombre important d'Algériens installés dans ces régions.

A noter que plus de 50 000 passagers ont transité par l'aéroport international Aboubakr Belkaid en 2014. **A. Yekhour**

NAIROBI DONNE 3 MOIS AU HCR POUR LES RAPATRIER EN SOMALIE

Les réfugiés somaliens indésirables au Kenya

- Le président kényan, Uhuru Kenyatta, a assuré que le Kenya répondrait «le plus sévèrement possible à l'attaque» de Garissa, tout en appelant à éviter «toute stigmatisation» ● Les Somaliens du Kenya et de Somalie ont été les principaux touchés par le gel, mercredi dernier, des comptes bancaires de 14 entreprises de transfert d'argent.

Les Somaliens sont devenus indésirables au Kenya après la tragédie de Garissa. Le gouvernement kényan dit avoir donné trois mois à l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour rapatrier les centaines de milliers de réfugiés somaliens du camp de Dadaab. «Nous avons demandé au HCR de déménager les réfugiés (somaliens) sous trois mois, faute de quoi nous le ferons nous-mêmes», a déclaré samedi, lors d'une visite en province, le vice-président kényan, William Ruto, cité dans un communiqué. M. Ruto a lié son exigence à l'attaque qui a fait 148 morts, dont 142 étudiants, à l'université de Garissa le 2 avril, revendiquée par les terroristes somaliens shebab. «Nous devons sécuriser le pays, quel qu'en soit le coût», a-t-il lancé. «Le Kenya va changer après Garissa, comme les Etats-Unis ont changé après le 11 septembre», a ajouté le

responsable kényan, sans autre détail. Des responsables kényans avaient déjà demandé la fermeture de Dadaab et le rapatriement de ses pensionnaires après l'attaque par les shebab du centre commercial Westgate de Nairobi en septembre 2013 (au moins 67 morts), affirmant que le site servait de «camp d'entraînement» aux terroristes. M. Ruto a aussi affirmé qu'il avait été commencée la construction d'un mur longeant les 700 km de frontière avec la Somalie, censé empêcher l'infiltration des shebab en territoire kényan, où ils ont multiplié les attaques meurtrières depuis l'entrée de l'armée kényane en Somalie pour les combattre, fin 2011.

Quid de la position du HCR ? Un porte-parole de l'agence onusienne à Nairobi, Emmanuel Nyabera, a assuré qu'il n'avait «reçu aucune (...) demande formelle du gouvernement ké-

nyan à ce sujet», et souligné que «le Kenya a l'obligation légale de protéger les réfugiés et cela inclut de ne pas les rapatrier de force dans leur pays d'origine». Selon le HCR, le Kenya accueille quelque 450 000 réfugiés somaliens, pour l'essentiel hébergés dans le tentaculaire complexe de camps de Dadaab, le plus vaste au monde, ouvert en 1991 dans l'est du Kenya. Human Rights Watch a, de son côté, estimé hier que contrairement les réfugiés somaliens au retour serait «illégal». «Au lieu de faire des réfugiés des boucs émissaires, le Kenya — légalement obligé de les protéger jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer chez eux en toute sécurité — devrait identifier et poursuivre les responsables du massacre de Garissa», a estimé Leslie LeFKow, vice-directrice Afrique de Human Rights Watch. A. Z.

SYRIE

Un responsable de l'ONU a affirmé, hier à Damas, sa détermination à venir en aide aux civils ayant fui le camp palestinien de Yarmouk contrôlé en partie par les éléments de l'organisation autoproclamée Etat islamique (Daech/EI), se disant «très inquiet» pour ceux restés à l'intérieur. Le commissaire général de l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens, Pierre Krahenbühl, s'exprimait lors d'une rencontre avec des déplacés du camp qui ont été installés dans une école du quartier de Tadamon, voisin du camp dans le sud de Damas. Le 1^{er} avril, Daech avait pris d'assaut le camp de Yarmouk, où près de 18 000 civils palestiniens et syriens ont été pris au piège. Jusqu'à présent, près de 2500 Palestiniens ont été évacués et se sont réfugiés à Damas dans des quartiers voisins du camp.

USA-IRAN

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a exhorté hier le Congrès à laisser les discussions sur le nucléaire iranien se dérouler «sans interférence», lors d'un entretien sur la chaîne américaine CBS. «Je pense que les gens doivent retenir leurs attaques et nous laisser négocier sans interférence pour que nous soyons en mesure d'achever notre travail dans le courant des deux prochains mois et demi», a-t-il déclaré. Le chef de la diplomatie américaine a précisé qu'il allait expliquer aujourd'hui et demain, aux parlementaires américains, les contours de l'accord-cadre signé le 2 avril à Lausanne (Suisse) pour imposer des contrôles plus stricts sur le programme nucléaire de l'Iran. Téhéran et le groupe des 5+1 doivent encore parvenir à un accord définitif d'ici fin juin, mais le Congrès américain tente de court-circuiter ces tractations.

RUSSIE

La Russie a découvert, ces derniers mois, plusieurs satellites espions «ennemis» programmés pour surveiller son «matériel militaire» sur son propre territoire, a annoncé dans un documentaire diffusé à la télévision, hier, le chef du Commandement spatial russe. «Très récemment, des spécialistes de notre département de renseignement spatial ont découvert des satellites nouvellement lancés. Ils avaient pour mission la reconnaissance de notre matériel militaire sur le territoire russe», a déclaré, dans ce documentaire, Oleg Maïdanovitch, le chef du commandement spatial russe, sans préciser quels étaient les pays «ennemis» impliqués. Le documentaire a été diffusé hier sur la chaîne de télévision russe Zvezda.

HONG KONG

La Chine va limiter le nombre de visites de ses ressortissants à Hong Kong après des mouvements de protestation dans l'ancienne colonie britannique contre l'afflux de Chinois du continent, ont annoncé les médias locaux et un homme politique pro-Pékin. Bon nombre d'habitants de la région autonome passée dans le giron de Pékin en 1997 sont mécontents face à l'arrivée de nombreux touristes chinois qui y effectuent souvent de courts séjours afin d'y faire leurs emplettes. Ils sont particulièrement remontés contre ce qui est appelé le commerce parallèle : certains Chinois font régulièrement le trajet en train pour acheter divers produits à Hong Kong, profitant de prix plus bas, d'un choix plus large et d'une qualité supérieure.

SIX SOLDATS TUÉS DANS UNE NOUVELLE ATTAQUE DE L'EI AU SINAÏ L'Egypte dans les griffes du terrorisme

- Plus de 500 policiers et soldats ont été tués dans des attentats et attaques essentiellement dans le nord du Sinaï depuis 2013.

Six soldats de l'armée égyptienne ont été tués et deux blessés hier dans un attentat à la bombe dans la péninsule du Sinaï, une nouvelle attaque revendiquée par la branche locale du groupe terroriste Etat islamique (EI). Selon des responsables de la sécurité, un officier et cinq militaires ont été tués dans l'explosion, hier matin, d'une bombe placée en bord de route, au passage de leur véhicule blindé dans le secteur d'Al Kouzat, près de la localité de Cheikh Zouwaïd, dans le nord du Sinaï. Une seconde attaque, qui n'a pas été revendiquée, a été perpétrée dans l'après-midi contre un poste de police près d'El Arish, chef-lieu de la province du nord du Sinaï. Selon la police, il s'agit d'un attentat-suicide au camion piégé qui a fait deux morts et 30 blessés. Le kamikaze a fait exploser son véhicule, couvert de paille, à côté du poste de police. La façade du bâtiment ainsi que les immeubles aux alentours ont été détériorés. Le nord du Sinaï est un fief du groupe Ançar Beit Al Maqdess, considéré comme la branche égyptienne de l'EI après avoir fait allégeance à l'organisation djihadiste et s'être rebaptisé Province du Sinaï.

Sur un compte qui lui est attribué sur twitter, La Province du Sinaï a revendiqué l'attaque, qui a fait six morts, «contre un véhicule de soldats mécréants». Ce groupe a revendiqué de nombreuses attaques contre les forces de l'ordre dans le nord du Sinaï, frontalier d'Israël et du territoire palestinien de la bande de Ghaza. Le 2 avril, une attaque a coûté la vie à 15 soldats et deux civils, l'une des plus meurtrières de ces derniers mois. Il affirme vouloir établir dans le Sinaï une «province» du «califat» autoproclamé par l'EI sur les larges pans de territoire qu'il a conquis en Irak et en Syrie. Outre leur volonté

d'étendre le «califat» de l'EI au Sinaï, ces terroristes assurent agir en représailles à la très sanglante répression qui s'est abattue sur les partisans du président islamiste élu Mohamed Morsi depuis qu'il a été destitué et arrêté par l'armée le 3 juillet 2013. Une vaste campagne militaire, lancée contre les groupes extrémistes dans le Sinaï il y a près de deux ans à une échelle inédite dans l'histoire récente de l'Egypte, n'a néanmoins pas encore réussi à mettre fin aux attentats terroristes. Selon le nouveau pouvoir du président Abdelattah Al Sissi, l'ex-chef de l'armée tombeur de M. Morsi, plus de 500 policiers et soldats

ont été tués dans des attentats et attaques essentiellement dans le nord du Sinaï depuis 2013. Dans le même temps, les forces de sécurité ont tué, depuis cette date, plus de 1400 manifestants pro-Morsi et emprisonné plus de 15 000 sympathisants islamistes. Des centaines ont été condamnés à mort dans des procès de masse expéditifs, procédés dénoncés notamment par l'ONU. L'Egypte est menacée par l'EI à l'Est, dans le Sinaï, mais aussi à sa frontière ouest avec la progression de la branche locale du groupe djihadiste dans une Libye en proie au chaos. R.I.

Peine de mort confirmée pour le chef des Frères musulmans

Un tribunal égyptien a confirmé, samedi, les peines de mort prononcées à l'encontre du chef des Frères musulmans, Mohamed Badie, et de 13 autres personnes, dont deux en fuite, reconnues coupables d'avoir cherché à déstabiliser l'Etat et planifié des attaques. Dans la même affaire, 34 personnes, dont 11 par contumace, ont été condamnées à la prison à vie, soit 25 années de détention. Parmi elles, Gehad Haddad, un ancien porte-parole des Frères musulmans, ainsi que Mohamed Soltan, un jeune citoyen égypto-américain, détenu depuis août 2013; actuellement il observe une grève de la faim. Son

père, Salah Soltan, a été condamné à mort. La famille de M. Soltan a demandé la libération immédiate de Mohamed, jugeant, dans un communiqué, qu'il n'y avait pas de preuve l'incriminant. Tous les condamnés sont accusés d'avoir établi un «centre d'opérations» en vue de «préparer des attaques contre l'Etat», au moment où les partisans de M. Morsi observaient un immense sit-in au Caire sur la place Rabaa Al Adawiya. Ce rassemblement avait été dispersé le 14 août 2013 et plus de 700 manifestants islamistes avaient été tués par les forces de l'ordre. Dix policiers sont morts. R.I.



SOMEX INTERNATIONAL ORGANISE

8ème Salon du Vehicule Utilitaire et Industriel de l'Ouest

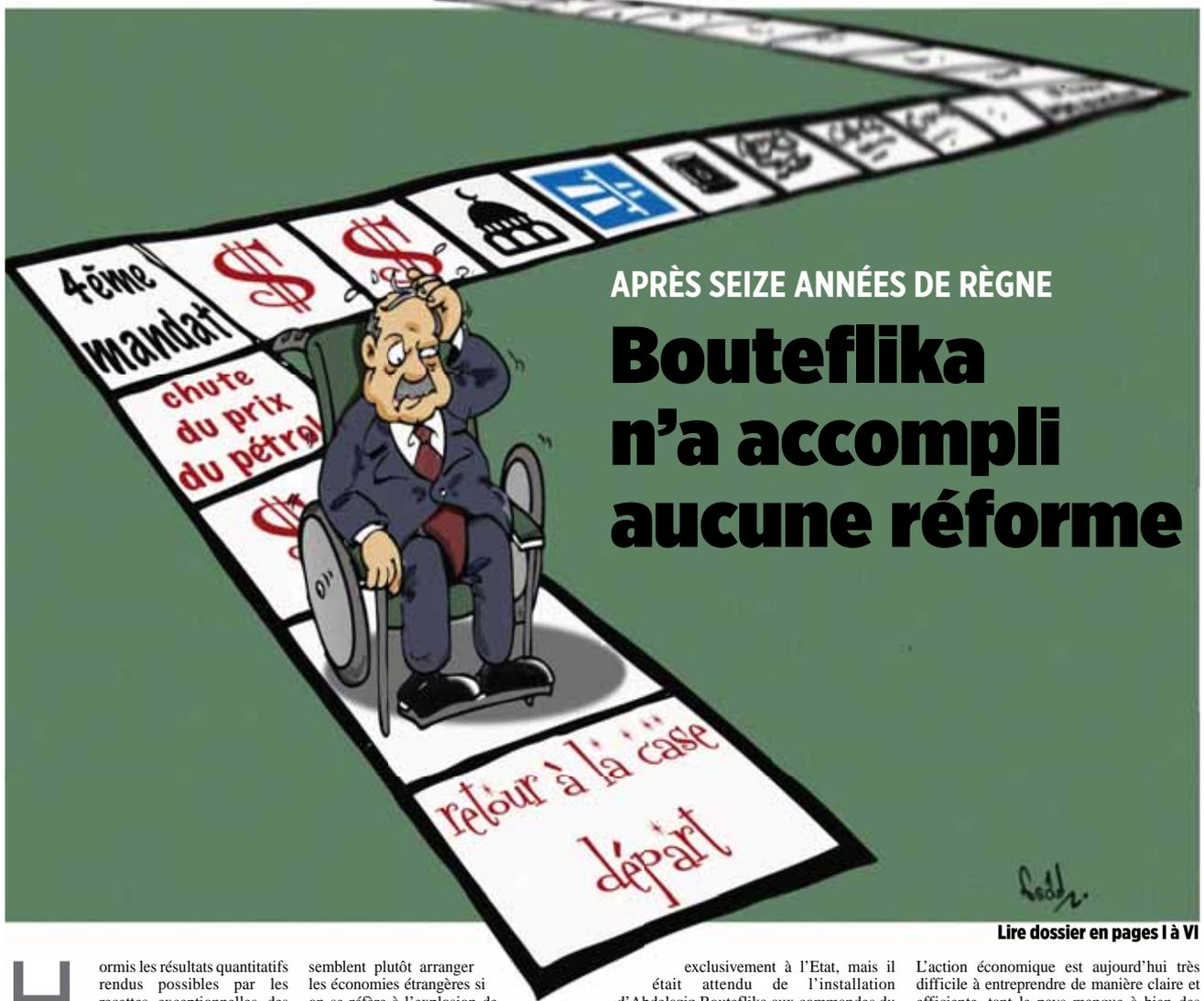
9ème Salon du Service Après Vente, Maintenance, Contrôle, Pièces de Rechange et Equipements de Garage

Du 26 au 29 Avril 2015 au Centre des Conventions "Hôtel le Méridien" Hai El Akid Lotfi - Oran

SOMEX INTERNATIONAL:
Tél.: 023 95 44 51
fax : 023 95 44 49
E-mail : aeksomex@yahoo.fr

EVENEMENT
Organisé par





APRÈS SEIZE ANNÉES DE RÈGNE

Bouteflika n'a accompli aucune réforme

Lire dossier en pages I à VI

Formis les résultats quantitatifs rendus possibles par les recettes exceptionnelles des hydrocarbures, le bilan des trois mandats du président Abdelaziz Bouteflika, auxquels s'ajoute la première année du quinquennat en cours ne brille par aucune action originale à même d'ouvrir à l'Algérie une nouvelle manière de prendre son destin économique en main autrement que par les dépenses publiques. On a, tout au long de ces seize années de règne, continué à réaliser des infrastructures de base, des logements et autres initiatives à caractère social sur le même mode que celui qui avait prévalu au temps de l'Algérie socialiste. Tout comme à cette période qui s'acheva par les troubles d'Octobre 1988, en grande partie dus à un subit déclin des prix des hydrocarbures, les années Bouteflika ressemblent à s'y méprendre à cette époque, exception faite des réserves de change qui se sont maintenues à un niveau qui permet à l'Etat de dépenser sans compter. C'est ainsi que 1200 milliards de dollars environ (dépenses de l'armée et des corps constitués non comprises) ont été injectés ces seize dernières années dans les divers rouages de l'économie, sans jamais parvenir à satisfaire les demandes sociales prioritaires (emploi, logement, éducation, formation, eau potable, transport, nouvelles technologies de la communication etc.). Là où sous d'autres cieux des dépenses publiques aussi faramineuses auraient généré des taux de croissance à deux chiffres, en Algérie l'évolution annuelle du PIB a rarement dépassé les 3%. Les dépenses de l'Etat

semblent plutôt arranger les économies étrangères si on se réfère à l'explosion de nos importations qui n'ont pas cessé d'augmenter tout au long des trois mandats du président Bouteflika pour atteindre le chiffre record de 62 milliards de dollars à la fin de l'année 2014 et sans doute davantage cette année.

Un boom des importations qui a, à l'évidence, laminé notre industrie et notre agriculture qui auront bien des difficultés à se redresser tant le mal est profond. Rassuré par l'aisance financière qui s'est installée dans la durée, le pouvoir en place seize années durant n'a pas jugé utile de conduire le développement économique du pays autrement qu'au moyen du budget de l'Etat. On se souvient que durant la campagne pour un quatrième mandat, le Premier ministre avait parcouru toutes les wilayas du pays pour distribuer de nouveaux budgets à des localités souvent séduites par ce mode d'affectation de ressources financières qui, sauf rares exceptions, ne leur parviendront pas, tant les procédures d'octroi sont longues et compliquées.

Le plus grave est que dans bon nombre de ces localités existent des opérateurs privés en mesure d'investir et d'impulser une dynamique de développement multisectorielle dans la région, mais que l'administration empêche par toutes sortes d'entraves à prendre part à l'essor économique que l'Etat s'entête à vouloir entreprendre seul. Tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays avaient agi selon ce mode de développement dévolu

exclusivement à l'Etat, mais il était attendu de l'installation d'Abdelaziz Bouteflika aux commandes du pays que les choses changent en allant, comme il l'avait clairement affirmé dès 1999, plus résolument vers une économie de marché impliquant davantage le privé algérien et les investisseurs étrangers. Ce n'est malheureusement pas ce qui sera appliqué sur le terrain, où l'on continuera à voir l'Etat promouvoir le développement économique et social au moyen exclusif de la dépense publique que capteront de surcroît en grande partie des firmes internationales qui réaliseront les projets les plus juteux, ne laissant aux opérateurs algériens que les programmes de moindre importance.

Ces derniers trouveront leur compte dans les importations qu'ils investiront en masse au détriment de leurs unités de production, qu'ils seront bien souvent contraints d'abandonner.

Aucun ajustement structurel notable n'ayant été effectué dans le sens d'une prise en charge mutuelle (public-privé) du développement, l'Algérie se retrouve, après seize années de régime Bouteflika, dans la même situation que celle qui avait prévalu dans les années 1980. Pis encore, aux dysfonctionnements encore vivaces hérités du système socialiste, sont venus s'ajouter ceux générés par une pléthore de textes législatifs aussi complexes que contradictoires, promulgués par les sept Premiers ministres et très nombreux ministres qui se sont succédé à la tête de l'Etat tout au long de ces seize années.

L'action économique est aujourd'hui très difficile à entreprendre de manière claire et efficace, tant le pays manque à bien des égards de visibilité et de perspectives, la politique économique du pays fluctuant au gré des conjonctures et des lois de finances annuelles et complémentaires. Il est vrai que depuis la récente chute des prix des hydrocarbures, on assiste à un nouveau discours sur la manière d'entreprendre le développement en favorisant l'industrie et le privé algériens, mais l'espoir de voir cette nouvelle vision s'appliquer est vite battue en brèche par les incertitudes politiques que suscite une nouvelle révision de la Constitution, dont on ignore le contenu, la concentration du pouvoir entre les mains d'un Président gravement malade, l'incohérence idéologique de l'équipe gouvernementale, l'intrusion possible de pouvoirs parallèles et, bien entendu, les effets souvent déterminants de la géopolitique.

L'Algérien, tout comme l'étranger craignent de ce fait d'investir en Algérie, tant le climat des affaires couplé à une absence totale de visibilité s'est assombri. L'investisseur étranger est, de surcroît, totalement dérouter, notamment depuis qu'il lui est fait obligation de partager la propriété de son investissement avec des partenaires algériens. Des partenaires souvent choisis non pas en fonction de leurs capacités, mais de leurs accointances avec le cercle présidentiel qu'ils ont soutenu financièrement à l'occasion des campagnes électorales.

Nordine Grim
Suite en page II

APRÈS SEIZE ANNÉES DE RÈGNE

Aucune réforme économique sérieuse n'a été accomplie

Suite de la page 1

Ceux qui attendaient des changements systémiques en matière d'orientation économique ont également été désagréablement surpris par la toute récente reconfiguration du secteur public économique mise en application par le ministre de l'Industrie, avec très certainement le consentement de Bouteflika, consistant à remettre les entreprises publiques économiques sous la tutelle des ministères, comme au temps de l'Algérie socialiste.

On est même revenu aux ruineux et inutiles assainissements financiers qu'on croyait à jamais révolus. Les entreprises publiques économiques vont de nouveau englober environ 400 milliards de dinars pour effacer leurs dettes et disposer de l'argent frais qui leur faisait défaut. Il est évident qu'avec autant de capitaux il aurait été possible de créer des milliers d'entreprises nouvelles et un nombre incalculable d'emplois qui viendraient renforcer le développement du pays, et non pas prendre le risque de tirer notre économie vers le bas par des entreprises publiques irrémédiablement déstructurées. Ce n'est

pas ainsi que l'Algérie pourra construire dans un délai raisonnable une économie de marché véritable dans la laquelle pourront activer d'authentiques firmes qui trouveront sur place les outils essentiels du système de marché (marché boursier, marché des changes, marché foncier, moyens de paiement modernes, etc.). L'immobilisme, voire même la régression qui affectent la gouvernance de pratiquement tous les secteurs d'activités économiques sont tels qu'on n'ose même pas espérer des changements systémiques, du moins dans le court terme porteur de graves incertitudes.

Au vu de ce constat, il n'est donc pas étonnant que les sociétés présentes en Algérie aient du mal à vivre de leurs propres ressources, à prendre en charge leurs destins d'entreprises qui, par définition, doivent créer de la richesse et non pas appauvrir le pays par des déficits chroniques. Il n'est également pas étonnant que les investisseurs étrangers ne se bousculent pas au portillon, même si nos réserves de change restent confortables en dépit de la forte baisse des recettes des hydrocarbures. Pour choisir de venir en Algérie plutôt que dans un des très nombreux pays qui les sollicitent, il faudrait que ces

investisseurs puissent trouver non seulement les facilités classiques (téléphone, locaux, terrains, services bancaires, des écoles pour les enfants d'expatriés, des possibilités de loisirs etc.) que bon nombre de pays peuvent aisément leur offrir, mais également un marché financier qui leur permette de se financer dans les meilleures conditions de délais et de taux d'intérêt, des banques d'investissement fortement capitalisées pour accompagner les gros projets, un marché des changes où ils trouveraient en quantités suffisantes les devises nécessaires à l'exploitation de leurs entreprises, un marché immobilier où ils trouveraient les terrains et locaux nécessaires à des prix acceptables. Après seize années de pouvoir, Bouteflika et ses équipes gouvernementales n'ont mis aucun de ces mécanismes en place, amenant l'Algérie à avoir, en dépit de ses ressources colossales, l'économie la plus archaïque du bassin méditerranéen.

En sus de la question centrale de la démocratisation du pays, c'est sur la résolution des problèmes économiques que les Algériens devaient juger le président Bouteflika. Au bout de seize années de pouvoir, il n'aura réussi à régler ni l'une ni l'autre.

N. G.

ABDELAZIZ RAHABI // ancien ministre

«L'histoire retiendra que la corruption et l'impunité ont marqué la présidence de Bouteflika»

> Propos recueillis par

M. Mamart



Ancien ministre de la Culture et de la Communication et porte-parole du gouvernement (1998-1999), ancien diplomate, Abdelaziz Rahabi nous livre dans cet entretien son constat implacable des 16 années de règne de Bouteflika.

Une année après la réélection de A. Bouteflika pour un 4^e mandat, quel est l'état de l'économie nationale selon vous ? Certains estiment que son règne a «immobilisé» le pays, alors que d'autres parlent d'immobilisme et de paralysie totale...

Il est illusoire d'envisager un quelconque développement économique sans un tripityque incontournable : démocratie, Etat de droit et justice sociale. Le mode de gouvernance de Bouteflika ne pouvait pas garantir un décollage économique, à l'image de celui de la Malaisie de Mahathir Mohamad, du Brésil post-dictature militaire, ou de l'Espagne post-franquisme. Il est plutôt dans les modèles de gouvernement arabes qui ont dirigé leurs pays dans les conditions que tout le monde connaît. Il faut reconnaître toutefois que nous n'avons pas de culture économique

historique, car nous sommes passés d'une société rurale à une économie socialiste planifiée et centralisée, pour aboutir à une économie de bazar fortement dépendante de l'extérieur. En fait, l'économie est souvent conçue chez nous comme un outil de régulation des approvisionnements de la population, sans autre objectif que de garantir la paix sociale et par conséquent d'assurer la longévité du pouvoir politique en exercice. Cela ne changera qu'avec l'instauration d'un système démocratique et l'avènement de nouvelles élites économiques.

Les multiples procès - Sonatrach, autoroute Est-Ouest, Khalifa - sont-ils programmés pour faire le procès du règne Bouteflika, ou bien pour clore définitivement ces affaires qui ternissent sa présidence ?

Il y a une surprenante simultanéité de tous ces procès auxquels est venu se greffer le projet de révision de la Constitution, alors que certains dossiers sont en instruction depuis plus dix ans, et celui de la Constitution en gestation depuis 2011. Cette démarche participe, à mon sens, d'une opération de marketing politique destinée à occuper les Algériens et à gagner du temps. Elle renseigne également sur la volonté du gouvernement de classer ces dossiers de corruption en les vidant de leur caractère éminemment politique, car il s'agit avant tout de décisions d'autorités publiques et de commandes publiques. La corruption dans les marchés publics n'est possible que parce que les conditions de transparence ne sont pas réunies et l'impunité garantie pour les corrompus. C'est pourquoi, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie indépendante, la corruption a atteint des niveaux de responsabilité politique de rang gouvernemental, qui plus est dans des secteurs stratégiques et sensibles. Ces scandales ont fini par altérer la confiance du citoyen en son gouvernement, donnent une image d'un pays corrompu et ne favorisent pas l'investissement, donc le développement. Bouteflika a beau commander ces procès à la fin de son règne, l'histoire

retiendra que la corruption et l'impunité ont marqué sa présidence. Il les a même élevés au rang d'outils de pouvoir.

Enième stratégie industrielle, assises sur le commerce extérieur, nouvelle loi de finances complémentaires... le gouvernement est-il sur la bonne voie pour faire face à la baisse des ressources (chute des cours du pétrole) ? Si c'est non, que préconisez-vous pour y remédier ?

Il faut avant tout se délier de l'illusion d'une rente perpétuelle qui garantirait la pérennité du modèle économique actuel, car dans l'hypothèse où le prix du pétrole se maintient à ce niveau, nous serons amenés à puiser tous les ans 20 à 30 milliards de dollars dans le Fonds de régulation des recettes (FRR).

Alors nous n'avons plus d'autre choix si nous voulons éviter le FMI que de rationaliser nos choix budgétaires, de ne plus subventionner de la même manière le riche et le pauvre, de réformer le système bancaire, de lutter sérieusement contre la corrup-

tion, et de contrôler sérieusement l'usage qui est fait de la richesse publique. Notre économie étant insuffisamment protégée, il est urgent d'envisager une baisse ciblée des importations par le jeu des contingents, de la TVA ou d'autres mesures de protection auxquelles tous les pays, y compris les plus avancés, ont recours dans des situations de crise.

Il s'agit aussi de revoir notre modèle de consommation énergétique et agir sur les prix des produits énergétiques qui sont subventionnés à concurrence de plus 500% et qui ont encouragé le gaspillage et transformé notre pays en importateur de ces mêmes produits pour près de 6 milliards de dollars l'année dernière.

Enfin, il faudrait appliquer les principes d'austérité et d'efficacité dans l'usage des ressources publiques, notamment dans les budgets de fonctionnement de l'Etat. Le train de vie de l'Etat, de ses démembrements et des représentants est au-dessus des moyens du pays.

M. M.

Anderson

National Express

- ✓ Vous souhaitez déposer vos containers une fois dédouanés,
- ✓ Stocker vos produits en toute sécurité,
- ✓ Externaliser la gestion de vos propres entrepôts,
- ✓ Externaliser la gestion de vos palettes et emballages divers

Nous vous proposons des espaces de stockage et intégrons la supply chain dans vos process

- Entreposage courte et longue durée
- Gestion de stocks, préparation de commande, transport et livraison
- Logistique de distribution, directe/indirecte
- Logistique amont/aval (Production)

Zone industrielle Oued Smar. Tél/Fax : 021 51 33 44 / 47 3147 27/36 99
Agences : Alger/Tizi-Ouzou/Oran/Bejaia/Sétif
www.andersonlogistique.com

RACHID BOUDJEMAA // ÉCONOMISTE

«L'Algérie a globalement échoué devant les exigences de la rationalité productive»

Rachid Boudjemaâ est docteur d'Etat es science économique. Cumulant une longue et riche expérience dans l'enseignement universitaire et supérieur (maître de conférences à l'INPS d'Alger) et consultant auprès de plusieurs institutions, il est aussi auteur de plusieurs publications, dont le livre «*Economie du développement de l'Algérie 1962-2010*» qui a été édité en 3 volumes aux éditions El Khaldounia en octobre 2011. Dans cet entretien, et en fin connaisseur, il dissèque les politiques économiques suivies sous l'ère Bouteflika.



> Propos
recueillis par
M. Mamart

Une année après la réélection de A. Bouteflika pour un 4^e mandat, quel est l'état de l'économie nationale selon vous ? Certains estiment que son règne a immunisé le pays, alors que d'autres parlent d'immobilisme et de paralysie totale...

L'année 2014 a été difficile pour la plupart des pays du monde, notamment ceux dont le «sort» est suspendu au prix du pétrole, cet or noir malmené par l'économie mondiale, qui rappelle épisodiquement à ses détenteurs la fragilité de leur puissance et le caractère superflu de ce qu'ils nomment injustement «leur richesse». La crise est partout aujourd'hui : en Europe, dans les pays émergents et à un degré moindre aux Etats-Unis. L'Algérie a évidemment son lot de ce désarroi quasi-planétaire, même s'il faut admettre que la gestion assez prudente de ses devises a joué et continue de jouer, à son actif, un rôle d'amortisseur de l'austérité économique et sociale qui devait, en toute logique, suivre la contraction de ses ressources financières. Ce qui explique que, globalement, l'Etat n'a pas opéré de rupture remarquable d'avec son élan dépensier habituel. Et tant mieux d'ailleurs que la parcimonie, chère au décideur politique en contexte de crise, n'ait pas été activée en raison aussi bien de l'opportunité des projets programmés que de la nécessité de prendre en charge les besoins fondamentaux des citoyens, comme gage de consolidation de cette petite lueur (ô combien fragile) de paix sociale qui se dessine dans le ciel algérien. Mais il ne faudrait pas comprendre par là que le gouvernement a, dans les circonstances internes et externes actuelles, un visa politique de repos sur ses lauriers. Loin s'en faut ! Et il le sait très bien. Le stress qui le traverse ces derniers mois et qui est à la fois visible et insidieux dans les attitudes et discours officiels est, à n'en pas douter, une preuve de sa prise de conscience du caractère non aisément reproductible de ses prouesses d'aujourd'hui et de la nature faiblement salvatrice de la vieille option nationale du développement social par l'Etat et le pétrole. D'aucuns savent qu'il est impossible d'édifier une stabilité économique et sociale et donc politique sur des revenus erratiques. En général, lorsque ces derniers commencent à se contracter, les choix économiques finissent pas s'imposer avec, souvent, une facture sociale douloureuse et à faible «soutenabilité» politique. C'est dire la limite du pouvoir «développementiste» de l'argent et l'impératif national de reconsidérer, à l'avenir, les facteurs réels de la croissance économique. Au regard du rythme de diminution de ses recettes, l'Algérie n'est pas, toutes choses égales par ailleurs, loin de l'immersion dans la froideur du calcul économique ou des choix d'allocation des ressources rares qui remettent en cause bien des acquis, des problématiques et pourquoi pas des positions ! En vérité, l'affaiblissement de la santé financière de l'Algérie y convoque instamment l'objet de la science économique que de longues

années de «vaches grasses» ont rendu quasiment superflu, sous la volonté subjective de l'Etat qui ne veut pas avoir avec l'économie et la société d'autres liens que ceux de dilution ou de subordination. L'Algérie est-elle pour autant, en reprenant les termes de votre question, immunisée, immobilisée ou totalement paralysée ? Si vous entendez par immobilisme ou paralysie totale de l'Algérie le fait qu'elle peine, malgré les sommes colossales qui y sont investies, à faire de la croissance, à créer des emplois réels, à améliorer sa valeur ajoutée manufacturière, à diversifier ses exportations, à adhérer à l'OMC, à être économiquement attractive et à susciter le respect des organisations internationales qui évaluent le développement à l'échelle mondiale, je vous répondrais, sans aucune nuance, par l'affirmative. Et sur ce plan, beaucoup d'années s'écouleront en Algérie dans la ressemblance. Et 2014 n'a pas, en dehors du bas niveau du prix de pétrole, de singularité notable.

Les multiples procès Sonatrach, Autoroute, est-ouest, Khalifa sont-ils programmés pour faire le procès du régime Bouteflika ou bien pour clore définitivement ces affaires qui ternissent sa gouvernance ?

Comme tous les citoyens lettrés de ce pays, j'ai pris connaissance des «affaires» dont vous parlez dans la presse nationale et parfois étrangère. Mais je n'en suis pas plus informé que mes compatriotes qui suivent de loin l'actualité nationale. Les procès Sonatrach, autoroute Est-Ouest, Khalifa programmés visent-ils à assener un coup au chef de l'Etat ou à clore les affaires qui ternissent sa gouvernance ? Soulignons de prime abord que c'est la non-programmation de ces procès qui aurait été anormale et suspecte. Puisque la justice s'en charge, il faut peut-être lui laisser toute l'indépendance pour instruire, juger, inculper ou innocenter. Il n'est pas de mon intention d'expliquer ici les causes d'un phénomène qui, par essence, est condamnable. Mais ces affaires qui déterminent, parmi tant d'autres, la notation souvent humiliante de l'Algérie par Transparency International ne valent pas seulement par les sommes détournées, «vraies ou fantasmatisées» rapportées par les journaux. Elles doivent être étudiées également en rapport : - d'abord, avec le coup porté à la foi et à la mobilisation citoyennes face aux efforts et sacrifices qu'impose l'édification nationale. En général, lorsque le chef de famille est considéré comme «suspect», les autres membres ne se sentent plus concernés par la «chose commune ou familiale». Aussi, peut-il exister un lien positif entre la corruption active qui alimente les «Unes» de la presse et la corruption discrète qui peut être l'œuvre de simples citoyens qui, ayant perdu leur ardeur de croire et de servir, prennent de la distance à l'égard de la chose publique et de leurs obligations professionnelles ? Et comme aujourd'hui, science et technique

aidant, «l'électricité a cessé d'être une fête, même pour les enfants» (R. Aron), les Algériens, adolescents et adultes, tous niveaux d'instruction, sexes et professions confondus ont individuellement et collectivement une «idée» de ce qui se trame «chez eux». Et chacun y va de sa formule, son verbe et son humeur du jour. La corruption n'ayant pas de «visage», ils l'expriment, à l'instar de cette douleur intense qu'ils ne voient pas, mais qu'ils ressentent de «tous leurs nerfs» de mille et une manières ; - ensuite, avec la gouvernance qu'elles affectent dans toutes ses dimensions politique, économique, sociale et d'entreprise. Appréhendée sous l'angle des fréquents «paiements additionnels pour obtenir qu'une chose soit faite» ou de son impact négatif sur l'environnement des affaires ou encore de la tendance des élites à la prédation d'Etat, la corruption ne peut rien traduire d'autre que la manifestation d'un manque de respect du corrupteur et du corrompu pour les règles qui gouvernent leurs relations. Aussi traduit-elle un échec de gouvernance, selon la définition de la Banque mondiale ; - enfin, avec les ressources qui sont siphonnées et donc soustraites aux actions du développement (santé, éducation, infrastructure, etc.). Vues sous ce triple angle, ces affaires, qu'elles soient jugées à temps ou de manière tardive ternissent forcément la gouvernance politique.

Enième stratégie industrielle, assises sur le commerce extérieur, nouvelle loi de finances complémentaire..., le gouvernement est-il sur la bonne voie pour faire face à la baisse des ressources (chute des cours du pétrole) ? Si c'est non, que préconisez-vous pour y remédier ?

Manifestement, le gouvernement semble engagé dans la recherche des voies et moyens aptes à contrer les effets indésirables de la chute des recettes des hydrocarbures sur l'économie et la société. Dans ce cadre, il tente logiquement d'opposer à une situation exceptionnelle des mesures exceptionnelles. Ne dit-on pas souvent «aux grands maux, les grands remèdes». Cependant, contrairement à bon nombre de pays où les grands maux ne trouvent généralement que de petits remèdes souvent superflus et inefficaces, l'Algérie a une marge de manœuvre financière importante, voire exceptionnelle, au regard des difficultés structurelles de l'économie mondiale d'aujourd'hui. Cette marge de manœuvre que lui procurent son Fonds de régulation des recettes et ses réserves de change lui permet de prendre en charge, sans trop de peine, au moins les besoins incompressibles de l'économie et de la société. Ceci met déjà le gouvernement à l'abri de la panique et des conséquences des actions dans l'urgence souvent préjudiciables à la stabilité politique. En sus, en l'absence de solutions d'augmentation des ressources de l'Etat à court terme, le gouvernement veut s'essayer à apprendre à mieux dépenser, histoire de faire de petites économies de dinars et de devises, par un toilettage de la structure de ses dépenses et des importations du pays. Sous la pression des faits historiques et des organisations financières internationales, il pourrait être amené, par exemple, à revoir quelques dispositifs d'aide, notamment les plus lourds financièrement et les moins justes socialement. Mais il faut espérer que son souci d'équilibrer les comptes publics ne le conduise, de fil en aiguille, à la mise en œuvre des programmes d'austérité, ces équilibres de misère qu'affectionnent les arithméticiens politiques et qui, sous d'autres cieux, ont appauvri, sans relance

économique aucune, de larges couches de populations. Les exemples de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne et à un degré moindre de la France sont, en la matière, édifiants. En Algérie, la nouvelle stratégie industrielle, les assises du commerce extérieur, la loi de finances complémentaire, le gaz de schiste prouvent, s'il en est besoin, que le gouvernement est au moins réactif à la dégradation, même lente, des équilibres budgétaires et externes du pays. Bien qu'il faille le faire, au vu des contraintes de l'heure, il est regrettable de voir ce qui devait être la mission naturelle, régulière et permanente du gouvernement se mouvoir en opérations de sauvetage épisodiques, actionnées seulement lorsque le «feu est en la demeure». La chute des prix des hydrocarbures s'apparente alors à ce «coup de massue» sur la tête qui rend lucide. Après un demi-siècle de transformation économique et sociale, une longue période d'ajustement structurel, sous la houlette des institutions de Bretton Woods, le décideur politique découvre ou redécouvre, en ces temps de «vaches maigres», ce qu'il a occulté en période de «vaches grasses», à savoir les impératifs d'industrialiser le pays, de diversifier sa production, de promouvoir ses exportations hors hydrocarbures, de préserver l'environnement, d'asseoir une compétitivité de ses entreprises, etc. En réalité, les actions actuelles du gouvernement témoignent du fait que le passé de l'Algérie n'a pas beaucoup servi à la construction structurelle de son présent. Si l'on excepte la prouesse de la gestion prudente de ses avoirs de change qu'il serait injuste d'occultier, surtout maintenant que le pétrole n'inonde plus généreusement les caisses de l'Etat, l'Algérie a globalement échoué devant les exigences de la rationalité productive. Engagée des années durant dans un processus de développement social par l'Etat et le pétrole (ou par le Tout-Etat, devrais-je dire), qui fait confiance plus à l'argent qu'à l'Homme, elle est insuffisamment innovante et donc insuffisamment productive et compétitive. Avec un Etat qui use toujours de son vieux style d'ingérence économique, un secteur privé peu performant, des comportements de recherche de rentes des acteurs, des facteurs de la croissance dispersés, etc., elle est carrément aux antipodes des canons de la croissance mondialisée d'aujourd'hui. Et son aisance financière quasi-régulière qui lui donne l'illusion de pouvoir acheter le développement, au lieu de le promouvoir, aggrave plus qu'elle ne soigne son aveuglement «développementiste». Mais à quelque chose malheur est bon ! Les bas prix du pétrole peuvent être une occasion d'en remodeler l'acte de développer national par la rénovation synergique des rôles de ses divers acteurs (Etat, collectivités locales, entreprises, banques, établissements financiers, universités, centres de recherches, etc.) et la mobilisation de ses divers facteurs (ressources humaines, ressources financières, management, organisation, logistique, etc.). Cette nouvelle dynamique de développement doit permettre de libérer réellement les initiatives et de mettre en son centre l'entreprise, et au cœur de celle-ci le capital humain. La construction d'une base productive et compétitive apte à soustraire définitivement le pays de sa dépendance aux hydrocarbures n'est pas une option, mais une condition de survie nationale. Aussi, est-il recommandé de ne pas lésiner sur les moyens, même dans un contexte de malaise financier.

M.M.

BAISSE DES RECETTES PÉTROLIÈRES, SCANDALES DE CORRUPTION, DÉVALUATION DU DINAR...

L'an I du quatrième mandat : la mise

à nu
 > Pa
 Samir
 Imadoulou

Dans moins d'une semaine, Abdelaziz Bouteflika bouclera sa première année de son quatrième mandat présidentiel. Il peut-être un peu tôt de dresser le bilan de cette période, mais il y a des indices qui ne trompent pas. Et pour cause, depuis la quatrième investiture de Bouteflika, les clignotants sont au rouge.

Si durant les premiers mandats les prix du baril ont connu une ascension effrénée pour dépasser les 100 dollars en 2008 et poursuivre la hausse jusqu'en 2013, la tendance s'est inversée en 2014. Un ingrédient loin de jouer en faveur du quatrième mandat de Bouteflika, lequel a enchaîné au cours de ses premières années de règne les dépenses, faisant de l'Algérie un grand chantier à ciel ouvert. Ainsi, après avoir largement profité de la rente pour financer les importations, acheter la paix sociale via les subventions, lancer des projets d'infrastructures publiques et améliorer les indicateurs du développement humain, Abdelaziz Bouteflika, déjà affaibli par la maladie et fragilisé par une administration bureaucratique, a entamé son quatrième mandat avec des indices guère rassurants. Entre les affaires de corruption, les retards de livraison de bon nombre de projets issus des précédents quinquennats, les surcoûts, l'explosion de la facture des importations, la dégringolade du dinar, les attentes de relance de l'investissement productif, la stratégie de neutralisation du patronat et le débat houleux sur le gaz de schiste, la situation n'est guère reluisante. Elle résume globalement l'absence d'une vision à long terme. Exemples : l'agriculture, en dépit des résultats encourageants, n'arrive toujours pas à infléchir les importations des produits agricoles ; des chantiers entiers de logements attendent d'être livrés, à l'image du programme de logements de l'AADL de 2001 qui n'a pas été réalisé totalement 15 ans après son lancement. Aussi, l'emploi continue encore à être financé sur la base des transferts budgétaires toujours croissants, alors le privé contribue faiblement à la résorption du chômage.

«LE REPLÂTRAGE DU SECTEUR PUBLIC NE FAIT QUE PERPÉTUER LA SITUATION»

Il a fallu que le marché pétrolier s'effondre pour que la vulnérabilité de l'éco-

nomie nationale soit de nouveau mise à nu. Mais surtout pour que l'absence d'une stratégie et d'une vision de développement à long terme soient confirmées. Cette conjoncture a brouillé les cartes du staff dirigeant. D'où, d'ailleurs, l'effervescence au sein de l'équipe de Sellal dès les premiers signes de l'effondrement du marché pétrolier. Si au début de l'épisode baissier des prix du pétrole les ministres multipliaient les assurances, par la suite l'Exécutif a enchaîné les réunions pour tenter de trouver des solutions à la crise.

Comme première conséquence, le chef de l'Etat s'est retrouvé contraint de renoncer à certaines de ses promesses faites lors de la campagne électorale et de reporter certains projets faute de proposer d'autres solutions face à l'amenagement des ressources pétrolières. Avec 60 milliards de dollars d'importations entre produits et services, la 13^e année de Bouteflika à la tête de l'Etat n'a pas été celle de la transition d'une économie de la rente à celle de la production. Ce qui fait que les effets de la crise pétrolière se font déjà ressentir.

«L'année 2014 a été une année difficile pour tout le monde, même s'il y a des pays qui s'en sortent mieux que d'autres, car plus organisés et leurs économies sont plus équilibrées, notamment le plus grand d'entre eux, les USA. Mais la crise persiste pour un grand nombre de pays et le nôtre ne fait pas exception. L'Algérie ne vit pas en vase clos, le pays subit en partie les impacts négatifs de cette situation globale de crise.»

C'est à travers cette déclaration que l'expert financier, Mohamed Ghernaout, résume la situation. Pour ce dernier, dans un pays mono-exportateur comme l'Algérie, «il y a très peu de choses à faire». «Il suffit que les prix des hydrocarbures chutent — et en conséquence les revenus qui leur sont liés — pour que le reste des secteurs de l'économie tombe comme un château de cartes : les soldes de la balance des paiements et les réserves de change chutent, les revenus fiscaux à travers la fiscalité pétrolière baissent, les importations de biens de consommation d'intrants et d'investissements suivent, provoquant une augmentation des prix et donc de l'inflation pour les premiers, et une baisse de la production industrielle pour les seconds et un accroissement du chômage pour les troisièmes, le tout engendrant une chute du PIB», expliquera notre expert. Pourquoi une telle situation ?

En réponse à cette question, M. Ghar-

naout dira : «Nos gouvernants n'ont jamais retenu la leçon, ce sont des mauvais élèves comme disait le général Giap, qui était pourtant un ami de notre pays. Son pays, le Vietnam, a bien retenu la leçon puisqu'il a entamé des réformes au moment opportun et il se porte bien.» Or, l'Algérie n'a pas terminé ses réformes. «Le replâtrage que le gouvernement propose en direction du secteur public ne fera que perpétuer la situation», avertit dans ce cadre M. Gharanout qui récapitulera en guise de conclusion : «C'est comme si vous aviez un malade qui nécessite une opération chirurgicale ; un coup de bistouri, et vous le mettez en lieu en place de cette thérapie sous sérum et vous l'oubliez.»

DÉPUTÉS FLN ET RND : «UNE ANNÉE RICHE EN RÉALISATIONS»

Du côté des députés, notamment ceux proches du cercle présidentiel, les avis sont tout à fait différents. A ce niveau, l'on estime globalement que les résultats sont satisfaisants. Ahmed Saadani, député du Front de libération nationale (FLN) et président de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification juge la situation tout à fait positive pour une première année d'un quatrième mandat. «C'est un début, les promesses tenues commencent à être concrétisées dans le cadre des lois allant dans le sens de la diversification de l'économie notamment», dira-t-il avant d'enchaîner : «Nous assistons à une dynamique. C'est une année riche en réalisations en dépit de la conjoncture régionale et internationale. Le code des investissements est en cours d'étude. Il y a aussi des mesures pour maîtriser les importations et regrouper des sociétés publiques. Ce qui va relancer le tissu public. Ce qui est en fait une période de semences.» Concernant le débat sur le gaz de schiste, «nous sommes en phase d'exploration, cela fait partie des promesses. On travaille pour les futures générations», précisera M. Saadani. Torche Toufik, du même parti, abonde dans le même sens : «Les projets sont clairs en dépit de la chute des prix du pétrole, tous les projets sont en cours de lancement. Tout est normal et les nouvelles lois vont encadrer l'ensemble de ces projets», avancera ce parlementaire, qui rejoint l'avis de Mahdjoub Bedda, du FLN.

«Cette première année du quatrième mandat s'est caractérisée par la volonté des pouvoirs publics de réadapter le climat des affaires et des investissements

avec les amendements du code des investissements, avec comme point de mire le maintien de la règle des 51-49%. Elle a également connu une tendance vers la renationalisation de certaines entreprises et une politique coûteuse pour l'Etat avec le rachat d'une part des actifs du complexe El Hadjar ArcelorMittal et le rachat également de Djedj, l'opérateur de téléphonie Vimpelcom», constatera M. Bedda. Ce dernier relèvera toutefois un développement manifeste des scandales de corruption liés à certains grands projets, notamment l'autoroute Est-Ouest et ceux relatifs aux contrats de Sonatrach. Pour sa part, M^{me} Ourida Larfi, membre de la commission Finances et Budget à l'APN, du Rassemblement national démocratique (RND), évoque une conjoncture financière difficile avec des risques de déséquilibre budgétaire, et juge nécessaire de revoir certains projets, notamment ceux qui n'ont pas encore été lancés.

Cependant, estime-t-elle, la situation n'a pas empêché l'avancement des chantiers au niveau local. C'est le cas à Tizi Ouzou qu'elle représente. «Malgré les blocages, un travail important a été réalisé à Tizi Ouzou. Il y a les logements ruraux, l'alimentation en gaz naturel, l'avancement du projet du nouveau CHU et du stade de Tizi Ouzou», illustrera-t-elle. Safi Larabi, de la même formation politique, préfère évoquer le rôle de l'Algérie à l'échelle régionale. «C'est une année de grande réussite sur le plan diplomatique avec le règlement politique de la crise malienne. L'Algérie est devenue incontournable pour beaucoup de pays qui viennent la consulter sur la question de la lutte antiterroriste et aussi sur comment faire face à la chute des cours pétroliers. Même si on a été affectés par la baisse des cours du pétrole, les grands chantiers sont toujours ouverts, les transferts sociaux sont maintenus, ainsi que les subventions», tiendra-t-il à préciser, contrairement à Hamlaoui Akouchi, du parti El Islah. Pour ce parlementaire, «l'année qui s'écoule est la pire de l'ère Bouteflika, étant marquée par une baisse du prix du pétrole. Avec l'embellie des années précédentes, l'Etat avait l'habitude d'acheter la paix sociale. Mais, présentement, il ne s'occupe plus des préoccupations quotidiennes du citoyen. Le dinar s'engouffre dans la chute, la corruption gangrène le pays, le pouvoir et l'opposition sont en pleine bataille», notera-t-il avant de conclure : «C'est une période maussade pour le pays.» S. I.

RÉORGANISATION DU SECTEUR PUBLIC

La promesse d'une relance industrielle

La première année du quatrième mandat aura quand même débouché sur la concrétisation de certaines annonces faites précédemment, notamment dans le secteur industriel. La première voiture made in Algeria est bien sortie d'usine, et la restructuration du secteur industriel public, promise par le ministre de l'Industrie, Abdesslam Bouchouareb, a bien eu lieu à travers la création de 7 nouveaux groupes dans les secteurs de l'agro-industrie, textiles et cuirs, l'industrie chimique, les équipements électrodomestiques, électroniques et électriques, mécanique, la sidérurgie et métallurgie, les industries locales. Ils s'ajoutent aux groupes déjà existants (SNVI, Saidati, SNTA, GICA et Manal). La nouvelle configuration est censée redonner un second souffle à un secteur public en difficulté, en vue de concrétiser la diversification de l'économie et promouvoir les exportations hors hydrocarbures. D'ici juin prochain, le Conseil des participations de l'Etat aura examiné les plans d'action des 12 groupes, et ce n'est qu'alors qu'ils seront véritablement opérationnels, selon le ministre de l'Industrie. Ils bénéficieront en tout cas encore du soutien de l'Etat. Une enveloppe

de plus de 8 milliards de dollars, reliquat des 12 milliards de dollars consacrés par l'Etat au développement des entreprises publiques et dont 30% seulement ont été consommés, selon l'APS. Les 70% restants seront «affectés aux nouveaux groupes», a précisé le même source. D'autres mesures comme la réorganisation du commerce extérieur ont également été annoncées. Fruit d'une stratégie bien pensée ou effet de conjoncture ? Hocine Khaldoun, cadre du FLN et ancien député, estime que le gouvernement «doit prendre des mesures pour s'adapter à la conjoncture, tout en définissant des stratégies qui sont le signe d'une maîtrise politique et économique». Le nombre de reconfigurations auxquelles le secteur industriel public a été soumis depuis des années sans effets probants en matière de valeur ajoutée suggèrent cependant une énième tentative désespérée de sauvetage. Pour Farid Yaïci, les mesures annoncées, telles que la réintroduction de la licence d'importation ou la réorganisation du secteur industriel public «ne peuvent être que conjoncturelles et en aucun cas régler les problèmes de fond dont souffre l'économie algérienne», à savoir «l'inaptitude à développer

une croissance économique endogène (par le développement du capital humain, les savoir-faire et le progrès technique), incapacité à fournir une offre de production diversifiée et à intégrer le secteur informel dans l'économie formelle, non compétitivité de son industrie, son agriculture et ses services et, enfin, sa carence en innovation». Pour se développer, l'économie algérienne a besoin de «réformes qui doivent concerner l'environnement des affaires, l'innovation et le capital humain, la compétitivité globale, la meilleure allocation des ressources et, enfin, la liberté économique pour être en phase avec la liberté commerciale en vigueur depuis déjà plus de trois décennies». En attendant, le ministre a invité les gestionnaires des nouveaux groupes industriels soumis à des contrats de performances à «gérer, faire des choix et à les assumer», dans le cadre d'une liberté d'initiative et de concertation. Toutefois, la dépenalisation de l'acte de gestion promise par Bouteflika, mais toujours pas en vigueur, risque encore une fois de brider les initiatives des plus téméraires.

Safia Berkouk

CERTAINS INDICATEURS FINANCIERS RETOMBENT DANS LE ROUGE

2015 : une nouvelle ère d'austérité

> Par
Safia Berkouk

La première année du 4^e mandat de Abdelaziz Bouteflika aura été celle du retour à une situation financière loin des premières années reluisantes de son règne. S'il a pu bénéficier au début de son premier quinquennat d'une conjoncture pétrolière favorable, l'inversement de cette dernière depuis la mi-juin 2014 annonce un dernier mandat difficile. Certains indicateurs économiques et financiers enregistrés à la fin de 2014 et toujours d'actualité confortent ces craintes. Selon la Banque d'Algérie, le pays a enregistré en 2014 le plus faible excédent commercial depuis 17 ans, d'à peine 600 000 dollars. La balance des paiements, qui a échappé de peu à la zone négative en 2013, n'a pas pu faire de même en 2014, dégageant un déficit de 5,8 milliards de dollars (graph 1). Les réserves officielles de change, présen-

alléger la pression sur le Trésor. Pas sûr qu'il en soit capable. La promesse de 2014 de relancer la Bourse d'Alger n'a rien donné. Celle-ci demeure au milieu «d'un imbroglio politico-financier qui reste à ce jour inextricable», selon l'expert financier Mohamed Ghernaout qui cite notamment «l'absence de volonté politique pour privatiser» les entreprises publiques et l'absence «de culture financière et de moyens financiers chez les ménages». (graph 2)

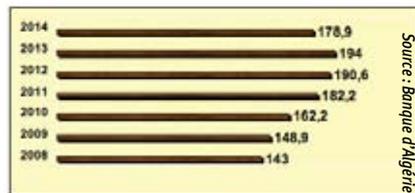
ÉROSION

Les chiffres de la Banque d'Algérie montrent néanmoins un point de satisfaction à retenir, à savoir «la désinflation». En 2014, l'inflation s'est établie à 2,92 % à décembre. Mais elle aura très peu été ressentie par la population au vu de la chute non freinée du taux de change du dinar par rapport aux principales devises. Le cours annuel moyen du dinar s'est déprécié de 1,39% en 2014 face à l'euro, et de 1,49% face au dollar. Le ministre des Finances, Mohamed Djellab, a assuré qu'il ne s'agissait pas d'une dévaluation, mais d'une fluctuation liée à la volatilité des marchés des changes internationaux. Dans un cas comme dans l'autre, c'est une nouvelle perte de pouvoir d'achat de la monnaie nationale et un poids supplémentaire à supporter par les ménages, quand on sait que cette dépréciation semble s'inscrire dans la durée. «Le taux de change du dinar par rapport à l'euro a perdu 27,1% entre 1999 et 2013», relève l'économiste Farid Yaïci.

REMISE EN CAUSE

Avec une situation financière moins clinquante, les promesses pré-électorales sont menacées à mesure que la position externe de l'Algérie se fragilise. En finir avec la crise du logement d'ici 2019 ou réaliser 7% de taux de croissance sont-ils encore possibles dans un contexte de pression sur les prix du pétrole du fait d'une augmentation des risques géopolitiques et une reprise

GRAPH 2 : ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE CHANGE (MILLIARDS DE DOLLARS)

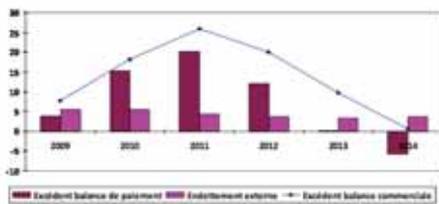


«modérée de l'économie mondiale», selon le FMI. Pour Farid Yaïci, certains facteurs sur le plan international suggèrent que les prix du pétrole resteront «encore bas pendant longtemps». Cela «n'augure pas de bonnes prévisions de croissance pour l'économie algérienne, pas plus d'ailleurs qu'en matière d'investissements et d'emplois, les effets sur la balance des paiements et les finances publiques ayant déjà commencé à être ressentis». Gel des salaires et des emplois dans la Fonction publique, report de certains investissements, ainsi que du crédit à la consommation, report de la création de nouvelles wilayas, sont quelques-unes des promesses compromises par la conjoncture. Certains, pourtant, y croient. Safi Larabi, député RND, affirme que le gouvernement «va rationaliser, tout en gardant les mêmes niveaux d'engagements financiers» et de toutes manières, pour ne citer que l'exemple de l'emploi, «le rapport de la Cour des comptes fait état de 140 000 emplois dans la Fonction publique à pourvoir. On peut commencer par consommer ceux-là avant de songer à en créer d'autres.» Mohamed Ghernaout, expert financier, pense que le gouvernement continuera à puiser dans le Fonds de régulation des recettes compte tenu des prix du pétrole appelés à rester bas et du déficit entre le prix réel de référence pour le budget de l'Etat et celui de la loi de finances. Fatalement, il y aura «soit une réduction des dépenses publiques, soit le maintien d'un niveau important des dépenses publiques et donc un recours au Fonds de régulation des recettes.» Du côté du FLN, on reste pourtant

optimiste. «Le propre des crises économiques, c'est qu'on ne peut pas les prévoir, mais elles sont éphémères. Le gouvernement a des plans pour chaque scénario», précise Hocine Khaldoun, cadre du FLN et ancien député à l'Assemblée populaire nationale. Effectivement, la crise financière de 2009 n'avait pas été prévue, et sa survenue avait mis à mal les finances du pays, poussant le gouvernement Ouyahia à prendre des mesures restrictives à l'importation. Nouvelle crise, nouvelles mesures d'urgence. Certains partis d'opposition s'inquiètent quant à un retour à la case départ. «Sans Parlement qui contrôle, sans pouvoir qui rend des comptes et avec la corruption qui saigne le pays, on craint pire que cela», confie Hamlaoui Akouchi. Certains économistes laissent déjà planer le risque d'un retour à l'endettement extérieur. La conjoncture pétrolière favorable avait permis à l'Algérie de se désendetter, ce qui n'était pas forcément une bonne idée pour certains experts. «Il ne fallait pas stopper le financement extérieur, mais peut-être mieux le contrôler et sélectionner les entreprises qui devaient y recourir», estime l'expert financier Mohamed Ghernaout. «S'endetter est une manière d'augmenter le potentiel économique du pays à travers l'investissement sans toucher aux réserves de change qui doivent être utilisées à des fins stratégiques».

Il permet aussi de rester «informé de l'évolution des conditions des marchés financiers extérieurs, d'une part, et un moyen de pression sur les entreprises qui y recourent dans la recherche de performances de production et de résultats financiers sans cesse croissants, d'autre part». Selon lui, c'est une question de temps avant le recours à nouveau à l'endettement extérieur. «Cela dépend de la situation financière extérieure du pays. J'espère simplement que notre pays saura le faire au moment opportun, pas quand ça sera trop tard», afin d'éviter un scénario à la grecque. S. B.

GRAPH 1 : ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS EXTERNES (MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Banque d'Algérie

tées jusque-là comme une garantie contre tout choc externe, ont également subi les contrecoups de la chute de plus de 50% des cours du pétrole, perdant 15 milliards de dollars sur une année à moins de 180 milliards de dollars. La dernière fois qu'elles étaient passées en dessous de ce seuil remonte à 2010 (graph 2). D'autre part, la poursuite des dépenses publiques, notamment d'équipements dans une conjoncture marquée par un rétrécissement de la fiscalité pétrolière a pesé lourdement sur le Trésor public qui a perdu plus de 1000 milliards de dinars sur sa capacité de financement. Le gouvernement a indiqué qu'il ferait appel au marché financier pour

CAMILLE SARI // ÉCONOMISTE ET FINANCIER

«Risque d'un retour au surendettement du pays»

Propos recueillis par Safia Berkouk

Lors de son premier mandat, Abdelaziz Bouteflika avait bénéficié d'une conjoncture pétrolière favorable. Aujourd'hui, la tendance est inversée. Cela remet-il en cause les promesses pré-électorales ?

Les émeutes dans plusieurs villes algériennes et la crainte d'un remake d'octobre 1988 ont incité les autorités algériennes à injecter près de 45 milliards de dollars sous forme d'augmentations de salaires, de subventions à l'Ansej (dont les résultats sont fort maigres), au logement et différents dispositifs de soutien aux prix des produits de base. Des recrutements dans la Fonction publique et dans les entreprises nationales accroissent les déficits budgétaires sans améliorer la productivité des administrations. Ces dérapages sont nuisibles à long terme et ne feront que retarder une explosion sociale si rien n'est fait sur le front de l'emploi durable dans le secteur productif marchand. Rappelons que les recettes en devises provenant des hydrocarbures représentent près de 700 milliards de dollars de recettes entre 2000 et 2013, alors que sur la même période les importations ont avoisiné les 500 milliards de dollars. La loi de finances 2015 entérine la poursuite du programme de logements destinés aux classes moyennes supérieures et les aides aux jeunes créateurs d'entreprises : l'Ansej. Faire le choix de puiser dans le Fonds de régulation des recettes

(FRR), ainsi que dans les réserves de change signifie à terme un retour au surendettement du pays. L'Algérie risque de perdre près de 20 milliards de dollars en 2015. Il en résulterait un solde budgétaire négatif de 15,1% du PIB pour l'exercice. Les réserves de change ne pourraient demeurer positives à moyen et long termes si la chute des prix se poursuit.

Au vu de la conjoncture actuelle, que peut-on craindre pour la suite ?

L'Algérie est constamment sous la menace d'un possible recours au Fonds de régulation des ressources pour équilibrer le budget en cas de baisse des recettes pétrolières. 62% de la fiscalité proviennent de celles-ci. Le point de rupture se situerait à 110 dollars le baril. En soi, le déficit budgétaire peut être facteur de relance si les dépenses sont dédiées à des investissements productifs. Le développement des infrastructures qui absorbent 70% de la dépense publique dans le cas de l'Algérie relève du rattrapage de retards accumulés. Cela contribue à améliorer l'environnement de l'économie, mais n'est pas suffisant. La base productive reste l'entreprise. Ce qui est inquiétant, c'est la progression faramineuse des dépenses publiques qui croissent de façon exponentielle, entre 7 et 10%, alors que le PIB oscille entre 3 et 5%. Le modèle de développement algérien est déséquilibré. Il préconise un mode d'industrialisation centralisé qui

a échoué partout. Le retour à l'Etat omniprésent ces dernières années est à double tranchant ; il laisse croire qu'il est possible de tout régler au niveau central. L'échec des privatisations est un signe annonciateur d'un manque de vision à long terme. Les plans de restructuration des entreprises publiques sont un échec. L'économie rentière empêche le développement de secteurs productifs. En 2014, la chute des recettes des hydrocarbures, conjuguée à la dégringolade des prix de l'or noir sur les marchés internationaux, ont affecté grandement les recettes fiscales qui ont connu une baisse de 10%, comparativement à 2013. Le gouverneur de la Banque d'Algérie a déclaré devant l'Assemblée populaire nationale (APN), le 15 décembre 2014, que «si les réserves de change peuvent amortir un choc externe dans l'immédiat, elles pourraient s'éffriter en cas de baisse prolongée des cours du pétrole». La balance des paiements affiche un déficit de 1,32 milliard de dollars au premier semestre 2014, impactant négativement les réserves de change. Le FMI confirme que «le déficit budgétaire devrait se creuser à plus de 7%, en raison du recul des recettes d'hydrocarbures, de la nette hausse des dépenses d'investissement et de la poursuite des fortes dépenses courantes». Le Fonds souligne aussi que «l'épargne budgétaire devrait baisser pour la deuxième année consécutive». Il est difficile de mettre en pratique une loi de finances 2015 prévoyant 110 milliards de dollars de dépenses, dont 60 milliards de dollars dans le

cadre du budget de fonctionnement. Si l'Algérie à l'instar de tous les pays en développement a besoin de développer ses infrastructures, les prochains budgets devraient consacrer davantage de moyens à l'économie productive et le soutien à l'activité économique privée, seuls générateurs de richesses et d'emplois.

La restructuration du secteur industriel public s'inscrit justement dans ce contexte...

L'industrie algérienne ne pourra pas sortir par le haut seulement. L'Etat doit créer l'environnement adéquat pour favoriser l'émergence d'une génération d'entrepreneurs et impulser une vraie politique industrielle tournée vers le marché intérieur. Les entreprises publiques, faute de privatisations, continuent à s'emparer dans l'inertie et l'assistanat public. L'Etat doit soutenir d'abord les sociétés de production aux dépens des importateurs. Je pense que l'Algérie a les moyens de créer des entités économiques de production de biens et de services, non pas selon le système centralisé qui a fait faillite, mais avec de nouveaux entrepreneurs privés à encourager. Un taux de croissance minimal de 8 à 10% sur une dizaine d'années est certes nécessaire pour résorber le chômage dans un pays à forte évolution démographique, mais il ne peut être atteint que par des changements macro-économiques globaux. S. B.

PÉTROLE

Les prix en légère hausse



Les cours du pétrole grimpaient vendredi en fin d'échanges européens, les marchés digérant les déclarations du numéro un iranien Ali Khamenei qui ont ravivé les doutes sur un accord final concernant le programme nucléaire de son pays. Vers 16h10 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 57,63 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,06 par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude (WTI) pour la même échéance perdait 64 cents à 51,43 dollars.

DEVISES

L'euro en baisse face aux principales devises



L'euro baissait nettement vendredi face à un dollar bénéficiant des attentes d'une hausse prochaine des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 21h00 GMT, la monnaie unique européenne valait 1,0599 dollar et baissait également face à la monnaie japonaise, à 127,50 yens. Le dollar perdait du terrain face à la devise japonaise, à 120,30 yens, alors que la livre britannique repartait en légère hausse face à la monnaie unique européenne, à 72,43 pences pour un euro, mais poursuivait son repli face au dollar, à 1,4634 dollar pour une livre.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

7

milliards de dinars

C'est l'enveloppe budgétaire allouée à la manifestation culturelle Constantine, capitale de la culture arabe, selon la ministre Nadia Labidi.

COTATIONS

BANQUE D'ALGÉRIE

Valeur du dinar du 13/04/2015

Devises	Monnaies	Cours	
		Achat	Vente
US DOLLARS	1 USD	98.0085	98.0235
EURO	1 EUR	105.3297	105.3655
POUND STERLING	1 GBP	145.3054	145.3923
JAPAN YEN	100 JPY	81.5379	81.5843
SWISS FRANC	100 CHF	10101.8862	10109.6844
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	77.9640	78.0193
DANISH KRONE	100 DKK	1409.6669	1410.1463
SWEDISH KRONA	100 SEK	1127.5584	1128.1203
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1209.4290	1211.6775
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	26.6828	26.6876
SAUDI RIYAL	1 SAR	26.1279	26.1347
KUWAIT DINAR	1 KWD	324.8542	325.2273
TUNISIAN DINAR	1 TND	50.2530	50.7580
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	9.8743	9.9352

BOURSE D'ALGER

cotations du 08/04/2015

Libellé de la valeur	Clôture
AURASSI	440
SAIDAL	560
ALLIANCE	590
ROUIBA	375

PRODUITS DE BASE

CAFÉ

Sur le Liffe de Londres, la tonne de Robusta pour livraison en mai valait 1.799 vendredi à 11h30 GMT. Sur le ICE Futures US de New York, la livre d'Arabica pour livraison en mai valait 136,70 cents.

SUCRE

A Londres, la tonne de Sucre blanc pour livraison en mai valait 366,10 dollars. A New York, la livre de Sucre brut pour livraison en mai valait 12,81 cents.

CACAO

A Londres, la tonne de Cacao pour livraison en juillet valait 1.974 livres sterling, contre 1.931 livres sterling. A New York, la tonne pour livraison en juillet valait 2.804 dollars.

CÉRÉALES

Les cours du blé, du soja et du maïs ont reflué durant la semaine à Chicago, déprimés par le raffermissement du dollar et la concurrence des exportations latino-américaines, surtout

en ce qui concerne le soja.

BLÉ

Le boisseau de blé pour mai, le plus actif, valait 5,2650 dollars en baisse de 1,82 %.

MAÏS

Le boisseau de maïs pour livraison en mai a terminé la séance vendredi à 3,7700 dollars, en baisse de 2,46 %

SOJA

Le boisseau de soja pour mai coûtait 9,5150 dollars en recul de 3,50 %.

MÉTAUX DE BASE

Les prix de la plupart des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (LME) sont restés stables lors d'une semaine écourtée par un jour férié en raison des fêtes de Pâques.

Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 6025,50 dollars vendredi à 13h35 GMT, l'aluminium valait 1766,50 dollars la tonne, le plomb valait

1998,50 dollars la tonne, l'étain valait 16,570 dollars la tonne, le nickel valait 12,680 dollars la tonne et le zinc valait 2203,50 dollars la tonne.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or est resté sous la pression d'un dollar fort toute la semaine, repassant même sous la barre psychologique des 1200 dollars l'once, mais le métal jaune s'est montré résistant.

OR (HAUSSE)

Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1207,35 dollars vendredi au fixing du soir.

ARGENT (BAISSE)

L'once d'argent a clôturé à 16,55 dollars.

PLATINE/PALLADIUM (HAUSSE)

Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de platine a fini à 1171 dollars. L'once de palladium a terminé pour sa part à 777 dollars.

Repères ÉCONOMIQUES



Par **Abdelhak Lamiri**

L'année 2014 se présentait comme celle de l'espoir et de tous les dangers, le plus sérieux concernait la situation géostratégique que nous laissons à nos politologues pour analyse et prospective. Mais en matière de politique économique, on s'attendait à l'une des deux alternatives. Soit les décideurs actuels seraient reconduits et ils devraient faire une évaluation de l'ensemble des décisions et programmes passés afin d'en situer les forces, les faiblesses (fameuses analyse SWOT) et prendre des mesures correctives pour le prochain mandat. Le deuxième scénario considérerait que l'opposition serait au pouvoir et donc irait automatiquement révolutionner les politiques économiques du pays. En tout état de cause, on s'attendait à une reconsidération profonde des choix et des pratiques du passé. Certains la voyaient comme un début d'espoir d'une meilleure maîtrise des grands équilibres macroéconomiques, mais hors hydrocarbures.

En fait, il fallait surtout diversifier l'économie productive et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Depuis l'an 2000, la seule démarche consistait à injecter massivement des ressources (plus de 500 milliards de dollars) pour moderniser les infrastructures. Les résultats furent décevants par rapport aux immenses ressources injectées ; la disproportion est criante. C'est là où on

2014 : année de turbulences et de remises en cause

attendait nos experts publics : expliquer le peu de résultats et fournir des pistes correctives. On devait donc identifier les vulnérabilités les plus importantes et fournir des ripostes à la hauteur des défis. La faible croissance, l'explosion des importations, le glissement du dinar et les mécontentements sociaux malgré les efforts gigantesques de l'Etat (logement, emploi, etc.) constituaient les cibles les plus indiquées des politiques économiques futures.

LES PREMIERS CHOIX ÉCONOMIQUES

Il ne faut point accorder trop de crédit aux affirmations durant la campagne électorale. Aussi bien l'opposition que le régime en place promettent monts et merveilles aux électeurs. On ne peut pas tirer des conclusions sur la base des déclarations et des programmes présentés. Nous avons des citoyens habitués à des discours de facilité qui privilégient la mise en avant des «droits» avant les devoirs. Quiconque s'écarterait de ce chemin de facilité risque d'être rapidement disqualifié. Mais il est important d'examiner la riposte des pouvoirs publics après la reconduction du gouvernement.

Certes, il y a eu auparavant trois tripartites ouvertes qui avaient essayé de faire le point de la situation, sorte de diagnostic sommaire. C'était un processus qu'il fallait encourager et approfondir. Il a donné lieu à un projet économique et social qui constituait un début de concertation et d'affinement des politiques économiques par l'ensemble des partenaires économiques et sociaux.

Mais 2015 devait être l'année de la mise en œuvre de ce plan d'action. La correction la plus importante introduite dans la conduite des réformes, bien avant la chute des prix pétroliers, concerne le financement de l'économie productive. Le prochain plan ne devrait plus être à 90%

pour les infrastructures, mais devait contenir des mesures de diversification économique : il fallait booster l'agriculture, réindustrialiser le pays et financer les services productifs ; bref, essayer de se départir du tout-énergie et du tout-infrastructures. Ces mesures devaient permettre une croissance crescendo qui irait de 3,5% à 7% à la fin du plan quinquennal. Il fallait gagner 1 à 1,5% de croissance par an pour arriver à ce résultat. La ré-industrialisation du pays devait être le pivot de cette renaissance économique. L'industrie qui représentait moins de 5% du PIB devait arriver à 10%.

Un défi d'une importance capitale qui allait permettre de réduire une autre vulnérabilité prévalente de notre économie : notre incapacité à exporter. Nous avions les prémisses essentielles de la nouvelle démarche, mais pas les détails. Nous attendions tous la promulgation des détails du fameux plan quinquennal, mais nous étions droit à un événement prévisible que nos décideurs n'attendaient pas.

UN PLAN DE RIPOSTE AU LIEU D'UN PLAN QUINQUENNAL

La chute brutale des prix pétroliers avait surpris les décideurs en train de préparer un plan quinquennal sur la base de prix pétroliers surpassant les 100 dollars. Certes, on rétorque que les lois de finances sont basées sur 37 \$. Mais à ce prix, il y a toujours un grand déséquilibre et il faut faire toute une gymnastique pour situer les conséquences sur le Fonds de régulation et les réserves.

Mais la chute brutale des prix de l'énergie a amené les pouvoirs publics à concevoir un plan de riposte avant d'avoir finalisé le plan quinquennal. Les modifications apportées furent mineures. Il s'agit de retarder la construction de quelques infrastructures non essentielles et opérer un gel des recrutements dans certains

départements ministériels. Probablement, on compte sur l'utilisation d'une partie des fonds de réserve et d'une fraction minime des réserves pour s'en sortir. On table plutôt sur un effet transitoire de la situation énergétique dans le monde. Mais si la structure du marché de l'énergie est en partie affectée durablement, alors il faudrait reconsidérer en profondeur toutes les politiques économiques en vigueur.

Il faut attendre que les statistiques détaillées de l'ONS soient rendues publiques pour se prononcer sur les conséquences. On sait déjà que les réserves et le Fonds de régulation vont être interpellés pour au moins 15 milliards de dollars. La croissance ne sera probablement pas au rendez-vous. Nous sommes en situation d'un contre-choc pétrolier.

La production nationale va reculer si les pouvoirs publics ne font rien. Dans ce contexte, un déficit budgétaire est souhaitable pour compenser la chute des recettes budgétaires. Il ne faut pas permettre également à la masse monétaire interne de baisser. La base monétaire doit donc s'accroître. Nos macro-économistes peuvent simuler toutes ces opérations (modèle IS, LM) et ne manqueront pas de le faire. Mais il reste le paramètre le plus important qui est contenu dans la déclaration du gouvernement : rationaliser l'utilisation des ressources. Mais cette préoccupation a toujours constitué le cancer de l'économie algérienne. Aucun gouvernement depuis l'indépendance n'a su insuffler dans nos entreprises et nos institutions non économiques un management efficace qui puisse permettre à l'économie d'utiliser efficacement ses ressources. Tant qu'on n'a pas réglé la question managériale, d'énormes ressources mobilisées produiront toujours des résultats dérisoires.

A. L.
PH.D en sciences de gestion

PUBLICITÉ

SNC-LAVALIN International España
acciona

Dans le cadre de l'exploitation de la station de dessalement d'Eau de Mer à Fouka, nous sommes à la recherche des profils suivants :

- Ingénieur Usine
- Electriciens
- Instrumentalistes
- Agents de maintenance
- Comptable

Conditions principales :

- Expérience dans le domaine de 03 années minimum
- Résider dans un rayon maximum de 20 Km de la station

Les candidats intéressés peuvent postuler directement sur le site internet de SNC Lavalin (www.snclavalin.com) rubrique **carrières**.

Seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées. Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

الاستاذ ناصر ابي حديوي معطاه المولد بتاريخ 2012 شارع محمد بنوزاد (بطنين مكنع 20) اورد الجزائر
 07.72.42.57.39 / 021.67.59.31 هاتف : abihadioui@acciona.es
 اعلان عن ايجاد مزايدين من اجل ايراد توليد المحطات الانتاجية الجزائرية الوطنية
 ستاتي و عملية مزايدين من اجل ايراد توليد المحطات الانتاجية الجزائرية الوطنية وذلك بترتيب 2015/04/29 على الساعة 09 صباحا بالمقر الرئيسي للشركة شارع بوزيد بوزي اورد الجزائر

Id	Désignation	Équipement	Conditions d'adjudication
01	Facteur Résidence universitaire jeunes filles B.A	voir fiche technique	Retenir le cahier des charges obligatoirement à l'adjudication
02	Superviseur Résidence universitaire jeunes filles B.A	voir fiche technique	des bords des bureaux du CP
03	Kiosque Résidence universitaire Mohamed Youcef	voir fiche technique	Four plus de renseignements, contacter le : 0772.42.57.39
04	Chef Résidence universitaire Mohamed Youcef	voir fiche technique	
05	Facteur Résidence universitaire Institut en Algérie	voir fiche technique	
06	Factories Résidence universitaire Institut en Algérie	voir fiche technique	
07	Salon de coiffure Résidence universitaire jeunes filles B.A	voir fiche technique	

0641 71 53 53

AVIS DE RECRUTEMENT

Société privée
RECRUTE

- 1 ingénieur en exploitation minière ou ingénieur géologie spécialité carrière
- 3 ans expérience
- 1 chef de station carrière
- 10 ans d'expérience.

Lieu du travail : Béchar ville
 Envoyez CV par email : prodag.bachar@gmail.com
 Fax : 049.23.53.90 - Mobile : 0770.27.98.31

El Watan BOUIRA

Pour toutes vos annonces publicitaires

Lotissement n°1, 4e étage (face gare routière), Bouira
 Tél./Fax : 026 94 36 16

Remerciements

Très émus par les nombreuses marques de sympathie témoignées suite au décès de son cher et regretté

Ouanani Messaoud
 survenu le 3 avril 2015 à l'âge de 44 ans, la famille Ouanani, parents et alliés remercient tous ceux qui l'ont assisté dans les moments de douleur.

Que Dieu ait son âme et l'accueille en Son Vaste Paradis.



Remerciements

La famille Cherifi d'Alger, de Cheurfa N'Bahloul, Azaga, les parents et alliés, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux personnes qui les ont soutenus lors du décès de leur très chère et regrettée sœur, tante et cousine

Cherifi Torkia
 survenu le vendredi 3 avril 2015 à l'âge de 90 ans. (1925-2015), les prient de trouver ici l'expression de leurs plus sincères remerciements suite à leur présence et à leur manifestations de sympathie à leur égard dans ces moments difficiles.

Que Dieu le Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.
 "A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."

Veillée du 3e jour

La famille Baghdadi, parents et alliés, tient à exprimer ses plus vifs remerciements à toutes celles et à tous ceux qui ont compati et partagé son chagrin et sa douleur, en l'assistant dans son deuil suite au décès de son cher et regretté

Mohamed Baghdadi
 ancien directeur général du domaine national, survenu le vendredi 10 avril 2015. Elle informe que la veillée du 3e jour aura lieu aujourd'hui, lundi 13 avril 2015, au domicile familial, sis 5 Bd Amirouche, Alger.

Condoléances

Hamid Tahri et Hocine Bendif, profondément touchés par le décès de leur ami

Hadj Ahmed Kesri, ancien cadre au MJS présentent à sa famille leurs sincères condoléances et l'assurent de leur solidarité en cette douloureuse épreuve.

Ils prient Dieu d'accueillir Ahmed en Son Vaste Paradis.
 "A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."

Décès

La famille Benghezal a la grande tristesse de faire part du décès de son époux, père et grand-père

Benghezal Amor
 survenu subitement le 10 avril 2015 en son domicile d'Alger à l'âge de 83 ans.

La veillée du 3e jour aura lieu aujourd'hui dans sa maison de Hydra, Paradou. Que les nombreuses personnes qui l'ont connu, apprécié et aimé aient une pieuse pensée à sa mémoire.
 "A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."



Condoléances

Le président de l'Association des moudjahidine de la Fédération du FLN en France 1954-1962 wilaya 7 historique, et tous les membres de l'association, très attristés par le décès de leur frère de combat, le moudjahid

Amor Benghezal
 présentent à sa famille leurs sincères condoléances et l'assurent en cette pénible circonstance de leur profonde sympathie.

Puisse Dieu le Tout-Puissant accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.
 "A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."

Pensée

Le 13 avril 2014, un an déjà depuis que tu nous as quittés à jamais, notre chère mère

Mme Vve Yamoun Zahra née Yanès

Nous, tes enfants Mohamed, Saléha, Tahar, Khadoudja, Sadjia, Houria, Zineb, Mustapha et Assia, ne cessons de penser à toi. En ce jour, nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix maman. Puisse Dieu Tout-Puissant t'accorder Sa Sainte Miséricorde et t'accueillir en Son Vaste Paradis.



Pensée

11 avril 2014 - 11 avril 2015
 Cela fait une année que notre très chère mère, grand-mère et sœur

Mme Zeggane Ferroudja, née Djefel
 nous a quittés à jamais. En ce douloureux souvenir, les familles Zeggane d'Aït Helli et Djefel d'Aït Hague (commune Irdjen, Larbaâ Nath Irathen) demandent à tous ceux qui ont connu cette dame, à la bonté sans limite, d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
 Repose en paix chère maman!
 «A Dieu nous appartenons à Lui nous retournons.»

Pensée

11-4-2014 - 11-4-2015
 Cela fait une année que nous a quittés pour un monde meilleur notre cher et regretté

Salim Haouat
 pharmacien toxicologue au CHU de Constantine.
 Confrère pour certains, collègue ou ami pour d'autres, il était un exemple pour tous.
 Exemple de courage, de volonté et de réussite. Que toutes les personnes qui l'ont connu aient une pieuse pensée à sa mémoire.
 "A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons."

Fédération algérienne des donneurs de sang
 52, boulevard Mohamed V - Alger -
 Tél/Fax : 213 21 63.80.07 - Mob. : 0772 20 09 08
 CPA Khelifa Boukhalfa n°143.4 18.01.242.11/12 - CCP n° 72372 70 clé 08

La Fédération algérienne des donneurs de sang, en collaboration avec le ministère des Affaires Religieuses et des Wakfs, et l'Agence nationale du sang lancent un appel à l'ensemble de la population âgée de dix-huit (18) à soixante-cinq ans (65) et en bonne santé, de répondre en masse à l'appel du cœur et aller offrir un peu de son sang.

Ce geste banal rendra l'espoir et le sourire à des gens qui en ont besoin, et c'est la meilleure aumône qu'on puisse offrir à un malade.

Le matériel de prélèvement est un matériel à usage unique et stérilisé, donc aucune crainte de ce côté.
 Comptant sur votre générosité à cette action hautement humanitaire, la Fédération algérienne des donneurs de sang et l'ensemble des malades vous remercient.

"Dieu vous le rendra"

Pour le bureau fédéral, le président

Décès

La famille Ziani de Bounouh et d'Alger à l'immense douleur de faire part du décès à l'âge de 89 ans, survenu le 11 avril 2015 de

AREZKI ZIANI, avocat et ancien membre de la Fédération de France du FLN.

La levée du corps se fera à partir du domicile mortuaire sis au 66, parc Miremont à Bouzaréah. L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière El Alia.

Veillée

La famille Nedjam a la douleur de faire part du décès de son père, grand-père et arrière grand-père

NEDJAM SLIMANE (ex-fonctionnaire de la police)
 L'enterrement a eu lieu le 12 avril 2015.

La veillée du troisième jour aura lieu demain à son domicile sis rue du 1er Novembre à Clairval (Rostomia).
 Que Dieu accueille le défunt en Son Vaste Paradis.
 «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

SOS

Un SOS est lancé à toutes les âmes charitables dans le pays comme à l'étranger pour venir en aide au petit Mahmoud, âgé de 6 ans, handicapé physique. Le cas de l'enfant est très sérieux, il ne va même plus à l'école, son père l'a abandonné depuis sa naissance et sa mère ne désespère pas et compte sur la solidarité du peuple algérien pour lui procurer couches 3e âge, lait entier (aliment quotidien).

Contactez le 0552 426.300
Merci, Dieu vous le rendra.

PUBLICITÉ

VENTE D'APPARTEMENTS

AG vend très beau duplex 187m2 Bir Mourad Rais F5 4e étage avec ascenseur et garage, électricité résidence gardée prix 6 milliards 200u. Tél. : 0556 093 893

VD F3 Ain Allah Les Verts 1er étage. Tél. : 0554 18 63 86

VD F4 ler Mai Les Groupes 85m2. Tél. : 0663 96 87 07

POIRSON vd F5 cuisine équipée 140m2 + gge. F4 166m2 + jardin + garage. Tél. : 0554 672 053

AG vend F3 aménagé F4 sup. 97m2 Dely Ibrahim rdc. avec jardin, chauffage central, acte, cité clôturée très calme prix 2 milliards 800u. Tél. : 0556 093 893

KOUBA La Croix F1 20m2 1er étg. 430u. Tél. : 0550 05 30 26 AG

VEND appt. 150m2 Hydra prix 2M800. Tél. : 0550 573 436

F3, F4, F5 BEZ. Tél. : 0550 786 279

VD F3 Blida centre acte + LF, 3 fac. Tél. : 0797 857 697

AG vd duplex 300m2 Oued Romane. Tél. : 0551 485 504

5 AVENUES vd à Alger-Centre F3 refait à neuf, 1er étage + F3 vue s/mer, Télemly + F5 157m2 Larbi Ben M'hidi. Tél. : 021 73 96 01 - 0661 506 109

BARAKA vd F3, F4 + garage Ouled Fayet. Tél. : 0662 919 838 - 0664 735 973

EL SOL vd t. bel appt. 210m2 à Hydra, nouvelle promotion haut standing. Tél. : 0551 083 300

VD F3 110m2 garage Hydra. Tél. : 0552 685 552

VD F4 + gge. 2 vh. b. situé Hydra. Tél. : 0550 26 42 91

VD Hydra promo finie F4 122 m2 + box. Tél. : 0560 05.11.10

VD Hydra F4 145 m2 + garage individuel. Tél. : 0560 05.11.10

VD Hydra duplex 240 m2, garage, 2 voitures. Tél. : 0560 05.11.10

VD promotion Hydra F3, F4 + garage. Tél. : 0550 26.20.30

VD promotion Les Vergers résid. Tél. : 0550 26.20.30

AG vd F3, F4, F5 à Zéralda. Tél. : 0552 199 805

VEND F5 140m2 Draria coop. 5e étage. Tél. : 0550 40 44 33

VD F3, F4, F5 Bab Ezzouar. Tél. : 0550 63 31 87

5 AVENUES vd à Chevalley dans résidence gardée F3 d'env. 90m2, 7e étage 2 ascenseurs + F5 rue Richelieu et F6 160m2 Bd Mohamed V. Tél. : 021 73 82 91 - 0661 506 109

LA RÉSIDENCE vd duplex résidence Des Pins Ouled Fayet, rdc. sup. 200m2 entièrement refait avec terrasse 72u. Tél. : 0550 495 842 - 0560 066 918

URBA VD F3 meublé rdc. Urba 2000 El Achour, vd F4 4e étage Hydra. Tél. : 0555 450 041

LA RÉSIDENCE vd F3 Dely Ibrahim, rez-de-chaussée 100m2 2.2u. Tél. : 0550 495 842 - 0560 066 918

LA RÉSIDENCE vd très bel F3 Abou Naoues, Hydra, 100m2 cuisine équipée, 1er étage, place de stationnement. Tél. : 0550 495 842 - 0560 066 918

LA RÉSIDENCE vd F3 2e étage 74m2, 2.7u. Tél. : 0560 066 918 - 0560 495 842

VD F2 1er étage 70m2 Hydra. Tél. : 0552 68 55 52

CLAUDE DEBUSSY vd F4, F3 acte. Tél. : 0665 689 500 AG

TÉLEMELY vd F6 v/mer 180m2. Tél. : 0665 689 500 AG

CÔTÉ Place Audin vd F3 1er étg. Tél. : 0665 689 500 AG

BDS vd F4 moderne + garage. Tél. : 0665 689 500 AG

S.-CŒUR vd joi F4 100m2. Tél. : 0665 689 500 AG

VD F3 63m2 vue sur mer sans vis-à-vis acte + LF convient profession libérale Bd des Martyrs. Tél. : 0550 819 790

PROMO.IMMO. vend F3, F4 à Hammadi apport. 10% et possibilité crédit bancaire. Tél. : 0553 658 892 - 0795 165 398 - 0665 458 537

VD F5 170m2 (résidence.) Staouéli. Tél. : 0551 824 221

VD F3 (amén.) F4 90m2 4e étg. B.M. Rais. Tél. : 0551 824 221

VD résid. Urba 2000, 1re tranche, F4, 184 m2, Top. Tél. : 0560 05.11.10

STÉ. promo. immo. vd plrs apparts. résid. Les Capucines acc. crédit bancaire Chéragas. Tél. : 0699 252 673

SOCIÉTÉ de promotion immobilière commercialise des appartements de haut standing de type F3, F4, F5 dans une résidence gardée à Chéragas, intermédiaire s'abstient. Tél. : 0550 939 241

VD F3, F4, promo. immob. Dar Diaf Chéragas. Tél. : 0669 545 036

F3 130m2 résid. Bessa O. Fayet. Tél. : 0551 60 82 08

VD Hydra, F3, 75 m2 top. Prix : 2600 u. Tél. : 0560 05.11.10

VENTE DE VILLAS

SÉTIF vd villa 252m2 R+3 à Ain Arnat. Tél. : 0779 047 326

PART. vend villa 1200m2 vieux Ain Naâdja finie 80% 38 chambres acte et livret foncier. Tél. : 0665 31 01 85

PARTICULIER vd villa Bordj El Bahri. Tél. : 0550 122 008

VD villa 400/180m2 construction récente Hai El Bina, Dely Ibrahim. Tél. : 0554 18 63 86

AG vend villa 350m2 Golf, R+1 Mouradia 2 façades 20m 7 pces. quartier calme prix 12 milliards 500u négo. Tél. : 0556 093 893

AG vd villa R+2 402m2 avec jardin, lot El Bina résidentiel et R+2 standing Draria. Tél. : 0560 140 296

DISPONIBLE

*PORTABLE ACER QUAD CORE N3530, 2 GO DDR3, HDD 500 GO, VGA INTEL, HD, GRAVE DVD, HDMI, USB 3.0, WIFI, W CAM, RÉSEAU, Bluetooth, ECRAN 15.6" HD, LED, Boot-up-linux
Prix : 33.500 DA TTC

*PORTABLE LENOVO G50-30 SLIM, QUAD CORE N3530, 2 GO DDR3, D D 500 GO, GRAVEUR DVD, HDMI, USB 3.0, WIFI, W CAM, LAN 100M/1000M, ECRAN 15.6 HD, LED, F DOS
Prix : 32.500 DA TTC

*PORTABLE LENOVO G50-45 SLIM, AMD E1-6010, 2 GO DDR3, DD 500 GO, GRAVDVD, HDMI, DOLBY DIGITAL PLUS, LAN 100M/1000M, WIFI, W CAM, ECRAN 15.6 HD, LED, USB 3.0 WINDOWS 8.1 D'ORIGINE
Prix : 33.500 DA TTC

*TABLETTE HAIER E700, WIFI, ECRAN 7", CAMERA, Android
Prix : 6900 DA TTC

*TABLETTE HAIER PAD E100, WIFI, 16 GO, ECRAN 10.1", CAM
Prix : 10500 DA TTC

*DISPONIBLE D'AUTRES PRODUITS : PORTABLE SONY/DELL/LENOVO/ALLA IN ONE, ACER/LENOVO/TABLETTE ACER 10"/SONY 10"/DISPO TELEVISEURS DE 22" A 90"

Tous nos produits sont garantis
Tél. : 0556 09.82.10

AG vend villa moderne 404m2 Chéragas R+2 finie top avec garage 9 pces. très beau jardin, quartier résidentiel, prix 14 milliards négo. quartier très calme. Tél. : 0556 093 893

AG vend carcasse 435m2 entre Birkhadem et Saoula 7 pces. et garage + jardin acte notarié + permis prix 5 milliards 200u. Tél. : 0556 093 893

AG vend villa 380m2 R+3 commerciale centre Birkhadem avec 3 F3 de 120m2 et 2 locaux 85m2 et 25m2 prix 12 milliards 500u. Tél. : 0556 093 893

AG vend belle villa 200m2 centre Ouled Fayet, R+3 10 pces. + 2 façades et garage pour 4 voitures quartier résidentiel prix 7 milliards 500u négo. Tél. : 0556 093 893

VD villa 2400m2 bâti 230m2 R+1 + hangar 400m2 + local 30m2 Sidi Moussa prix 9MDS 500 acte. Tél. : 0550 573 436

VEND carcasse Draria R+3. Tél. : 0670 131 625

VD résidence 2000m2 Poirson. Tél. : 0550 26 42 91

VD VILLA 308m2 semi-finie O. Fayet. Tél. : 0551 60 82 08

VD VILLA 318m2 R+2 v/m. Douaouda. Tél. : 0551 60 82 08

VD DUPLEX 400m2 + 250m2 terras. Sheraton. Tél. : 0551 60 82 08

VD R+1 500m2 Hydra b. située. Tél. : 0558 64 55 85

VD R+2 400m2 O. Fayet R+2 400m2 D. Ibrahim. Tél. : 0558 64 55 85

STÉ.PROMO. immo. vd 7 villas ds résid. Staouéli. Tél. : 0699 252 673

AGS vend très belle villa, 326 m2, R+1, Centre Birkhadem (7 pc) + jardin bâti : 160 m2 quartier résidentiel. Prix : 9 milliards négo. Tél. : 0556 09.38.93

VD rési. Affak El Achour villa 340/180 m2. Tél. : 0560 05.11.10

VD Paradou Hydra villa 600 m2. rési. Tél. : 0560 05.11.20

VD 26 milliards, Les Sources, villa, 680 m2 idéale invest, société ou habit. Tél. : 0560 05.11.20

VD Golf villa résid., 500 m2. Tél. : 0560 05.11.20s

AG vd duplex dans résidence Oued Romane, F3 rue Charasse. Tél. : 0560 140 296

AG vd villa Baba Hassen. Tél. : 0554 632 962

AG vd villa 320m2 R+1 Dely Ibrahim. Tél. : 0669 545 036

IMMIGRÉ vend maison bord de mer à Sablière (w. 35). Tél. : 0779 674 458 - 00333 699 058 405

VENTE DE TERRAINS

VD terrain 310m2 à Chéragas bien situé. Tél. : 0663 53 06 70

AG ZÉRALDA vd ter. 400m2 Baba Hassen quartier résidentiel. Tél. : 0552 19 98 05

VEND terrain 550m2 Dely Ibrahim. Tél. : 0794 437 516

VD 310m2 à Chéragas résidentiel côté Lycée Issyakhem, 430m2 El Achour, 1000m2 R+4 Chéragas. Tél. : 0554 18 63, 86

AG vend terrain 200m2 Saoula Ouled Belhadj acte ds. l'indivision 12m façade quartier impasse prix 1 milliard 200u. Tél. : 0556 093 893

10 000 M2 à 60 000m2 Z.I. Tél. : 0773 236 335

AG vd lot 8600 + 140000 + 20275 + 4 ha agroalimentaire Birtouta. Tél. : 0555 283 038 - 021 91 93 73

AG vd lot 1 ha ZI Rouiba. Tél. : 0555 283 038 - 021 91 93 73

AG vd lot 400m2 + 370m2 D. Ibrahim lot 320m2. Tél. : 0555 283 038 - 021 91 93 73

VD ter. 550m2 Tidjelabine toutes commodités. Tél. : 0794 642 988

VEND terrain agricole 22,5 ha situé à Ain Taghrouit BBA, bord autoroute acte livret foncier idéal pour investisseur. Tél. : 0559 531 784

SOCIÉTÉ vend deux terrains moyens 7000m2 et 8000m2 à Blida centre quartier Aronda (Bab Essetouf) avec acte, livret foncier et CR+6. Tél. : 021 440 445 - 0660 40 68 42

200M2 résid. Coop. acte O. Fayet. Tél. : 0551 60 82 08

VD terrain Draria, 1250 m2 résidentiel. Tél. : 0556 26.20.30

P. vd lots ter. à Sidi Abdellah Mehelma acte LF. Tél. : 0557 63 43 85 - 0557 467 758

EL SOL vd terrain 656m2 Tixeraine dans quartier de villas. Tél. : 0553 298 322

PART. vd terrain agricole de 40 ha à Fréha w. 15. Tél. : 0561 319 006

V. terrain avec acte et p. de construire Mahelma Zéralda. Tél. : 0552 71 05 18 - 0559 20 77 71 - 0550 29 15 01

VEND terrain 1000m2 zone d'activité Sidi Chahmi Oran. Tél. : 0558 20 32 99

VEND terrain 200m2 pos. 52 Bir El Djir Oran. Tél. : 0558 20 32 99

MAHELMA vd lots 150m2 à 200m2 acte LF + C. PDAU. Tél. : 0553 768 682 - 0553 768 602

PART. vd ter. 1300m2 + 343m2 acte L.f. Draria pas d'intermédiaire Tél. : 0561 818 435

VD ter. Chebli (Tebait) 150m2 et plus 22000, 24000 DA/m2. Tél. : 0540 82 67 78

URBA vd terrain 2600m2 + 1300m2 Z. ind. Zéralda + 9000m2 Z. ind. Bordj Kiffan + 6000m2 ZI. Birtouta. Tél. : 0555 450 041

AG vd 630m2 Bir Mourad Rais. Tél. : 0554 632 962

AG vd 300m2 Dely Ibrahim. Tél. : 0554 632 962

P. vd à Chéragas ter. 791m2, 27m2 façade av. R+1 bâti 134m2, ttes. com. Tél. : 0560 00 69 62 - 0554 03 65 76

VD plusieurs lots de terrain à Ouled Belhadj, sup 181m2 à 245m2 avec acte. Tél. : 0556 246 619 - 0556 199 780

VENTE DE LOCAUX

VD local 46m2 aménagé 2 burx. + cuisine + 3 sdb. + wc. Chevalley. Tél. : 0550 032 326

VEND local 56m2 état neuf acte, Dar El Beida prix 2M800. Tél. : 0550 573 436

AG vd usine 7500/8400m2 2 f. ZI Rouiba. Tél. : 055 283 038 - 021 91 93 73

HASSIBA vend local 38m2 + local Rue d'Isly. Tél. : 0661 521 198

AG ZÉRALDA vd local commercial Alger-Centre 360m2 15 mrd. Tél. : 0552 19 98 05

VEND bureaux aménagés de 300m2 et de 200m2 vue sur mer centre affaires El Qods Chéragas Alger. Tél. : 0661 550 307 - 0550 909 516 - 0550 030 175

VD Hydra bloc 7 niveaux, 330/ niveau. Tél. : 0550 26.20.30

URBA vd hangar 1000m2 + bloc adm. + terrain 1000m2 zone Oued Kerma Birkhadem. Tél. : 0555 450 041

LOCATION D'APPARTEMENTS

POIRSON loue F3 meublé + box. Tél. : 0554 672 053

O.FAYET F3 120m2 nv. villa CC3 Su. Tél. : 0550 05 30 26 AG

BELCOURT F3 5e étg. 3,5u, Duc Des Cars prox. tunnel fac. joli F3 1er étg. Su. Tél. : 0550 05 30 26 AG

LOUE appt. 95m2 F4 1er étage Docteur Saadane prix 6 unités. Tél. : 0550 573 436

AG loue 2 duplex F5 meublés garage 2 voit. B. Aknoun. Tél. : 0555 283 038 - 021 91 93 73

LOUE F4 + gge. top Dar Diaf Chéragas F3 gge. Toyota Hydra. Tél. : 0561 638 466

LOUE F4 mb. Djenan Malik Hydra F3 mb. Said H. F3 Ben Aknoun. Tél. : 0561 652 520

TÉLEMELY loue F4. Tél. : 0661 521 198

DIHOUCHE loue F5. Tél. : 0661 521 198

TRÈS bonne aff. agence loue à Hydra au Paradou prox. ambassade d'Irak et de Roumanie F4 120m2 avec garage 2e étg. pour bureau ou habit. px. 114 négo. tél. : 0798 13 06 51

AG loue F3 + garage Golf. Tél. : 0551 485 504

AÏN NAÂDJA loue F4 120m2 + cour. Tél. : 0551 485 504

L. F4 Hydra F4 mb. Mackley, F5 El Achour urba. Tél. : 0555 175 480

L. p. 6 mois F2 mb. Hydra. Tél. : 0555 175 480

LOUE F4 D. Mourad refait 7,5u. Tél. : 021 60 71 86 - 0770 484 693 - 0559 585 382

LOUE F4 top S. Hamdine 10u. Tél. : 021 60 71 86 - 0770 484 693 - 0559 585 382

LOUE nv. F4 165m2 + gge. + cour moderne Bouchouai. Tél. : 021 60 71 86 - 0559 585 382

LOUE ET VEND des appt. en Espagne. Tél. : 0541 658 389

LOUE nv. F4 160m2 (meub.) Castor BMR. Tél. : 0550 130 666

LOUE F4 123m2 4e étg. Saïd Hamdine. Tél. : 0551 824 221

LOUE nv. F3 (meub.) 180m2 Draria. Tél. : 0550 130 666

LOUE à la semaine, F3 meublé Ouled Fayet, 4u. Tél. : 0550 57.53.95 - 0667 21.10.11

URBA 2000 El Achour, loue F3 3e étage 7u. Tél. : 0552 37 76 68

TÉLEMELY sur artère loue 2 appt. jumelés + local commercial, v/mer. Tél. : 0665 689 500 AG

PUBLICITÉ

LOCATION DE VILLAS

BEK DEB, BEZ. Tél. : 0773 236 335 + vs.

AG loue villa 300m2 10 pièces + garage pour bureau D. Ibrahim. Tél. : 0555 283 038 - 021 91 93 73

SAÏD HAMDINE loue maison R+2 + piscine toutes commodités. Tél. : 0551 485 504

BEN AKNOUN loue villa R+2 usage bureaux. Tél. : 0551 485 504

LOUE belle résidence Hydra. Tél. : 0550 28 42 91

LOUE belle résid Dar Diaf Chéraga. Tél. : 0556 02 70 55

LOUE 2 nvx. villa rdc + 1er étg. à Zéralda cité résidentielle. Tél. : 0552 19 98 05

ROUTE NEUVE loue jolie villa avec 4 aprts. + garage prix 22u. Tél. : 0665 689 500 AG

R+2 très luxe. Dar El Beïda. Tél. : 0560 20 21 50

LOCATION DE LOCAUX

LOUE hangars 500, 1500, 3000m2 ZI Rouiba, B. Ali, Bousmaïl. Tél. : 0550 45 76 59

BORDJ El Kiffan loue 4000m2 parc + 325m2 bureaux. Tél. : 0551 485 504

EUCALYPTUS loue hangar 1200m2. Tél. : 0551 485 504

5 AVENUES loue au Golf local de 14m2 convient à bureau, taxi ou autres. Tél. : 021 73 82 91 - 0661 506 109

LOUE local 80m2 El Biar 23 unités. Tél. : 0661 05 21 49

LOUE hangar 3500m2 ZI Koléa. Tél. : 0771 141 148

500M2 1000, 2000 m2. Tél. : 0550 786 279 Z/Ind.

AG loue hangar 3800/13000m2 ZI Koléa. Tél. : 0555 283 038 - 021 91 93 73

LOUE local pour commerce ou agence Alger-Centre. Tél. : 0662 108 688

LOUE locaux 65m2 + 30m2 Oasis Hydra. Tél. : 0550 130 666

AG LOUE locaux BEZ Bouzaréah. Tél. : 0560 61.02.97 /99

LOUE local 64m2 T. Ouzou. Tél. : 0798 512 886

VENTE D'IMMEUBLE

VD imm. R+5 230m2 Le Golf. Tél. : 0550 130 666

LOUE immeuble 1400m2 Hydra. Tél. : 0771 141 148

PROPOSITION COMMERCIALE

VENDE entreprise de climatisation chauffage. Email : internote5919@yahoo.fr

PROSPECTION

AG cherche F1, F2, F3, F4 en achat et location Alger-Centre et environs. Tél. : 0771 41 72 73

CH. à l'achat pte. villa à Hydra. Tél. : 0698 393 340 - 0541 99 37 80

CHER. loc. appartement meublé Hydra. Tél. : 0552 68 55 52

CHER. loc. villa meublée ou sans Hydra. Tél. : 0552 685 552

AG cher. loc. villa p. brx. + gge. Sources, Vergers, BMR. Tél. : 0550 447 993

HAUTEURS Alger cherche location appartement/niveaux. Tél. : 0551 766 643

ÉTRANGER cherche location 2 hectares et plus zone industrielle. Tél. : 0552 37 76 68

ÉTRANGER cherche 2 hectares pour location zone activité Blida + Tipaza. Tél. : 0662 590 133

AG cherche pour des clients hangar, terrain dans ZI wilaya 16 achat et location. Tél. : 0556 241 103

ACCESS IMMOB. cherche appart., villa, terrain, local, hangar. Tél. : 0770 930 170

CHERCHE à louer hangar de 4000 m2 à 6000 m2 à Hamadi, Boufarik, Blida. Tél. : 0550 99.63.13

URGENT cherche villa pour résidence Hydra et environs. Tél. : 0551 485 504

JE CHER. à louer 1 local 100 à 200m2 Dar El Beïda, Bordj El Kiffan. Tél. : 0560 004 969

URGENT AG ch. location villa, Kouba, R+1 + jardin. Tél. : 0664 199 199

CH. loc. villa haut standing Hydra et environs. Tél. : 0551 083 300

CH. achat villa bâtisse Bougara, Témely et env. Tél. : 0551 083 300

CH. achat villa bâtisse Bougara, Témely et env. Tél. : 0551 083 300

T.URG. ch. achat villa Hydra. Tél. : 0557 98 56 64

CH. achat aprt. Saïd Hamdine, Ben Aknoun, Tixeraine. Tél. : 0551 083 300

CHER. app. F3, F4, F5, duplex résidentiel. Tél. : 0560 05.11.10

CHER. location F3, F4, F5, Hydra, Golf. Tél. : 0560 05.11.10

CHER. villa, 400 à 1200 m2, Hydra, Golf. Tél. : 0560 05.11.20

AG CHER. achat/loc appart Kouba. Tél. : 0560 43.82.24

T.URG. ch. achat villa ou terrain Hydra, Mackley, Poirson. Tél. : 0550 45 76 59

T.URG.STÉ.ÉTRG. ch. à louer hangar 2000 à 5000m2 ZI Rouiba, O. Smar, B. Ali, Hamadi, DEB. Tél. : 0550 45 76 59

LA RÉSIDENCE cherche à la location bureaux de 100m2 et plus à Hydra et environs pour une société étrangère, budget conséquent. Tél. : 0550 961 402 - 0560 060 743

URGENT cherche achat F5, F6 ou duplex à Hydra, El Biar, B. Aknoun, S. Hamdine, D. Ibrahim. Tél. : 0665 556 213 Agence

URGENT cherche achat F3, F4 à Garidi I, II, G4 G11 Coop. Sud et Nord. Tél. : 021 74 93 89 - 0665 556 213

CHERCHE location de villa à Hydra, Golf, Mackley, D. Ibrahim, Les Vergers, Kouba, S. Hamdine, Témely, Bouzaréah. Tél. : 021 74 93 89 - 0665 556 213

ENVIRONS Alger cherche F2, F3, F4 location vide/meublé client en attente. Tél. : 0771 775 516

AGENCE cherche location F2, F3 Bab Ezzouar, Dar El Beïda et environs. Tél. : 0552 377 668

CHERCHE location aprt. meub. ou vide à Bd 5, Témely, S.-Cœur, Audin, Hydra, Golf, El Biar, Les Vergers, S. Hamdine, B. Aknoun, D. Ibrahim, Bouzaréah. Tél. : 021 74 93 89 - 0665 556 213

URGENT cherche achat de villa à Témely, Les Vergers, Parc Miremont, D. Ibrahim, Dar Diaf. Tél. : 021 74 93 89 - 0665 556 213

URGENT cherche achat F5, F6 à Didouche Mourad, S.-Cœur, Audin, Golf. Tél. : 021 74 93 89 - 0665 556 213 AG

CHERCHE achat ou location de villas à Témely, Bd. V, Hydra, Golf, El Biar, Ben Aknoun, S. Hamdine, Les Vergers, D. Ibrahim, Oued Romane, El Achour, Draria. Tél. : 021 74 93 89 - 0665 556 213

T.URG. ch. achat villa Hydra. Tél. : 0557 98 56 64

CHERCHE location aprt./duplex/villas meub. ou vide à Témely, Golf, Bd. 5, S.-Cœur, Audin, El Biar, Hydra, B. Aknoun, S. Hamdine, Les Vergers, Kouba, D. Ibrahim, Oued Romane, Urba 2000, El Achour. Tél. : 021 74 93 89 - 0665 556 213

LA RÉSIDENCE cherche terrain de 5000m2 et plus Alger, Tipaza pour partenariat. Tél. : 0550 495 841

LA RÉSIDENCE cherche en urgence villa de plus de 500m2 hauteur d'Alger, budget 300 millions de dinars. Tél. : 0550 495 841

LA RÉSIDENCE cherche villa à l'achat de 300 à 500m2 Ouled fayet, Saïd Hamdine, Tixeraine, Dély Ibrahim. Tél. : 0560 066 918 - 0550 495 842

OFFRES DE SERVICE

WSM p. tous travaux FP/PVC BA13 revêt. intérieur, menuiserie aluminium, façade alucobond tout aménagement intérieur. Tél. : 0550 939 726

ÉTS. publics privés, internationaux, ceci vous intéresse ets. M. Rihane propose ses services recouvrement chèques s/ provisions, factures impayées. Tél. : 0561 768 074 - 0550 901 048

RÉPARATION machine à laver toutes marques à domicile. Tél. : 0542 769 802 - 0698 997 728

DIVERS

VD charpente métallique. Tél. : 0779 614 522

VENDE chaussure p. enfants Alger. Tél. : 0551 766 643

VENDE pointeuse biométrique 19000 DA. Tél. : 0776 519 338

CHERCHE machine fab. en plast. + flexo. étude toute proposition. Tél. : 0775 58 39 54

VENDE occasion 2 machines à glace Caprigiani 3 bras. 1 machine) jus 4 bacs, Ugolini prix 85u les 3. Tél. : 0557 099 611

VD un lot pièces cat D8K moteur, boîte convertisseur, vilebrequin, ripper, cabine, chaînes radiateurs et autres. Tél. 0559 188 797

MARCHAND meubles d'occasion achat électroménager et divers. Tél. : 021 47 64 77 - 0661 511 806

ACHAT radiateurs et chaudières. Tél. : 0550 099 898

VD plieuse guillotine + rouleuse de tôle + fauteuil dentaire. Tél. : 0772 201 117

VD 2 chargeurs Komatsu W120 et W420 BE 1 chargeur Furu-kawa FL320 1 bull cat. D8K 1 niv. cat. 120 g. BE. Tél. : 0559 188 797

VENDE laine de verre, laine de roche, tôle aluminium. Tél. : 021 44 08 34 - 0557 099 611

AUTOS

ACHAT véhicule neuf d'occasion. Tél. : 0661 690 384

LOCATION de voitures VH Alger. Tél. : 07 75 57 17 00

COURS ET LEÇONS

L'APPROCHE du bac, BEM, et 6e vous voulez avoir une chance de rattraper le retard, réussir votre examen ne stressez pas, la solution est là. Tél. : 0550 268 352

HASSEN EL WAZAN, école privée agréée à Dély Ibrahim, inscription ouverte préscolaire, primaire, collège enseignants parmi les meilleurs cadres, agréable et spacieux. Tél. : 0554 067 897 - 0665 242 074

UN SÉJOUR linguistique à Malte. Tél. : 0560 35 47 77

OFFRES D'EMPLOI

CHERCHE femme de ménage mariée habitant Chéraga ou Ouled Fayet. Tél. : 0660 310 335

CHERCHE femme de ménage couchante à Bouzaréah. Tél. : 0554 06 78 97

RECRUTE homme marié et sa femme sans enfants ils seront logés et payés pour faire travaux ménagers y compris cuisiner. Tél. : 0668 613 189

SOCIÉTÉ de foires et expositions recrute étudiants et étudiants fin de cycle en médecine chirurgie dent. pharmacie et biologie pour le poste d'hôtes et agents d'accueil âge entre 24 et 30 ans. CV + photo exigée. Envoyer à l'adresse : rh2016@dzevent.com

DEMANDES D'EMPLOI

DAME mûre sérieuse cuisinière qualifiée cherche emploi dans ambassade ou autres. Tél. : 0790 078 737

JF 26 ans, Dr. pharm. 4 ans d'exp. dt. raq. prod. promotion médic. accepte dépl. Tél. : 0553 631 845 libre

JH 32 ans, ing. en hydraulique rural 5 ans d'exp. dans des grands travaux hydrauliques cherche emploi. Tél. : 0660 202 741

PÈRE de famille chauffeur expérimenté cherche emploi. Tél. : 0667 252 781

HOMME 38 ans, marié cherche emploi comme chauffeur-démarcheur. Tél. : 0773 451 626

H 50 ans, DEB longue exp. commercial polyvalent cherche emploi responsable com. ou gérant ou autre, étude ttes. promotions. Tél. : 0540 934 414

JF 45 ans, exp. 15 ans assistante DG, ing. aff. en cours, arab. fr., ang., informat. Alger, contact : freedom_algeria@live.fr

JH 26 ans, TS en BTP. conducteur des travaux publics cherche emploi. Tél. : 0552 593 466

INGÉNIEUR planification et gestion projets 23 ans d'exp. g. civil et électrotech. Tél. : 0771 863 596 - 0551 798 411

JH 26 ans, ing. g. civil 1 an d'exp. au Sud suivi pc. ch. emploi. Tél. : 0669 95 20 15

H. 56 ans, représentant technico-commercial cherche emploi Oran ouest véhiculé. Tél. : 07 72 41 63 60

INFIRMIER diplômé exp. à l'hôpital ch. emploi ds. sté. privée. Tél. : 0558 856 902

H retraité cadre dirigeant ch. poste DAG, DFC, Audit, agréé en comptab. 30 ans d'exp. sec. médical, services. Tél. : 0772 276 370

JH 40 ans, études supérieures dans la gestion d'administration gte et management+DES en finances et audit comptabilité, 14 ans d'exp. Tél. : 0550 312 365

JH 33 ans, TS protection de l'environnement, exp. 3,5 ans, chargé d'hygiène, 2,3 ans, chargé de traitement des eaux (Step, Osmoseur) pour HACCP ISO 14001 ISO 19011. Tél. : 0773 86.77.51

COMPTABLE 29 ans, licence en sciences de gestion option comptabilité exp. 6 ans. Tél. : 0791 227 229

Remerciements

Les familles Chabane et Moumene, parents et alliés remercient tous ceux et celles qui ont compati à leur douleur suite au décès de leur cher et regretté Moumene Maamar survenu le 2 avril 2015. Que Dieu ait son âme et l'accueille en Son Vaste Paradis.

Pensée

Il y a cinq ans, Maïza Saïd dit Mouz nous a quittés. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient en ce jour une pensée pour lui.



A. Z. Maïza

Condoléances

Très peinée par la perte de Ali frère de son ami Mohamed Tireche la famille Bachir Lazar présente ses sincères condoléances à Mohamed ainsi qu'à toute la famille du défunt et prie Dieu le Tout-Puissant d'accueillir Ali en Son Vaste Paradis.

Décès

La famille Aït Ali Yahia, les parents et alliés des Ouacifs et d'Alger ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté père, grand-père et beau-père Aït Ali Yahia Abdelkader retraité de la RSTA L'enferrement aura lieu aujourd'hui 13 avril 2015 au cimetière d'El Alia.

JEUX - DÉTENTE

HORIZONTALEMENT : 1. Spécialiste de la politique. Sigle d'un gaz 2. Berner. Procurera réparation d'une offense 3. Fuse après une passe. Il sert à relever. Me mouillais 4. Métal symbolique. Entre deux options. Excessifs 5. Tirer profit de. Cours de France 6. Ville d'Inde. Espion d'un roi (d'). Songe 7. Fin de soirée. Mit à l'écart. Passage aisé sur courant 8. Soudé. Portion de boyau. Dernier du personnel 9. Ville d'Italie. Dans. Non fondée 10. Maternages. Contredanse 11. Choix. Ses nuits sont douces. Fumeur de calumet 12. Démonstratif. Parfumer 13. Vieille pièce de monnaie. Opérer. Le roi de la savane 14. Mise à un endroit déterminé. Font couler 15. Appeler la harde. Enlève l'eau. Obtenue.

VERTICALEMENT : 1. Excroissances 2. Petite concrétion sphérique. Digne de confiance. Trou dans le mur 3. Déchiffrée. Elle fut changée en taure. Petite outre 4. Avant nous. Il fait des ascensions en montagne. Devant un prince 5. Rappel flatteur. Ville de Roumanie. C'est-à-dire. Actinium 6. Une matière bien prisée. Capitale nordique. Furieuse 7. Peine. Ensembles d'habits de nuit féminins 8. En forme d'ouf. Un quart de peseta. Cependant 9. Eut très froid. A l'intérieur de. Réunion d'officiers. Sans doublage 10. Premier impair. Jeu de hasard. Etendre 11. Conduite pour eaux usées. Soudé. Allonge 12. Ereinté. Drame jaune. Ile grecque 13. On la casse pour manger. C'est idem. Champignon 14. Candide. Plaisir des sens. Sans effets 15. Polie. Note. Rigueur.

SOL. QUINZE SUR 15 PRÉCÉDENT : HORIZONTALEMENT : 1. QUINTESSENCE. CI 2. USTENSILE. ECULE 3. AU. ETALONS. RNA 4. DRUS. ARAIRE 5. RES. IN. TC 6. ARROGANCE. VER 7. LIGUER. ENTE 8. LOESS. PRESTE. DE 9. AD. OIE. ETA. TR 10. GEINDRE. IRAIENT 11. USE. OUR. ONDE 12. IL. NON. ETRÉINT 13. AVERTI. PRIT. RNA 14. LE. OSERA. FETAIT 15. USAT. SALISSES.

Quinze sur 15 N° 4096

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														

VERTICALEMENT : 1. QUADRILLAGE. ALU 2. USURE. IODE. IVES 3. IT. USAGE. JULE 4. NEES. RUSONS. ROT 5. TNT. PRESIDENTS 6. ESAU. OR. ER. OIES 7. SIL. DG. EON. RA 8. SLOW. AERE. PAL 9. EEN. IN. ETIRER 10. SA. CESAR. TIFS 11. CE. RIENT. AORTES 12. ECRAN. TETINE. TE 13. UNI. VE. REDIRAS 14. CLARTE. NENNI 15. IE. ECRIENT. TATE.

Mots Croisés N° 4096
Par M. IRATNI

I	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

HORIZONTALEMENT
I- Petites nattes des rastas. II- Tenir des propos tendres et langoureux. III- Service sans retour - Virginien célèbre - Fin de verbe. IV- Enveloppe de certains légumes - Né. V- Langue - L'envers du miroir - Clé des songes. VI- Terme repoussant - Jobardé. VII- boîte. VIII- greffés. IX- Factures - Se fait repasser. X- Des noms en sortent - Incarnes - Instrument de musique.

VERTICALEMENT
1- D'une rigueur excessive. 2- Tarabiscoté - Drame jaune. 3- Obtenues - Bien marquée. 4- Symbole chimique - Petit saint - On vu le jour. 5- Récriminations. 6- Feuilleté - Type au top. 7- Principes des huiles - Rapport de cercle. 8- Démonstratif - Pas superflu. 9- Poignard malais - Personnel. 10- Dévaster.

SOLUTION N° 4095

HORIZONTALEMENT
I- JEREMIADES. II- OVIBOS - OR. III- UE - ETUIS. IV- VIGNE - IENA. V- ELOIGNÉS. VI- NL - TAOON. MO. VII- CELERI - BON. VIII- OSEES - MA. IX- API - AVEC. X- URNE - ALOSE.

VERTICALEMENT
1- JOUVENCEAU. 2- EVEILLE -PR. 3- RI - GO - LOIN. 4- EBONITES. 5- MO - EGAREE. 6- ISE - NOIE. 7- TIEN - SAL. 8- DOUIES - VO. 9- ERIN - MOMES. 10- SAPONACE.

Sudoku N° 396

REGLE DU JEU
Une grille est composée de plusieurs carrés. Chaque carré contient tous les chiffres de 1 à 9. Chaque ligne comme chaque colonne contient aussi tous les chiffres de 1 à 9. Certains chiffres vous sont donnés, à vous de trouver les autres. Pour cela, procédez par déduction et élimination.

7				9					6
4				8					5
	6	3	7	5					8
3	5								
8	9							4	1
								6	5
		8		2	6	1	3		
	7				5				2
6				7					4

Solution Sudoku précédent

2	1	8	6	7	3	5	4	9
3	6	5	9	4	1	2	7	8
7	4	9	8	5	2	6	3	1
1	8	3	4	6	5	9	2	7
5	9	4	7	2	8	1	6	3
6	2	7	1	3	9	4	8	5
4	5	1	3	8	6	7	9	2
8	7	2	5	9	4	3	1	6
9	3	6	2	1	7	8	5	4

Tout Codé N° 4096

Définition du mot encadré
En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Coutume hindoue selon laquelle une veuve devait se faire brûler sur le bûcher funéraire de son mari.

1	2	3	4	5	6	7	8	9		4	10	
7	3	4	1	7	9	2	11	12	13	10	7	
14	4	2	13		13	15	12	6	13		10	9
13	8		3	8		13	13		10	7	9	2
10	2	8	9	13	3		16	7		17	13	3
9	13		7	17	2	15	12	6	9	12	3	13
12		17		13		2	15	13		3	2	
13	15	4	12	9	7	10		3	13	13	6	10
12	10	13	3	7	2	13	8	9		3	2	7
10		9	13		13	6	12	13	10		10	2
13	18	13	13	8		13	6	13	7	9	13	10
14	7	15	11	12	13	6	2	8	13			
5	2	10	10	13	9							

SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT : AFFRIOLER - CHARLIE SHEEN

SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENTS :
HORIZONTALEMENT : DELIBERER / NATIVITE / PIPE / ISEE / VIRAS / EL / DEDALES / LA / IRISE / ELITE / LO / ARENE / UT / STELE / IVE / LESTES / ROME / SONT / NASE / UTE.
VERTICALEMENT : DENIVELLATION / LAPIDAIRE / MA / CITERA / TELLES / BI / ALIENEE / DEVISER / SS / RIS / SIL / ITOU / TETE / SOUVENT / REELLE / TESTE.

Fléchés Express N° 4096

doser	voiture hippomobile	extrême pauvreté	décoratif	sur la rose des vents
voyage d'agrément	richesse	note	taupe modèle (d')	
discours particuliers suivent la pratique	chandelle	prince troyen		
teindre en jaune-brun demande instamment			écorce de chêne	réfléchi
réfléchi		vient d'être de courte durée	preneur de son	
feront feu		infinitif	risquons	qui n'a jamais servi
personnes insatiables porte les titres				
		dingue		
		défalque		
revenus réguliers	nickel	tableau de maître parfois pronom		rapport de cercle
				contra-vention
bagatelle			dame néerlandaise	

ON VOUS LE DIT

Deux hommages à Assia Djebar à Montréal

Deux hommages seront rendus à Assia Djebar à Montréal, au Canada. Le premier aura lieu jeudi prochain, à la Maison de l'Afrique. Il est organisé par l'Association internationale soufie Alâwiyya au Canada (AISA Canada), l'université Concordia et l'université du Québec à Montréal. Au menu : témoignages sur Assia Djebar et la lecture d'extraits de ses écrits. Le second hommage lui sera rendu le 2 mai dans le cadre du Festival de cinéma Vues d'Afrique à travers le documentaire *Retour au bled* de l'Italienne Giovanna Taviani. Assia Djebar est décédée le 6 février dernier.

Aucun dégât n'a été signalé après le séisme à Bou Hadjar

Aucune perte humaine ni dégât matériel n'ont été enregistrés suite au séisme qui a touché la commune de Bou Hadjar (34 km de Ain Témouchent), selon la Protection civile. La secousse tellurique, enregistrée hier à 1h58, en mer, à 34 km au nord de Bou Hadjar, n'a fait ni victime ni dégât matériel, a assuré le lieutenant Mohamed Moukhaloua, chargé de la communication. Selon le CRAAG, l'épicentre de ce séisme, d'une magnitude de 3,4 degrés sur l'échelle de Richter, a été localisé à 34 km au nord de cette ville côtière.

L'inscription des projets communaux soumis aux citoyens à Chlef

Désormais, l'inscription des projets communaux prioritaires sera menée en collaboration avec les représentants des citoyens. De même qu'un pourcentage déterminé des marchés publics relevant des PCD sera réservé aux entreprises de jeunes, a annoncé, hier, le wali de Chlef lors d'une rencontre qui a réuni des représentants de la société civile, des élus des APC et de l'APW, ainsi que les directeurs de l'exécutif de la wilaya. L'administration veut impliquer la société civile dans la gestion des collectivités locales et instaurer une tradition de la participation du public, fondée sur la confiance et l'engagement de chaque partie en faveur d'un développement harmonieux et efficace des communes. Le chef de l'exécutif a cité une série de doléances qui ont pu être prises en charge grâce au dialogue entre les pouvoirs publics et les habitants. Il s'agit notamment du « dossier du préfabriqué érigé après le séisme de 1980 », « des familles occupant des logements de type F1 », et des « titres de propriété de constructions privées ».

Scandale à l'ex-CFA de Blida

L'INSFP Nacef Azzedine de Blida (ex-CFA) a invité, dernièrement, un éditeur pour exposer ses livres au profit des stagiaires. Cette invitation, signée par le directeur de l'établissement, a été acceptée par l'éditeur. Ce dernier s'est présenté à l'INSFP en question, le 5 avril comme convenu, pour mettre à la disposition des stagiaires des livres répondant à leur profil. Tout va bien pour le moment. Sauf que le « malheureux » éditeur a été surpris par un comportement peu orthodoxe du directeur de l'établissement. Sous prétexte d'une directive venant d'en haut et encore « floue », ce responsable lui a demandé de plier bagage dès le premier jour de l'exposition, alors que celle-ci devait s'étaler sur quatre jours. Un agissement qui est loin de répondre aux règles diplomatiques et qui en a choqué plus d'un. Cela a poussé le personnel enseignant et administratif de l'établissement à s'indigner face à cette « honte » et de demander des excuses à l'éditeur afin d'essayer de sauver la bonne réputation de leur établissement.

26 contrebandiers arrêtés dans le sud du pays

Vingt-six contrebandiers ont été arrêtés et deux véhicules tout-terrain saisis samedi dans le sud du pays par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. « Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, des détachements, relevant des secteurs opérationnels de Tamansasset et d'In Guézam (6^e Région militaire), ont arrêté, le 11 avril 2015, 26 contrebandiers et saisi deux véhicules tout-terrain », précise la même source. Treize quintaux de denrées alimentaires, 19 détecteurs de métaux, deux groupes électrogènes et sept téléphones portables ont également été saisis, ajoute le communiqué du MDN.

TIPASA

Sites archéologiques en danger permanent

● Les sites archéologiques sont agressés par le béton, les dégradations et diverses formes de pollution.

Les pouvoirs publics ne daignent pas agir pour faire cesser la défiguration de ces espaces abritant les traces du passage des anciennes civilisations dans cette partie de la côte algérienne. Plus grave encore, des directeurs de l'exécutif de la wilaya s'aventurent à construire illégalement dans les magnifiques forêts qui surplombent la baie de Tipasa. Ces responsables sont pourtant affectés par les hautes autorités du pays pour faire appliquer les lois de la République tout en veillant au développement de leurs secteurs respectifs. Des démarches sont même entreprises par certains directeurs pour régulariser leurs « luxueuses » résidences érigées illicitement. Un exemple suffit : il s'agit du représentant du département ministériel de Nadia Labidi à Tipasa. Les autorités de cette wilaya avaient procédé à la démolition de quelques « villas » au niveau du site de Ouzakou, sous la protection d'éléments des services de sécurité. Une démolition partielle qui avait fait l'objet de médiatisation. Etrangement, des habitations construites illégalement n'ont pas été touchées par cette décision. Les citoyens s'interrogent... Les décisions « fermes » prises par la wilaya ont du mal à être appliquées, malheureusement. L'exemple d'un camping à Chenoua est édifiant. En dépit des lettres et mises en demeure envoyées par l'administration, les propriétaires de ce camping



B. SOUHLIL

font fi de toutes les instructions officielles et ne payent même pas payer leurs charges. Impunité totale de ces personnes hors-la-loi. La place des Martyrs aménagée au centre-ville du chef-lieu de la wilaya a coûté plusieurs milliards de centimes. Le coût de cet aménagement suscite moult interrogations. Lors d'une flânerie sur cette place publique très « coûteuse », les gardiens étaient invisibles. L'APC a affecté théoriquement des personnes, sans plus. En outre, le musée de Tipasa s'est transformé en un lieu de rendez-vous de prostituées venues d'ailleurs. Des commerces, notamment certains fast-food et cafétérias, sont autorisés à fonctionner sans avoir de salle d'eau. « Il n'y a pas de textes qui empêchent l'ouverture de ces commerces dépourvus de salle d'eau », nous indique un fonctionnaire du CNRC de Tipasa. Trop nombreuses sont les rues de la ville qui sont devenues

des « parkings privés » gérés par des jeunes qui imposent leur diktat aux automobilistes. Les gros cubes de béton plantés anarchiquement dans le port de Tipasa non seulement cachent l'horizon aux touristes, mais sont transformés en refuge vulgaire pour dissimuler les tourettes et servir d'abri aux délinquants. Le parc archéologique est devenu un lieu de pique-nique pour de nombreuses familles en quête d'évasion. Certains couples préfèrent se réfugier et s'ébattre à l'abri des regards dans des coins éloignés du Parc national archéologique. Durant la dernière session de l'APW, il a été décidé la création d'un EPIC, doté d'un capital de 90 millions de dinars, qui sera chargé des travaux et de l'entretien des espaces verts, de l'éclairage, de la voirie et de la mise sous terre des réseaux divers, afin de donner un visage « plus clean » à la ville de Tipasa. **M'hamed H.**

PLUS DE 1200 ENTREPRISES AU PROCHAIN BATIMATEC

Le Salon fait le plein

Dopé par une commande publique encore très importante, le marché du bâtiment et des matériaux de construction continue de susciter la convoitise des entrepreneurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Ils seront encore plus nombreux à cette 18^e édition du Batimtec, qui se tiendra du 3 au 7 mai prochain au Palais des expositions (Safex), poussant à saturation les espaces d'exposition disponibles. Cette importante manifestation, placée sous le haut patronage du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a, en effet, pris au fil des ans et de l'explosion sans précédent de la construction en Algérie une envergure continentale qui pulvérise chaque année ses records de participation. Avec un peu plus de 1200 exposants officiellement inscrits, il a fallu mobiliser environ 44 000 m² de surface d'exposition, soit la quasi-totalité des aires commercialisables disponibles dans l'enceinte de la foire. Au nombre de 600, les entreprises étrangères en provenance de 26 nations seront présentes en force cette année encore, donnant à cette importante manifestation économique un caractère

authentiquement international. Pour Raouf Siti, un des principaux responsables de Batimatec Expo : « L'engouement pour ce Salon serait motivé par la forte croissance enregistrée par le BTPH ces quinze dernières années et ses bonnes perspectives pour les années à venir, le secteur n'étant pas, comme annoncé par le Premier ministre, concerné par d'éventuelles restrictions budgétaires. » La dynamique impulsée par les pouvoirs publics au secteur de la construction requiert en effet davantage de collaboration entre les entreprises des divers corps de l'Etat à l'effet de réaliser les programmes dans les meilleures conditions de délai, de qualité et de coût, mais aussi pour former les travailleurs aux différents métiers de la construction, promouvoir de nouveaux produits et moderniser les techniques du bâtiment. En marge du Salon se tiendront trois journées techniques principalement aménagées par le ministère de l'Habitat. Elles porteront essentiellement sur les moyens de promouvoir la production nationale des matériaux de construction. **Nordine Grim**

T V

19.55 Série
CAMPING PARADIS

Franck, divorcé, aperdulagardede ses enfants et doit ruser pour les approcher : afin de tromper la vigilance de leur grand-père, il se déguiseendameets'installedansle bungalow d'en face

19.55 Série
BROAD CHURCH

Lee Ashworth tente de retourner Ellie Miller contre Alec Hardy et lui apprend que demieracouchéavec Claire. Durant le procès de Joe Miller, l'avocate Sharon Bishop démonte tous les témoignages

19.50 Documentaire
MANUEL VALLS : LE MATADOR
Franz-Olivier Giesbertareconstitué le parcours du Premier ministre, homme sec et inébranlable qui a réussi à imposer au Parti socialiste des idées libérales et sécuritaires jusqu'ici abhorrés.

19.55 Série
SPOTLESS

Après avoir survécu à sa virée dans lesboisavecClay, Jeancomptebien retrouver une vie normale. Mais Julie a découvert qu'il l'avait trompée. Martin révèle à son frère son aventure avec Sonny.

19.50 Film
BEL-AMI

Dans le Paris de la fin du XIX^e siècle, Georges, pauvre et affamé, croise un ami devenu journaliste. Introduit dans les beaux salons et rebaptisé Bel-Ami, il devient coqueluche de ces dames.

19.55 Jeu
TOP CHEF

Dans un magnifique hôtel de Deauville, les deux chefs finalistes vont cuisiner pour 100 bénévoles de la Croix-Rouge, qui jugeront le meilleur menu de la soirée et désigneront ainsi le Top Chef 2015.

19.50 Film



JOHN CARTER
LefascinantvoyagedeJohnCarter, un homme qui se retrouve inexplicablement transporté sur la planète Barsoom, au coeur d'une guerre mystérieuse entre les habitants de la planète.

PUBLICITÉ

LES GAGNANTS DES TABLETTES DE LA 5^{ème} SEMAINE SONT:

- 1 Benabid Adlane (Bordj Bouairidj)
- 2 Mokhtari Mounir (Alger)
- 3 Ben Bachir Fatima Zahra (Alger)
- 4 Derbali Nacim (Alger)
- 5 Arabache Nawel (Relizane)
- 6 Bensalah Said Meserghine (Oran)
- 7 Salah Edine Habaze (Alger)

GRANDE TOMBOLA FRUITÉE

UNE TABLETTE (3G/10,1") PAR JOUR
7 GAGNANTS CHAQUE SEMAINE PENDANT 2 MOIS

VOUS POUVEZ PARTICIPER VOUS AUSSI ET RETROUVER VOTRE NOM PARI MI LES GAGNANTS DE LA SEMAINE PROCHAINE.

UNE RENAULT SYMBOL
MADE IN BLADI À GAGNER

تشارك، أربح و ZID

و تزيّد تعيّن

Hamoud Boualem 1878

YouTube hamoudboualemofficial Facebook HamoudBoualemOfficielle

Le règlement et les modalités du jeu sont disponibles sur notre page Facebook

SARL MEKA ALGERIE
Cite Des Travailleurs 1 Lot 1 N° 5-Dar El Beida Alger / ALGERIE
Tel: +213 21 50 87 45 Fax: +213 21 50 87 54
Mail: sarlmekaalgerie@hotmail.fr
Site WEB: www.mekaalgerie.com

REPRESENTANT EXCLUSIF DE

MEKA CE TUQUIM

MET A LA DISPOSITION DES PROFESSIONNELS DU BPE DES CENTRALES A BETON DE DIFFERENTS MODELES: FIXES-COMPACTES-MOBILES TRACTABLES NE NECESSITANT PAS DE GENIE CIVIL

خلاطة الخرسانة "سيكا" - اختيار المحترفين مهما كان نوعها:
خلاطة الخرسانة متحركة - خلاطة الخرسانة ثابتة - خلاطة الخرسانة مضغوطة

10 سنوات خدمة ما بعد البيع
توافر قطع الغيار
أسعار مدروسة
الضمان 16 شهر
شروط الدفع امتيانية
البيع بالدينار باحتماب كل الرسوم او
بامتيازات ANDI

8. AV -H24 PENDANT 10 ANS MIN
DISPONIBILITE PIECES DE RECHANGE
GARANTIE 16 MOIS

PRIX DE VENTE ETUDE
MODALITES DE PAIEMENTS AVANTAGEUSES
PAIEMENT EN DA/TTC OU RT/HDD (ARD)

SARL MEKA ALGERIE SERA PRESENTE AU SALON BATIMATEC ALGER 2015

acom
AGENCE DE COMMUNICATION

COMMUNICATION CREATION PUBLICITÉ IMPRESSION PACKAGING

Nous confier la conception de vos supports de communication, par la qualité graphique et la créativité nous valorisons l'image de votre société...

- ✓ Cartes de visite
- ✓ Papiers en-tête
- ✓ Dépliants
- ✓ Flyers
- ✓ Prospectus
- ✓ Brochures
- ✓ Revues
- ✓ Chemises à rabat
- ✓ Affiches
- ✓ Aménagement de stand
- ✓ Campagnes média (insertions presse)

CREATION GRAPHIQUE

L'empreinte qui fait la Différence !

Siège social : 102 logts, Tour Sidi Yahia, Hydra, Alger
Tél./Fax : 023 57 32 59 / Mobile : 0557 64 94 56
Bureau Annexe : Maison de la Presse, Place du 1er Mai Alger
Tél./Fax : 021 65 52 56 / Mobile : 0557 16 05 71
E-mail : acomagence@yahoo.fr
www.acomagence.com

JSK Sérénité retrouvée avant le déplacement à Sétif

Après deux semaines de turbulences et une préparation perturbée, les Canaris ont retrouvé un semblant de sérénité, à la veille du très délicat déplacement qui les attend, demain, du côté de Sétif, pour y affronter l'ESS en match avancé de la 26^e journée du championnat.

Loin d'avoir assuré son maintien en championnat, la JSK prépare sérieusement et surtout sereinement la confrontation de demain. Une sérénité qui devrait aider les Canaris à assurer un bon résultat dans leur quête de maintien et surtout à oublier la débâcle du clasico, avec la fameuse défaite face au Mouloudia d'Alger lors de la précédente journée. Un revers qui a secoué la maison kabyle ces dernières semaines. Les remous qui ont ébranlé la sérénité et surtout la bonne marche de l'équipe ont chamboulé sa préparation, notamment avec l'annulation du stage de Bouira, après l'agression dont a été victime le portier Azzedine Doukha, obligeant même le coach à faire l'impasse sur les joutes amicales qu'il avait inscrites au menu. La JSK a ainsi été obligée de rester près de 20 jours sans compétition, outre la pression exercée par ses fans et même par sa direction suite aux accusations à peine voilées de Han-nachi à l'encontre de ses joueurs d'avoir levé le pied face au MCA. L'orage passé, les Canaris, qui sont en regroupement à Tizi Ouzou depuis samedi, préparent dans de bonnes conditions leur déplacement à Sétif, avec la ferme intention de réaliser un bon résultat pour, d'une part, se racheter de la débâcle du clasico, de l'autre grignoter des points supplémentaires dans la perspective du maintien.

WALLEMME SOUS PRESSION

Un match décisif donc face à l'Entente, avec une JSK appelée à se ressaisir et aller chercher des points de Sétif. Une JSK qui veut visiblement investir dans la mauvaise passe du champion d'Afrique pour aller chercher son premier succès de la saison en trois confrontations face à l'ESS. Un match important pour Wallemme, qui aura tous les atouts en main puisqu'il disposera de l'ensemble de ses joueurs avec le retour des éléments blessés et en l'absence des joueurs suspendus.

Un choc où le faux pas est d'ailleurs interdit pour le technicien français, sur la sellette depuis plusieurs semaines déjà et dont l'avenir à la barre technique de la JSK, à en croire une source proche de la direction kabyle, ne tient plus qu'à un fil.

T.A.S.

BF Réunion le 20 avril à Alger

Le bureau fédéral de la FAF se réunira le 20 avril à Sidi Moussa. Les membres du BF se pencheront sur le calendrier de la fin de saison, la préparation de la finale de la Coupe d'Algérie 2015, les questions relatives au déroulement des rencontres de fin de saison au niveau des différentes divisions, sans oublier bien sûr le dossier de la CAN-2017.

Initialement, cette réunion devait se tenir à Ouargla, comme l'avaient indiqué plusieurs de ses membres à partir de Biskra.

A. B.

ÉCHEC DE LA CANDIDATURE ALGÉRIENNE

Sellal demande des explications à Tahmi et Raouraoua



MM. Hayatou, Sellal, Tahmi et Raouraoua, le 1^{er} novembre dernier à Blida, à l'occasion de la finale de la LDC

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a demandé des éclaircissements au ministre des Sports, Mohamed Tahmi, et au président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, sur l'échec de la candidature algérienne pour l'organisation de la CAN-2017. Quelques minutes après que le président de la Confédération africaine de football (CAF) eut annoncé que la CAN-2017 aura lieu au Gabon, le Premier ministre s'est entretenu, par téléphone, avec les deux dirigeants sportifs algériens et leur a demandé pourquoi la CAF avait choisi le Gabon et non l'Algérie. Pour rappel, avant

le 8 avril (jour du choix du pays organisateur de la 31^e édition de la CAN) les autorités algériennes semblaient rassurées sur les chances de l'Algérie de remporter les faveurs de la CAF. «Ce sentiment était fondé sur les assurances fournies par les parties algériennes en charge de ce dossier», indique une source généralement bien informée, qui ajoute que «les explications fournies n'ont pas convaincu le Premier ministre, qui leur a demandé de rédiger un rapport (individuel) circonstancié sur les raisons de l'échec de la candidature algérienne, qu'à son tour il remettra au président de la République». Les Algériens fondaient beaucoup

d'espoir sur les chances de l'Algérie d'abriter la CAN-2017. Les arguments avancés — un dossier de candidature en béton, l'implication de la diplomatie algérienne pour convaincre des pays frères et amis de voter en faveur de l'Algérie, les propos rassurants tenus successivement par le ministre des Sports et le président de la FAF — avaient donné l'illusion que la CAN-2017 ne pouvait échapper à l'Algérie. On connaît la suite ; ce qu'on ne connaît pas encore, c'est la suite qui sera donnée, côté algérien bien sûr, à cette affaire. La balle est dans le camp des «décideurs».

Yazid Ouahib

ASO CHLEF

L'équipe entre regrets et satisfaction

Si elle a pu tenir le coup jusqu'à la fin des prolongations, l'ASO Chlef a été plutôt maladroite lors des tirs au but, n'arrivant pas à mettre le moindre ballon dans la cage du gardien Felhah. Elle quitte ainsi la compétition populaire avec un sentiment mêlé de regrets et de satisfaction. Regrets parce qu'elle est passée à côté d'une deuxième



Éliminés en Coupe d'Algérie, les Chélifiens se concentrent désormais sur le championnat et la Coupe de la CAF

finale de Coupe d'Algérie ; satisfaction parce qu'elle a réalisé un bon parcours dans cette épreuve malgré ses déboires en championnat national. N'empêche, après avoir été éliminée par le RCA, avant-hier en demi-finale de la coupe, l'ASO Chlef se consacre désormais à la suite du championnat avec comme objectif le maintien et la prochaine joute de la Coupe de la CAF, qualificative à la phase des poules. Dans ce cadre, les protégés de Benchouia accueilleront, vendredi prochain au stade Boumezzrag, le match aller des 8^e de finale de la Coupe de la CAF, face au Club Africain de Tunisie. Ce dernier occupe provisoirement le fauteuil de leader après avoir battu, samedi dernier, la formation du CS Hammam Lif sur le score de 3-0. L'une des réalisations a été l'œuvre de l'Algérien Abdelmoumen Djabou qui, malheureusement,

ne participera pas à la double confrontation contre l'ASO à cause de la suspension qui lui a été infligée par la CAF.

Mardi 21 avril, les Chélifiens disputeront à domicile un match décisif pour le maintien face au MCO. Il s'agit donc de rendez-vous importants pour les joueurs et dirigeants, qui désirent ardemment sortir de la zone de relégation et aller le plus loin possible dans la compétition africaine.

L'ASO FÉLICITE LES DEUX FINALISTES

La direction de l'ASO a adressé ses félicitations aux clubs finalistes de la Coupe d'Algérie 2015, à savoir le RCA et le MOB. Juste après l'élimination de son équipe, samedi, en demi-finale face au RC Arbaâ, le porte-parole de l'ASO, Abdelkrim Medouar, a adressé un message dans lequel il «félicite les deux finalistes pour leurs performances et leur souhaite plein succès à l'avenir». Des supporters de l'ASO, présents au stade de Bologhine, ont également salué la victoire du RC Arbaâ par des ovations à la fin de la partie. Voilà un geste qui honore les Lions du Chélif et leurs dirigeants.

Ahmed Yechkour

CSC Berthé dans l'œil du cyclone



Deuxième au classement à 5 points des places africaines et à trois distances du purgatoire, le CSC fait un parcours loin des attentes et des ambitions affichées en début de saison. Pour les Sanafir, le CSC est en train de réaliser une saison absolument indigne de son rang. Certains fans furieux ont même dépassé les limites, vendredi soir, pour exprimer leur désarroi, s'en prenant à l'autocar qui transportait les coéquipiers de Messaâdia après le match nul concédé au stade Hamlaoui (2-2) face aux Sang et Or, créant la panique chez les Clubistes. Pour le coach François Bracci qui se dit encore optimiste pour sauver la situation prochainement, le seul responsable de ce nouveau faux pas n'est autre que le défenseur malien Berthé Ousmane, qui a perdu son sang-froid : «Berthé nous a sorti une faute et une réaction de gamine. En voulant se faire justice lui-même, il nous a pénalisés avec son expulsion, laissant ses coéquipiers en infériorité numérique.» D'après certains, l'attaquant du NAHD, Ouezradji, aurait proféré des mots à caractère raciste envers le Malien. Une version difficile à confirmer vu le contexte global. Mais ce comportement explosif de Berthé résume bien une saison ratée. Logique, disent les fans, qui rappellent l'absence à l'intersaison du Malien, lorsque le CSC se préparait à Ain Drahem, prétextant des essais en France avec les formations de Montpellier et Toulouse. Pas très professionnel de la part d'un ex-international qui touche 200 millions par mois. Après avoir raté la période la plus importante de la préparation, les blessures ont pris le relais, sans parler des caprices à répétition du Malien. Dans un autre registre, les Sanafir en veulent toujours à Omar Bentoubaï qui a eu une grosse frayeur vendredi, lors d'un accident de la circulation à l'entrée de Constantine. Le président du CSC est heureusement sain et sauf, mais on ne peut pas en dire autant pour son véhicule. Mais le pire est que le mouvement de contestation des fans contre Bentoubaï monte au fil des jours, présageant une fin de saison électrique au sein de la formation du Chabab. Les contestataires réclament une intervention énergique de l'actionnaire majoritaire, Tassili Airlines, pour limoger «l'inefficace» Bentoubaï qui semble dépassé par les événements. Enfin, malgré les soucis et la difficulté de la tâche, l'entraîneur corse du CSC garde espoir pour la suite. Il souhaite le soutien de tous et de ne pas enterrer trop tôt ce CSC en crise de résultats et de confiance, surtout que 15 points restent encore en jeu. Les Vert et Noir ont encore leur destin entre les mains. Ramener un résultat positif de Béchar ce week-end et réussir 6 points sur les 9 possibles au stade Hamlaoui sauverait le CSC du purgatoire. A. Henine

LE HIC

TVS MONDE, CIBLE D'UNE CYBERATTAQUE



EN BREF...

■ APN
La commission des affaires juridiques organise des rencontres avec les associations de défense des droits de l'enfant

La commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN organise, hier et aujourd'hui, une série de rencontres avec des associations actives dans le domaine de défense des droits de l'enfant, a indiqué un communiqué de l'APN. Les réunions de cette commission, présidée par Amar Djilani, s'inscrivent dans le cadre de l'examen du projet de loi sur la protection de l'enfance, précise le communiqué. La commission rencontrera, durant ces deux jours, le président du Réseau de défense des droits de l'enfant, Nada, le président du Syndicat national des magistrats, la présidente de l'Association nationale de soutien aux personnes handicapées et celle de l'Association algérienne des enfants handicapés, selon la même source. Prennent part également à ces réunions des

universitaires spécialisés en droit, en sociologie et en sciences politiques ainsi que des représentants des ministères de l'Education nationale, des Affaires religieuses et de la Jeunesse.

■ CUBA
Retrait de la liste noire prochainement

Le président Barack Obama va trancher «dans les prochains jours» sur l'opportunité de retirer ou non Cuba de la liste des Etats soutenant le terrorisme, a indiqué le patron de la diplomatie américaine, John Kerry, hier, refusant de divulguer sa recommandation. Barack Obama et Raul Castro ont eu, samedi au Panama, un tête-à-tête sans précédent depuis 1956, qui marque l'avènement d'une nouvelle ère dans les relations entre les deux «ennemis» de la guerre froide. Malgré de nombreuses spéculations, M. Obama n'a fait aucune annonce au sujet de ses intentions concernant la demande de la Havane d'être retirée de cette liste noire américaine. Cuba avait été

inscrit à l'origine sur cette liste en 1982 - sur laquelle figurent également la Syrie, le Soudan et l'Iran - pour avoir accueilli des militants de l'organisation séparatiste basque ETA et des rebelles de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Le secrétaire d'Etat a reconnu hier que son ministère avait procédé à un long réexamen du cas de Cuba et adressé une recommandation au président Obama. «Je vais laisser au Président la latitude (...) de pouvoir prendre sa décision en se basant sur la recommandation que nous lui avons faite» a déclaré M. Kerry sur la chaîne américaine CBS. «Il va prendre sa décision dans les prochains jours.»

■ BRÉSIL
Les anti-Rousseff mobilisent moins

Des dizaines de milliers de Brésiliens ont manifesté hier contre la corruption et la présidente Dilma Rousseff, aux prises avec le vaste scandale de corruption qui éclabousse le groupe pétrolier d'Etat Petrobras et sa coalition de centre-gauche.

La mobilisation semblait toutefois sensiblement moindre que lors de la première journée nationale de protestation de ce type, qui avait réuni jusqu'à 1,7 million de personnes le 15 mars pour réclamer la fin de l'impunité dans les affaires de corruption et la destitution de la présidente de gauche. Vers 13h30 (17h30 GMT), la police a estimé le nombre de participants à 105 000 et les organisateurs à 188 000, selon des chiffres ville par ville additionnés par le site d'informations G1. Plus de 25 000 personnes ont défilé à Brasilia, la capitale, dans une ambiance festive et familiale, entre skaters et marchands ambulants. Il y avait environ la moitié de l'affluence du 15 mars, a indiqué à l'AFP la police militaire. A Rio de Janeiro aussi, sur l'avenue bordant la plage de Copacabana, la foule en jaune et vert, les couleurs du drapeau du Brésil, semblait moindre qu'il y a un mois. A Sao Paulo, la capitale économique du Brésil où jusqu'à un million de personnes avaient manifesté le 15 mars, les protestataires commençaient à se rassembler dans le centre.

COMMENTAIRE

«Etat civil», disent-ils

Par Fayçal Métaoui

Il est attribué au président Bouteflika la volonté de réviser la Constitution pour «célébrer» la première année de son quatrième mandat. Publiquement, Bouteflika n'a encore rien dit sur ce qu'il veut de la révision de la Loi fondamentale. Pour lui et son entourage, le projet paraît politiquement important, voire stratégique. Mais pour la société, qui n'a pas été impliquée dans le semblant de débat, la révision constitutionnelle n'a aucun sens, aucun intérêt. Surtout que le pays est menacé par une grave crise financière en raison de l'effondrement des cours pétroliers, par la colère sociale de plus en plus forte et par l'instabilité chronique dans la région sahélo-saharienne.

Amar Saadani, secrétaire général contesté du FLN, l'un des farouches défenseurs de la révision de la Constitution, croit savoir que le Président veut «instaurer» un Etat civil. Or, Bouteflika est au pouvoir depuis seize ans. N'a-t-il pas eu le temps, tout le temps, pour instituer cet Etat ? Et comment se définit cet Etat civil ? Est-il question de renvoyer les militaires à leurs nombreuses casernes ? Ou s'agit-il de limiter les interférences des Services secrets dans toutes les institutions de l'Etat et dans leur fonctionnement ? Ou s'agit-il encore d'éviter à l'Algérie l'instauration d'un Etat théocratique ? Amar Saadani ne dit pas comment s'appelle l'Etat algérien actuel puisqu'il sous-entend qu'il n'est pas «civil». Un Etat policier ? Un Etat hybride ? Un Etat national ? Le secrétaire général du FLN se réfère à la Déclaration du 1^{er} Novembre et à la Plateforme de la Soummam pour expliquer la notion d'Etat civil que son parti défend. Cet aveu est fort intéressant. Implicitement, le FLN, ex-parti unique, reconnaît que l'esprit de la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954 a été violé et que la Plateforme de la Soummam a bel et bien été piétinée par les régimes d'après 1962. Des régimes nés de coups de force, de coups d'Etat, de renversements, de retournements de veste et de manipulations. Pourtant, l'Etat algérien a toujours bâti sa «légitimité» sur l'héritage de la guerre de Libération nationale. L'Etat civil que Bouteflika veut créer, selon Saadani, sera-t-il celui qui respecte d'abord les articles de la Constitution et les impératifs de la citoyenneté ? Sera-t-il celui qui ne réprime pas les libertés démocratiques et ne viole pas les droits humains ? Sera-t-il celui qui supprime toutes les barrières devant la liberté d'expression et la liberté d'opinion ? Sera-t-il celui qui met fin à la «justice de la nuit» et lutte contre la corruption et le vol de l'argent public ? Comme il n'existe aucun débat public sur la révision de la Constitution et sur son utilité, toutes les questions sont permises, dans un pays gouverné par un assourdissant silence présidentiel et par une froide logique de clans.

SANTÉ DANS LES WILAYAS DU SUD

DES PRATICIENS SPÉCIALISTES EN RENFORT DÈS MAI PROCHAIN

Une promotion de 296 praticiens spécialistes renforcera, dès le mois de mai prochain, les services hospitaliers de 11 wilayas du Sud, afin d'y combler le déficit actuel et améliorer les prestations de santé, selon l'APS qui cite le directeur des ressources humaines du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. «Ces renforts, faisant partie de deux promotions regroupant 980 spécialistes, seront affectés en 2015 à travers 11 wilayas du sud du pays, en vue de combler le déficit accusé en matière d'encadrement médical spécialisé dans ces régions», a indiqué M. Hadj Bencherik à l'APS, en marge des travaux de la rencontre nationale sur la santé dans le Sud. Cet encadrement médical concerne diverses spécialités, notamment la médecine interne, la pédiatrie et la

chirurgie infantile, l'oncologie, la gynécologie-obstétrique et l'anesthésie-réanimation, a-t-il précisé. La seconde promotion, composée de 684 spécialistes, devrait recevoir les titres d'affectation courant mai, a ajouté M. Bencherik. Le même responsable a indiqué que les pouvoirs publics accordent une priorité, en matière de couverture sanitaire et de stabilité des personnels de la santé, aux régions du Sud, eu égard à leurs spécificités géographiques et environnementales, relevant, à ce titre, que les programmes de développement ordinaires et complémentaires viennent conforter la décision politique en accordant une priorité à travers l'affectation de spécialistes dans le cadre du service civil.

ÉTATS-UNIS

HILLARY CLINTON : «JE SUIS CANDIDATE À LA PRÉSIDENTE»

La démocrate Hillary Clinton a officialisé, hier, dans une vidéo diffusée sur le site hillaryclinton.com, sa candidature à l'investiture présidentielle de 2016, sa deuxième tentative pour devenir la première femme à diriger les Etats-Unis. «Je suis candidate à la présidence», a déclaré Hillary Clinton, ancienne première dame, sénatrice et secrétaire d'Etat, confirmant



une candidature attendue depuis plusieurs mois. Elle est à ce stade la seule candidate officielle aux primaires démocrates, et domine les sondages.

PHOTO : D. R.

POINT ZÉRO

Comment s'opposer à l'opposition

Par Chawki Amari

Pour ne pas changer, Saadani a encore reproché à l'opposition de s'opposer, expliquant que «la révision de la Constitution fait peur». Oui, mais à quel point ? Qui la repousse depuis des années, l'opposition ? Non, ce sont les gens que défend Saadani et qui ont refusé de passer par un référendum pour adopter la dernière Constitution. Comment s'opposer à l'opposition ? Il suffit de prendre le discours de l'opposition et de l'inverser. A l'image de Bensalah, qui vient d'accuser l'opposition de vouloir «plonger le pays dans l'instabilité», alors que c'est sous le règne de Bouteflika que le pays a connu le plus grand nombre d'émeutes depuis l'indépendance. Quant à Benyouène, il vient d'accuser «l'opposition de vouloir réhabiliter les terroristes», regrettant que «des télévisions leur donnent la parole», visant Madani Mezrag, alors que cette chaîne à laquelle il fait allusion est de droit étranger et protégée par l'Etat en échange d'un soutien au Président et

de sa persévérance dans la diabolisation de l'opposition démocratique. Benyouène, peu courageux, a surtout oublié que Mezrag a été reçu à la Présidence par Ouyahia, ce qui a étonné l'opposition justement. Enfin, il faut revenir au grand analyste Saadani qui a reproché à l'opposition de ne pas avoir de programme. En réalité, le seul programme du régime consiste à condamner le programme de l'opposition qu'il finit par adopter avec le temps, comme annoncé dans la prochaine Constitution : séparation des pouvoirs, indépendance de la justice, instauration d'un Etat civil, libertés individuelles et collectives ainsi que l'officialisation de tamazight, autant de thèmes développés par l'opposition qui en a fait son programme depuis des décennies. Au fond, quand on est une personne normale, comment ne pas s'opposer à ces gens qui racontent n'importe quoi ? Il faudrait s'opposer à soi-même. Ce qui est en soi un vaste programme.

météo

Aujourd'hui		Demain
11° 24°	ALGER	15° 26°
14° 31°	ORAN	18° 34°
9° 24°	CONSTANTINE	11° 26°
14° 31°	OUARGLA	15° 31°